

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

Olivier de Serres. — Théâtre d'agriculture et ménage des champs.
Omer Talon, avocat général à la Cour du Parlement de Paris. —
Mémoire, 1732.

Chomel, régent de la Faculté de Paris. — Histoire des plantes,
1739.

Margraff. — Expériences chimiques faites dans le dessein de tirer
un véritable sucre des diverses plantes qui croissent dans nos
contrées, 1747.

De Forbonnais. — Recherches et considérations sur les finances
de la France, 1758.

Le Breton. — Traité sur les effets et les propriétés du sucre,
1789.

Achard. — La fabrication du sucre en Europe, 1805.

Calvel. — Instruction sur la manière de cultiver la betterave, 1811.

Mathieu de Dombasle. — Faits et observations sur la fabrication
du sucre de betterave, 1823.

Mathieu de Dombasle. — Du sucre indigène. Situation de cette
industrie en France, son avenir, 1836.

Foy (général). — Discours sur la question des sucres, 1826.

Observations soumises à la commission d'enquête par le délégué de
la chambre de commerce de Bordeaux, 1829.

Appel de l'agriculture aux conseils généraux des départements,
1836.

Rodet. — Les colonies à sucre et la production indigène, 1836.

Delaunay. — La question des sucres, 1837.

Deg. — De l'infailibilité de la ruine de l'industrie sucrière sous
la loi du 18 juillet 1837, 1838.

De Morny et Mathieu de Dombasle. — La question des sucres,
1838 et 1839.

Lestiboudois. — Des colonies sucrières et des sucreries indigènes,
1840.

P. Molroguier. — Examen de la question des sucres, 1843.

- Mathieu de Dombasle et Jolivet**, député de la Martinique. — La question des sucres, 1841.
- Lestiboudois**. — La vérité des faits sur les cultures comparées des colonies et de la métropole et principalement de la question des sucres, 1841.
- Napoléon Louis-Bonaparte**. — Analyse de la question des sucres, 1841.
- Delaunay**. — Question des sucres, 1842.
- Mathieu de Dombasle**. — La question du sucre, 1843.
- Rossi**. — Rapport à la Chambre de Paris, 1843.
- Daulue**. — La question coloniale sous le rapport industriel, 1843.
- Goutt**. — La question des sucres, 1843.
- Royer**. — La question des sucres. Solution qui concilie tous les intérêts, 1843.
- Dubrunfant**. — Sucrage des vendanges avec les sucres raffinés, 1854.
- Hermann Schacht**. — Recherche sur la betterave ; sa puissance saccharifère, 1861.
- Dureau**. — La question des sucres devant le consommateur, 1863.
- Mariage**. — Le régime des sucres a-t-il été définitivement réglé par la loi du 7 mai 1864, 1865.
- Brivort**. — Etude sur la législation des sucres dans les différents pays d'Europe, 1880.
- Felz**. — Les syndicats industriels, 1892.
- Bédarride**. — Des achats et des ventes, 1894.
- Dureau**. — L'industrie du sucre, 1894.
- J. Hélot**. — Le sucre de betteraves en France, 1900.
- J. Domergue**. — La vérité sur la question des sucres, 1900.
- Chauveau**. — Rôle physiologique du sucre dans la production de l'énergie musculaire.
- Grandeau**. — Le sucre dans l'alimentation de l'homme et des animaux.
- Dubuisson et Malpeaux**. — Emploi de la mélasse dans l'alimentation du bétail.
- Yves Guyot**. — La question des sucres en 1901.
- Zolla**. — La question des sucres, les primes et la Conférence de Bruxelles, 1902.
- Souchon**. — Les cartells de l'agriculture en Allemagne, 1903.
- Hébert**. — L'impôt du sucre et la Conférence de Bruxelles, 1904.
- Turquin et Lafont**. — Manuel du service des sucres et des glucoses, 1905.
- Théry**. — Les progrès économiques de la France, 1908.
- Truchy**. — Les conventions sucrières de 1907, 1908.

- Lyon-Caen et Renault.** — Traité de droit commercial.
Cauwès. — Cours d'économie politique.
Circulaire hebdomadaire du syndicat des fabricants de sucre de France
(1900-1909).
Compte rendu du sixième Congrès de l'alimentation rationnelle de bétail
(1904).
Congrès international d'agriculture (1900).
Revue politique et parlementaire.
Annales agronomiques.
Agriculture moderne.
Agriculture rationnelle.
Le Journal des fabricants de sucre.
Tablettes statistiques.
Correspondance diplomatique de la Conférence internationale sur le régime des sucres, tenue à Bruxelles (1898-1902).
Rapports consulaires des agents diplomatiques à Londres, Berlin, Hambourg, Magdebourg, Brême, Amsterdam, Anvers, Bruxelles, Prague, Vienne, Pétersbourg, Moscou, Constantinople, Beyrouth, Smyrne (1908-1909).
Rapports de M. J. Hélot sur des questions sucrières (1890-1908).
Conseil supérieur du commerce de l'agriculture et de l'industrie, enquête sur la question de l'impôt du sucre à la consommation 1872.
-

DE L'INFLUENCE DES RÉGLEMENTATIONS

SUR LA

PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DU SUCRE

INTRODUCTION

L'étude de la répercussion des réglementations sur la production et la consommation d'un objet montre les effets de certaines lois de circonstance, créées parfois sous la pression d'un besoin immédiat dont le caractère momentané a échappé au législateur. Ces lois, dans la plupart des cas, vont contre le but recherché et nuisent à l'industrie que le gouvernement voulait protéger.

A ce point de vue, l'étude des répercussions des lois et des réglementations relatives à l'industrie et à la consommation du sucre offre un exemple frappant, car cette industrie semble avoir servi de terrain d'expérience aux diverses théories économiques.

Nous voyons les législations concernant les sucres varier avec les idées générales des gouvernements sur le rôle qu'ils s'assignent en économie politique pour favoriser l'augmentation de la richesse publique.

Durant une longue période, les gouvernements protégèrent chaque industrie, cherchant à lui assurer des conditions d'existence meilleures que celles de l'étranger, et créant dans chaque province les industries qui leur semblaient le mieux répondre à ses ressources.

Puis les doctrines étatistes firent place à un libéralisme économique conforme aux besoins de liberté individuelle : les gouvernements laissèrent à l'initiative des industriels et à la libre concurrence les soins de rechercher et de développer les meilleurs moyens de faire prospérer l'industrie.

Enfin, dans une époque récente où règne l'esprit syndicaliste et corporatif, des unions se forment entre les industriels pour protéger leurs produits et leur assurer les débouchés nécessaires. Celles-ci, de nationales tendent à devenir internationales, réunissant tous les producteurs européens et cherchant à assurer à chaque fabricant dans chaque pays une participation rationnelle dans la consommation générale.

Ces diverses périodes sont nettement caractérisées dans l'industrie du sucre et la période actuelle nous montre l'organisation d'unions corporatives nationales et internationales dont le rôle est essentiellement économique.

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, le sucre était produit exclusivement par la canne.

Les grandes puissances avaient fait l'acquisition de colonies tropicales propices à cette culture, de manière à assurer leur alimentation nationale.

Le prix du sucre resta d'ailleurs longtemps élevé ; le kilogramme valait encore 30 francs au milieu du xvi^e siècle, prix qui, il n'est pas besoin de le dire, en empêchait presque absolument la consommation. Le sucre était alors employé en médecine comme remède et il ne jouait le rôle de condiment que sur les tables de quelques privilégiés.

Pour accroître la consommation du sucre, il fallait en abaisser considérablement le prix.

Néanmoins, le gouvernement établit rapidement un impôt très lourd sur ce produit pour alimenter les besoins du Trésor.

En outre, le sucre était considéré comme un moyen d'aider le développement de la marine et d'enrichir les colonies ; au nom de tous ces intérêts, le consommateur dut payer longtemps le sucre un prix élevé.

Au commencement du xviii^e siècle, le Blocus continental avait fait hausser les prix du sucre d'une manière si considérable que, pratiquement, celui-ci ne pouvait plus entrer dans la consommation.

Napoléon Bonaparte encouragea alors l'éclosion de la sucrerie de betteraves et la France a été le berceau de cette industrie qui, grâce à une protection efficace, put se développer rapidement et soutenir une lutte victorieuse contre les différents intérêts qui lui étaient contraires et que le gouvernement avait le devoir de ne pas sacrifier.

Les producteurs coloniaux étaient en lutte avec les producteurs de sucre indigène ; la culture de la canne,

principal produit de nos colonies, avait des intérêts contraires à ceux de la betterave qui enrichissait quarante départements français.

A côté des intérêts des producteurs de matière première se dressaient les intérêts des intermédiaires, la marine, les villes maritimes, les raffineries, et le plus souvent tous ceux-ci se liguèrent contre la fabrique de sucre de betterave, dernière venue qui menaçait d'abord le monopole puis la prospérité des fabriques de sucre de canne et les nombreuses industries connexes.

Aussi les gouvernements qui se succédèrent essayèrent-ils de contrebalancer tous les avantages pour permettre la coexistence de ces deux industries rivales.

Par des combinaisons de prohibitions, d'impôts de consommation et de tarifs de douane, on chercha à égaliser la situation du sucre de canne et du sucre de betterave, mais la lutte d'intérêts fut longtemps poursuivie au moyen de la recherche de solutions fiscales. On perdit de vue la nécessité d'abaisser le prix de revient du sucre, par les moyens cultureux et industriels et ce n'est guère que vers 1884 que cet abaissement commença à se faire sentir, comme le montre le tableau ci-dessous (*Journal des fabricants de sucre*) :

Prix du sucre raffiné droits compris par 100 kilogs.

	Francs		
1860.	150	1885.	103.64
1865.	127	1895.	98.53
1875.	145	1900.	103
1880.	138.40	1905.	60

Ce prix d'ailleurs n'est pas le prix réel du sucre, car il

comprend encore l'impôt de consommation qui grève lourdement celle-ci. Malgré la variation du montant de ces taxes suivant les circonstances politiques ou économiques, le consommateur grâce aux progrès de la sucrerie paie le sucre de moins en moins. De cet abaissement de prix résultent un accroissement du bien-être général et une augmentation de la consommation, ainsi que l'indique le tableau suivant (Tablettes statistiques) :

Années	Droit de consommation aux 100 kil. francs	Prix du sucre raffiné les 100 kil. francs	Prix du sucre brut sans l'impôt les 100 kil. francs
1861.	30 »	127 »	97 »
1862.	42 »	128 »	86 »
1871.	54.60	151.50	96.80
1872.	63 »	155.40	92.40
1874.	65 »	148 »	83 »
1880.	40 »	138.40	98.40
1884.	50 »	103.33	53.33
1887.	60 »	97.55	37.55
1897.	64 »	96.19	32.19
1903 (décembre). . . .	27 »	56.98	22.93

L'industrie du sucre en France souffrit de la concurrence entre la canne et la betterave qui sans cesse entraînait ses progrès ; elle souffrait également de l'impôt qui gênait la consommation. Puis elle entra en lutte avec les sucreries étrangères en premier lieu pour défendre son marché intérieur, ensuite pour conquérir et conserver ses débouchés extérieurs.

Les pouvoirs publics constituèrent alors des primes indirectes puis des primes directes qui procurèrent à la sucrerie française des armes efficaces pour lutter victo-

rieusement contre la concurrence des nations voisines, et ainsi favorisèrent la culture de la betterave.

Les luttes autrefois intestines des sucreries indigènes et exotiques étaient devenues des luttes internationales. L'Angleterre qui, au nom des principes de liberté commerciale et de la recherche de la vie à bon marché, n'avait qu'un désir : profiter des sacrifices faits par les pays producteurs, vit s'abaisser la valeur vénale des sucres qui lui étaient envoyés par les nations continentales, au-dessous du prix de revient. Les fabricants de sucre français, allemands ou autrichiens, grâce aux primes directes et indirectes qu'ils recevaient, vendaient encore leurs sucres sur le marché anglais à un prix qui leur était rémunérateur.

Mais peu à peu, la lutte s'était aggravée, la protection était devenue trop onéreuse pour les budgets des nations productrices de sucre, et d'un commun accord international toutes les primes furent supprimées.

La sucrerie française de nouveau se débat alors dans une situation difficile et alors qu'avant 1878 elle s'était maintenue au premier rang des producteurs de sucre, elle est passée actuellement au quatrième rang et se voit menacée d'être réduite à ne produire que les besoins de sa consommation.

En 1878, le nombre des fabriques s'élevait à 525, puis ce chiffre tend constamment à décroître ; en 1905, il descend à 292, en 1906 travaillent 272 fabriques et en 1907 on ne compte plus que 253 fabriques en activité.

Le nouveau régime instauré par la loi du 28 janvier 1903 a supprimé les primes directes d'exportation et a empêché les primes indirectes de fabrication établies par la loi de 1884 au moyen de la modification de l'assiette de l'impôt qui porte non plus sur le poids de betteraves mises en œuvre, mais sur les produits fabriqués.

La sucrerie française qui, à l'abri des mesures protectrices, avait pu se développer et dont la prospérité se rapprochait de celle des sucreries autrichiennes et allemandes, doit donc lutter maintenant contre la concurrence internationale sur le marché d'exportation, pour ne pas être étouffée par ses rivales jouissant de situations privilégiées que nous ferons ressortir dans le courant de cette étude.

Or cette concurrence devient de plus en plus âpre, car la production mondiale augmente sans cesse. Pour l'ensemble de l'Europe, la production du sucre de betteraves a été évaluée pour la campagne 1908-1909 à 6.600.000 tonnes, tandis que la campagne 1907-1908 avait produit 6.555.000 tonnes. Or la statistique des sucres français fait ressortir une diminution de notre production qui, en 1907-1908, était de 720.000.000 kilogs, tandis que la campagne de 1906-1907 était de 739.000.000 kilogs, production qui s'était élevée en 1902 à 1.100.000 tonnes.

La France, parmi les nations productrices de sucre, est maintenant au quatrième rang comme l'indique le tableau statistique de la production sucrière (*Journal des fabricants de sucre*):

INTRODUCTION

	1907-1908 Tonnes	1906-1907 Tonnes	1905-1906 Tonnes
Allemagne	2.130.000	2.225.021	2.403.805
Autriche-Hongrie . .	1.420.000	1.315.686	1.478.737
Russie	1.420.000	1.458.823	987.474
France	720.000	739.291	1.065.469

Ce tableau indique que la France, autrefois au premier rang des nations productrices, ne produit plus que le tiers de la nation la plus productrice et la moitié de celles qui sont au deuxième et troisième rang.

Notre pays exportait en 1906-1907, 213.700 tonnes de sucres soit bruts, soit raffinés, tandis que l'Autriche en exportait dans la même année 729.100 et l'Allemagne 1.030.600. Cette exportation tend à décroître encore tandis que celle des pays concurrents se maintient ou augmente.

Or nous devons rester une nation exportatrice de sucre, car le nombre des usines en activité, le haut prix des terres dans les contrées betteravières font estimer que la production à laquelle nous pouvons prétendre doit osciller annuellement entre 900.000 et 1.200.000 tonnes, si on veut éviter un grand nombre de ruines individuelles qui auraient une répercussion grave sur la richesse générale du pays et surtout sur l'agriculture. On espérait avec juste raison, en 1903, que l'abaissement de l'impôt de consommation favoriserait l'accroissement de celle-ci, et ces prévisions ont été réalisées ; mais cet accroissement n'a pas été suffisant et la consommation du sucre, qui d'un bond s'était portée à 600.000 tonnes, reste pres-

que stationnaire depuis cinq ans, et, attend une nouvelle baisse de l'impôt pour prendre un nouvel essor.

En attendant celui-ci, c'est donc par l'exportation seule que le marché français devrait se débarrasser des 300.000 tonnes, que la fabrique devrait au moins produire en excédent sur la consommation intérieure, production qui permettrait d'abaisser le prix de revient et assurerait la rémunération des capitaux engagés dans cette industrie.

Nous nous proposons d'étudier la répercussion des règlements sur l'agriculture betteravière, l'industrie et la consommation du sucre, quels moyens ont été employés pour faire naître, relever ou développer la production et la consommation du sucre.

Enfin nous chercherons quelles mesures seraient profitables pour égaliser la situation de la sucrerie française avec celles des autres nations concurrentes, soit au moyen de réglementations internationales, soit au moyen de règlements intérieurs dont le but serait d'assurer les exportations nécessaires, d'empêcher ainsi l'avilissement des cours et de faire renaître en France la prospérité de la fabrique de sucre indigène.

ROLE DU SUCRE DANS L'ALIMENTATION

Les premiers consommateurs de sucre furent les habitants des plaines de l'Inde.

L'usage de cette consommation fut propagé d'abord vers la Chine, puis vers l'Ouest par les invasions arabes qui, après avoir conquis la Perse, s'avancèrent vers l'Europe. Le retour des croisés étendit dans l'Europe germanique et française le goût des aliments accompagnés de sucre. A cette époque le sucre était une denrée si coûteuse qu'il n'était guère employé que dans la thérapeutique comme remède, et sur quelques tables de riches comme condiment.

Une ordonnance du roi Jean en 1353 indique que l'usage du sucre commençait à se répandre en France. Pour parer à la difficulté du transport en Europe et abaisser ainsi le coût élevé du sucre, les gouvernements cherchèrent à acclimater la canne en Europe et en 1420 don Henry de Portugal fit faire des plantations de canne à Madère, cet exemple fut suivi par les Espagnols et les îles Canaries devinrent un pays producteur de sucre.

Lorsque en 1644 les Français eurent acquis un domaine colonial propre à la culture de la canne, ils s'adressèrent exclusivement à leurs colonies pour obtenir ce condiment.

A cette époque la marine avait fait d'immenses progrès, le sucre n'était plus comme jadis obligé à des transbordements constants, allant des Indes vers l'Égypte puis embarqué sur les navires qui le conduisaient enfin à Marseille. Le prix du sucre diminua et cette diminution fit entrer l'usage de la consommation du sucre dans les mœurs des populations, consommation qui a une heureuse répercussion sur la santé publique comme l'ont montré de nombreux travaux physiologiques.

Suivant Mayer, fondateur de la théorie mécanique de la chaleur, « le muscle est l'instrument au moyen duquel se métamorphose la force, mais il n'est pas la substance qui la produit ». La source de force réside en grande partie dans la chaleur dégagée par la combustion du glycogène, terme ultime des transformations dans l'organisme humain des matières amylacées et sucrées. Ceci montre le rôle important que doit jouer le sucre dans l'alimentation.

Le sucre, pour devenir alimentaire, subit une modification digestive sous l'influence des diastases de l'intestin, ferments invertifs découverts et étudiés par Claude Bernard : ceux-ci transforment la saccharose végétale en deux sucres utilisables par l'organisme, la lévulose et le glucose.

Des aliments autres que le sucre peuvent être transformés par l'organisme en glucose et en lévulose, mais l'alimentation directe par le sucre économise l'énergie employée aux transformations multiples que doit subir

dans l'organisme cette nourriture pour être assimilable ; d'ailleurs cette assimilation n'est pas complète et laisse des déchets.

Les travaux de physiologie expérimentale qui ont suivi ceux de Claude Bernard pour déterminer le rôle du sucre dans les principales fonctions de l'organisme et les expériences de M. Chauveau ont fait ressortir le fait que le muscle demande au sang trois fois plus de sucre dans son activité qu'il n'en consomme au repos. La consommation du sucre est donc d'une incontestable utilité pour les ouvriers qui déploient une grande force musculaire comme pour tous les individus appelés à dépenser une grande activité intellectuelle ou physique.

M. Grandeau, après une série d'expériences sur l'utilité de l'ingestion du sucre, s'exprime ainsi :

« La conclusion générale de mes expériences est la démonstration rigoureuse de la haute valeur alimentaire de cette substance, et cette conclusion est d'un accord parfait avec les résultats des longues et délicates expériences de M. Chauveau sur l'importante question du rôle du sucre dans l'alimentation. »

Avant la naissance de cette théorie scientifique, la médecine empirique avait depuis longtemps reconnu les heureux effets de l'alimentation par le sucre.

Le médecin arabe Avicenne, au XI^e siècle, recommandait déjà de manger du sucre autant que chacun le peut, de le mêler au pain, aux boissons, et il déclare qu'ainsi il guérit des affections de poitrine qui semblaient désespérées.

Dans un traité sur le sucre en 1789, Le Breton, membre de l'Académie royale d'Upsall appelait le sucre « La panacée des vieillards », et citait le fait que « les gardes de l'empereur de Cochinchine reçoivent chacun trois livres de sucre dans leur ration journalière, comme ce qui peut le mieux nourrir ».

Dans un ouvrage intitulé, *La Médecine pratique*, M. Lecamus, docteur, en 1769, cite le cas d'un médecin nommé Garnier qui se guérit d'une maladie grave en « mangeant du sucre comme du pain, si bien que dans l'espace d'un mois il en dévorait plus d'un quintal ». Il cite aussi le cas du duc de Beaufort qui arriva à un âge très avancé sans connaître les tristes inconvénients de la vieillesse grâce à l'usage qu'il fit du sucre.

M. Bagot, ancien médecin aux armées du Danube et du Rhin, dans un recueil d'observations pratiques sur les bons effets du sucre publié en 1845, raconte qu'il a guéri par la prescription du sucre vingt-deux cas d'hydropisie.

« Mon but, dit ce praticien, était de prouver que le sucre peut encore guérir l'hydropisie quand d'autres moyens ont échoué. » Depuis longtemps déjà les accoucheurs se sont aperçus de l'action du sucre sur les contractions utérines durant le travail de l'accouchement, contractions renforcées ainsi dans une très grande mesure.

A notre époque, de nombreuses expériences sur le rôle du sucre dans l'alimentation ont été faites soit sur des individus, soit sur des collectivités, et dans ce dernier

cas l'expérience était tentée sur des corps de troupe dont la discipline écartait toute idée de fraude.

Schumberg, à la suite d'une fatigue exceptionnelle imposée aux hommes d'un régiment allemand, fit donner à chacun d'eux une ration supplémentaire de sucre qui suffit à leur rendre pendant plusieurs heures l'énergie nécessaire pour continuer les manœuvres.

Le docteur Leitensdorfer, médecin de l'état-major à Metz, entreprit plusieurs expériences en 1897, et celles-ci ont établi l'influence favorable d'une addition journalière de 50 à 60 grammes de sucre à la nourriture du soldat.

En France, aux grandes manœuvres de septembre 1908, le 76^e régiment d'infanterie, quoique renforcé par des soldats réservistes, fit preuve d'une endurance remarquable. Pour arriver à ce résultat, le colonel Cousin faisait donner 200 grammes de sucre par jour et par homme.

Après huit jours de marches et de manœuvres, malgré deux nuits passées aux avant-postes, le 76^e régiment qui comptait 1.500 réservistes dans ses rangs n'avait évacué que quatre hommes sur les hôpitaux militaires.

L'heureuse influence de l'alimentation sucrée s'est manifestée principalement par une diminution de la fatigue, influence que M. Grandeau a mise en lumière dans son rapport de la troisième section de l'Exposition universelle en 1900.

La consommation du sucre doit donc être conseillée au point de vue de l'hygiène publique, et le Dr Labbé analysant le budget alimentaire de l'ouvrier parisien, con-

cluait en disant : « Trop de viande, beaucoup trop d'alcool, pas assez de légumes et surtout pas assez de sucre », conclusions identiques à celles du Dr Landouzy qui, dans des tableaux d'alimentation rationnelle, indique la part que doit prendre le sucre parmi les aliments usuels.

Cette question de la consommation du sucre est à l'ordre du jour, et la Société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle de l'homme a arrêté le programme des questions d'hygiène alimentaire qui, au nom de la France, devront être traitées au VII^e Congrès international de chimie appliquée qui se tiendra à Londres en mai 1909.

Dans ce programme on peut relever celle du « Rôle du sucre dans l'alimentation de l'homme et des animaux ».

Le sucre qui devrait donc être une denrée de consommation usuelle, est considéré encore trop souvent comme une consommation de luxe.

Pour modifier l'état d'esprit des populations, on a proposé d'incorporer le sucre dans les aliments consommés par la masse de la population. Celle-ci s'habituerait à consommer journellement du sucre, et c'est ainsi qu'on a été amené à proposer d'incorporer un peu de sucre dans le pain.

Pain de froment. — En 1908 M. Dupont, ancien président des chimistes de sucrerie et de distillerie, proposa au Congrès de Bordeaux d'introduire le sucre dans la fabrication du pain.

« Le pain, disait-il, est un aliment usuel dans toutes

les classes de la société ; il forme même la base de la nourriture de la population ouvrière urbaine et campagnarde. »

« Fabriqué avec une proportion de sucre de 5 à 100/0, le pain acquiert une plus grande légèreté, une valeur alimentaire plus élevée et une plus haute digestibilité.

« Mais pour que cette pratique se généralise et soit économique, il faut évidemment que le sucre destiné à cet usage soit exonéré d'impôt. »

L'utilisation du sucre dans la fabrication du pain aurait d'heureuses conséquences pour la consommation de cette denrée ; en effet, la quantité du pain absorbé annuellement en France est d'environ 80 millions de quintaux, correspondant à 160 millions d'hectolitres de blé. Avec du pain dans lequel entrerait 3 0/0 de sucre, l'augmentation annuelle de la consommation atteindrait 300.000 tonnes, c'est-à-dire la moitié de notre consommation actuelle. M. Malpeaux, directeur de l'école d'agriculture de Berthonval, fit faire un essai de pain sucré qu'il fit entrer dans la consommation des élèves à leur insu : le pain sucré était blanc, d'excellente conservation et présentait un goût agréable. Dans ces expériences l'expérimentateur avait fait entrer dans la fabrication du pain 5 0/0, puis 4 0/0 du poids, le pain avait donc un goût sucré très prononcé, et consommé avec la viande il étonnait un peu le palais qui n'y était pas accoutumé

« Pour avoir un élément de comparaison, dit M. Malpeaux, nous avons déterminé la quantité de farine entrant

dans la fabrication de 100 kilogs de pain ordinaire et 100 kilogs de pain sucré.

Voilà les proportions employées dans chaque cas particulier :

Pain ordinaire : 74 kil. 500 de farine.

Pain sucré : 71 kil. 500 de farine, 4 kilos de sucre.

Si on compte le prix des farines à 31 francs les 100 kil. et celui du sucre à 29 francs, on voit que la dépense s'élève par 100 kilogs de pain à 23 francs avec le pain ordinaire et à 23 fr. 30 avec le pain sucré, soit une différence en plus de 0 fr. 30 avec le pain sucré. On pourra objecter que malgré cette légère différence la boulangerie aurait avantage à faire entrer le sucre dans la fabrication du pain tout en continuant à vendre son produit le même prix, puisque le cours des farines est généralement supérieur à 31 francs les 100 kilos. »

L'introduction du sucre dans la fabrication serait donc utile pour le producteur de betteraves, le fabricant de sucre comme pour le consommateur, car le pain d'un moindre ou d'un égal prix de revient serait d'une tonicité supérieure grâce au sucre qui y serait incorporé. Mais pour faire adopter cette nourriture, il faut tout d'abord que le sucre soit dégrevé de l'impôt qui double sa valeur vénale.

Confitures. — Les confitures sont d'une utilité incontestable, les deux matières qui les composent en effet, les fruits cuits et le sucre, sont recommandés par la plupart des hygiénistes.

Or, la confiture est regardée en France comme un aliment de luxe, qui doit être proscrit des tables dont le budget est limité.

En Angleterre, en Hollande et dans les autres pays de civilisation européenne, les mets à base de fruits et de sucre sont en honneur même dans les classes les plus pauvres de la population.

L'Angleterre importe non seulement des fruits européens pour alimenter ses confitureries, mais reçoit encore une quantité considérable de fruits et de plantes exotiques comme le gingembre ou le cédrat.

Les confitures sont devenues un aliment de consommation courante en Angleterre, et l'armée anglaise reçoit dans sa ration une certaine quantité de confiture.

Il est regrettable qu'en France la confiture n'entre pas dans la consommation habituelle des habitants, car ce pays produit en grande quantité le sucre comme les fruits. Son climat et ses terrains variés ont donné naissance à la presque universalité de culture des fruits alimentaires.

Or actuellement, la vente des fruits frais est très aléatoire, les transports sont trop coûteux ou trop lents pour permettre l'écoulement dans les villes des fruits récoltés dans les campagnes un peu reculées, la manutention est toujours dangereuse pour la conservation des fruits délicats et l'établissement de confitureries permettrait la progression et la création de cultures fruitières qui seraient d'un beau rendement.

On connaît, en effet, l'art de conserver plusieurs années les substances végétales, et, la pasteurisation du fruit permet d'assurer aux confitureries un fonctionnement régulier et dépourvu des aléas des saisons.

Les fruits les plus beaux seraient consommés à l'état frais et n'auraient pas à subir sur les marchés la concurrence des fruits inférieurs, dont la vente a pour conséquence d'amener une baisse de prix. Ces derniers seraient réservés aux confitureries qui fourniraient un débouché assuré aux récoltes de fruits qui, dans beaucoup de régions, se perdent sur place faute de consommateurs locaux, par suite de la difficulté de les transporter à l'état frais dans des centres de vente. L'accroissement de la consommation des confitures serait d'une grande utilité pour l'agriculture, et le Syndicat des fabricants de sucre de France s'est occupé à plusieurs reprises de la création de confitureries modèles dans les centres fruitiers. Mais il n'a pu développer ce débouché en raison du taux encore trop élevé de l'impôt de consommation. Cependant, l'abaissement de la taxe sur les sucres a déjà eu des conséquences heureuses soit au point de vue de la consommation, soit au point de vue de l'exportation des confitures et les tableaux statistiques du port de Marseille accusent en 1907 une sortie de 350.000 kilogs de confitures au lieu de 250.000 en 1906.

Les progrès de l'exportation des confitures ont été puissamment aidés par le décret du 16 juin 1904 édictant qu'à la sortie des confitures le sucre cristallisable don-

nera lieu à la décharge des obligations d'admission temporaire et que les laboratoires détermineront la quantité de sucre inverti, pour fixer la quantité à admettre en décharge. Autrefois, en effet, le confiseur payait des droits sur le sucre inverti, qui ne se retrouvait pas à l'état de sucre, et par suite était obligé d'élever le prix de ses produits pour payer une taxe sur un sucre qui n'existait plus.

L'accroissement de production aura l'avantage de susciter des concurrences dont l'effet sera encore l'abaissement du prix des confitures, abaissement qui rejaillira heureusement sur la consommation du sucre.

L'Angleterre nous offre l'exemple d'importantes confitureries dont le capital élevé a permis l'acquisition de machines perfectionnées ayant fort abaissé les prix de revient et favorisé la consommation.

L'importance de cette consommation a comme première cause l'absence de droits sur le sucre dans ce pays, absence de droits qui a pour but de permettre la vie à bon marché.

Sans doute après la guerre du Transvaal, la situation obérée du trésor du Royaume-Uni a amené le gouvernement à taxer de nouveau les denrées alimentaires et parmi celles-ci le sucre fut de nouveau imposé. Mais le taux du droit établi en Angleterre fut relativement minime. Il ne se montait qu'à 4 sh. 2 d. par quintal anglais (c. w. t.), ce qui équivalait à 10 francs par 100 kilogs.

En ces dernières années, la situation des finances

de l'Angleterre s'étant améliorée, l'H. M. Asquith proposa de réduire la taxe sur le sucre de 4 sh. 2 d. à 1 sh. 10 d., c'est-à-dire de 10 francs à 4 fr. 48 par 100 kilos.

En France, les droits qui frappent les sucres augmentent considérablement le prix des confitures, de sorte que celles-ci sont moins à la portée de nombreux consommateurs que des denrées dont la valeur vénale est supérieure et la valeur alimentaire moindre.

La tartine de laitage qui joue un rôle important dans l'alimentation de la classe ouvrière est d'un prix supérieur à celui de la tartine de confiture dont la valeur alimentaire est incontestablement supérieure.

Cette recherche d'aider l'accroissement de la consommation du sucre en France au moyen des confitures a été l'occasion d'un grand nombre de travaux du Syndicat des fabricants de sucre de France. Celui-ci possède de nombreux modèles de statuts de société pour l'exploitation de confitureries ainsi que de nombreux bilans représentant les résultats annuels de l'exploitation.

D'après ceux-ci on peut constater que les résultats financiers sont très réguliers et on peut espérer que les efforts du Syndicat des fabricants de sucre de France, joints à ceux de la Société des agriculteurs de France et des autres sociétés agricoles, donneront à la consommation de la confiture un nouvel essor en France au grand avantage des producteurs de sucre et de fruits et pour le plus grand bien de la santé publique.

Nous devons donc souhaiter, que les législateurs au moyen d'un abaissement de la taxe du sucre contenu dans les confitures, apportent aux confiseurs un encouragement profitable.

Bières. — Le sucre n'est d'ailleurs pas employé exclusivement comme édulcorant, son emploi n'est pas limité à la fabrication d'aliments sucrés.

Il est également utilisé dans la fabrication de boissons telles que la bière ou le cidre ou à l'amélioration des vins.

La brasserie utilise le sucre et le glucose pour la fabrication des bières légères consommées dans le Nord et l'Est de la France comme l'indique le tableau ci-joint :

Années	Kilogs		
1885	4.408.291	1897	6.438.285
1888	4.076.684	1900	5.564.720
1891	5.803.227	1903	5.784.149
1894	5.151.436	1907	5.827.149

Le sucre donne aux bières une grande limpidité et une grande facilité de conservation. En Angleterre, on utilise par exemple jusqu'à 3 kilogs de sucre par hectolitre dans la préparation des bières.

Une loi du 5 juillet 1904 a exonéré du droit de consommation, les sucres utilisés dans la fabrication des bières qui se trouvent ainsi sur le même pied que les glucoses dont l'exemption de droits a été accordée par l'article 23 de la loi du 29 juillet 1880. Les droits auxquels sont soumis ces produits sont de 5 fr. 60 par 100 kilogs et la

base de cet impôt est le nombre de degrés hectolitres correspondant à 100 kilogs de glucose.

Les sucres ainsi appelés à servir à la fabrication de la bière doivent être accompagnés d'acquits à caution et doivent être logés dans des sacs ficelés et plombés d'un poids net de 100 kilogs. Ils sont logés dans un magasin spécial dans l'intérieur de la brasserie et y sont conservés jusqu'aux opérations de dénaturation qui ne peuvent être effectuées plus de deux fois par mois dans chaque brasserie. Ces opérations ont lieu sous le contrôle de l'administration des contributions indirectes.

En principe ces sucres doivent être dénaturés dans la brasserie où ils sont destinés à être mis en œuvre, mais ces opérations pour être bien menées exigent une expérience spéciale, et pour faciliter l'emploi du sucre en brasserie, l'article 4 du décret du 1^{er} octobre 1904 autorise le brasseur à expédier des sucres dénaturés à d'autres brasseurs.

Ce même décret indique les procédés de dénaturation admis par l'administration pour les sucres destinés à être employés dans la fabrication de la bière.

La nécessité de la présence d'agents du fisc pendant la durée des opérations, l'obligation d'entreposer ces sucres soumis à des recensements constituent une gêne qui entraîne la brasserie à délaisser l'emploi du sucre dans la fabrication de la bière.

Il serait préférable d'employer le système usité en Belgique. Dans ce pays, l'opération de dénaturation du

sucré consiste à le rendre incristallisable au moyen d'une addition de levure. Le brasseur emploie librement ce sucre interverti, l'expédie à toute personne qui lui en fait la demande ; la Régie se borne à lui demander une déclaration de ses expéditions.

On peut estimer que ces mesures permettraient aux brasseurs d'utiliser une notable partie de la production française de sucre, avantage qui serait appréciable, car si on arrivait à employer comme en Angleterre 3 kilos de sucre par hectolitre de bière fabriqué, la production française de bière étant estimée à 600.000 hectos, 1.800 tonnes de sucre seraient ainsi consommées.

Les lois actuelles semblent vouloir entraver l'utilisation du sucre dans la fabrication de la bière. La loi du 5 juillet 1904 avait comme but de favoriser la fabrication de la bière, qu'il importe de développer en France pour venir en aide à la culture du houblon et de l'orge, et pour favoriser notre industrie de la brasserie en diminuant l'importation en France des bières étrangères.

Les excès de réglementation ont entravé la généralisation de ces avantages et plus tard les lois concernant les fraudes alimentaires ont interdit indirectement l'emploi du sucre en brasserie.

Ces lois contestent en effet la dénomination de bières aux produits qui ne sont pas composés uniquement de malt et de houblon, et en 1907-1908 il n'était employé que 888 tonnes de sucre à la fabrication de la bière. On

peut donc regretter que les lois faites dans le but de protéger une industrie demeurent souvent inefficaces par suite des complications dont leur application est souvent entourée.

L'instabilité des lois régissant une industrie est également regrettable, car cette instabilité a une répercussion néfaste sur les industries que le gouvernement avait voulu protéger. Les fabricants en effet augmentent leur pouvoir de production suivant une importance de consommation que les lois qui les réglementent leur permettent d'escompter. Le changement rapide de ces législations leur cause donc un préjudice sensible, car souvent les agrandissements qu'ils ont faits dans leurs usines pour alimenter l'accroissement de consommation espéré ne leur sont d'aucune utilité et augmentent leurs frais généraux.

Vins. — Une utilisation du sucre qui a occupé à différentes reprises l'attention des pouvoirs publics et même suscité des mouvements populaires dans le Midi de la France est l'utilisation du sucre dans la préparation du vin.

Les viticulteurs en effet le considéraient comme un remède pour ajouter au jus du raisin le sucre dont celui-ci se trouve insuffisamment pourvu par l'effet soit de la température, soit de la mauvaise condition du sol.

La fermentation transformant ce sucre comme elle transforme le sucre de raisin donne au liquide la force alcoolique qui lui fait défaut.

Au xviii^e siècle, le chimiste Macquer signala quelques

expériences dans lesquelles il produisit du vin avec des raisins d'une qualité manifestement défectueuse en y ajoutant des moscouades de canne.

« Les expériences faites me paraissent prouver avec évidence, ajoute Macquer, que le meilleur moyen de remédier au défaut de maturité des raisins est de suivre ce que la nature indique, c'est-à-dire d'introduire dans leur moût la quantité de principes sucrés nécessaires et qu'elle n'a pu leur donner. »

Vers 1800, le comte Chaptal établit les règles du sucrage, règles qui donnent lieu à une méthode qui fut appelée Chaptalisation.

Le sucre est ajouté au vin, soit parce que les moûts sont trop pauvres et que par ce moyen on augmente leur teneur, soit pour faire des vins sucrés en augmentant le sucre dans des moûts déjà riches par eux-mêmes et le célèbre chimiste J.-B. Dumas n'a pas hésité à dire que « le sucrage des vins mérite le titre de pratique bienfaisante ».

Aussi, si l'on avait employé le sucre simplement comme remède aux défauts du vin, il est probable que la levée de boucliers des vigneron du Midi ne se serait pas produite. Mais pendant les années où le phylloxéra avait dévasté les vignobles, la fabrication du vin au moyen d'eau sucrée et de moûts ou de raisins secs se fit en grande quantité, et ces vins artificiels après la reconstitution des vignobles concurrencèrent les vins naturels dont la surproduction même amenait des méventes.

Les viticulteurs en effet avaient arraché les plants phylloxérés français pour les remplacer par des plants américains donnant une production abondante mais de médiocre qualité.

On a depuis il est vrai, dans certaines contrées viticoles réagi contre cette mesure et les vigneron, suivant l'exemple de quelques-uns d'entre eux restés fidèles aux anciennes vignes françaises produisant un vin de qualité bien supérieure, greffent actuellement des cépages français sur leurs plants américains.

A l'époque où le phylloxéra avait détruit presque toutes les vignes françaises, les vins étaient payés un prix élevé et les viticulteurs recherchaient uniquement la qualité. Ils abandonnèrent même toute autre culture pour planter des vignobles.

Mais ces hauts prix dus d'un côté au déficit des productions des vignobles français détruits, et d'un autre côté à la faiblesse de l'importation en France des vins italiens qui supportaient d'après le décret du 27 février 1888 des droits d'entrée prohibitifs, ne tardèrent pas à tomber avec les abondantes récoltes des trop nombreuses plantations nouvelles. La production du vin passa de 27 millions d'hectolitres en 1890 à 66 millions en 1907. Cette surproduction ne tarda pas à amener une mévente terrible et les viticulteurs cherchant les remèdes à cette situation accusèrent la fabrication du vin de sucre d'être la seule cause de la mévente.

Afin de permettre aux viticulteurs de corriger leurs

vins et d'envoyer ceux-ci à la vente tout en usant pour leurs besoins personnels des vins de seconde cuvée, une loi du 29 juillet 1884 avait dégrevé le sucre destiné au sucrage des vendanges ; celui-ci ne payait plus qu'une taxe de 20 francs puis de 24 francs par 100 kilogs sous certaines conditions de justification d'emploi.

Le prix de 60 francs l'hectolitre de vin avait permis à ceux qui le fabriquaient de réaliser des bénéfices considérables et en 1890 les négociants en vins artificiels importèrent en France 105.000 tonnes de raisins secs et 16.000 tonnes de figues sèches destinés à cette fabrication tandis que la quantité de sucre employée au sucrage des vendanges fut cette même année de 33.000 tonnes. Aussi la statistique mentionnait-elle une production de 27 millions d'hectolitres de vin de raisins frais, 4 millions d'hectolitres de vin de raisins secs et 2.500.000 hectolitres de vin de sucre. Sous la pression des viticulteurs, le gouvernement prit des mesures pour empêcher le sucrage et le mouillage des vins dans la loi du 28 janvier complétée par le décret du 21 août 1903, puis les lois du 1^{er} et du 6 août 1905 relatives à la répression des fraudes alimentaires essayèrent de remédier à la malheureuse situation de la viticulture en aggravant la situation des cultivateurs de betteraves.

L'article 7 de la loi de 1903 astreint « quiconque voudra ajouter du sucre à la vendange, à en faire la déclaration trois jours au moins à l'avance à la recette buraliste des Contributions indirectes », et de plus règle la quan-

tité de sucre admis dans les vendanges : « La quantité de sucre ajouté ne pourra être supérieure à 10 kilogrammes de sucre par 3 hectolitres de vendange. »

Le même article oblige toute personne qui veut faire du vin de sucre pour sa consommation familiale à en faire la déclaration dans les trois jours.

Cette loi interdit d'employer plus de 40 kilogs de sucre par membre de la famille du viticulteur et oblige « toute personne qui, en même temps que des vendanges, mouts ou marcs de raisins, désire avoir en sa possession une quantité de sucre supérieure à 50 kilogrammes, à en faire la déclaration préalable et à en fournir des justifications d'emploi ».

Le gouvernement renforça même ces mesures par les lois du 29 juin et du 15 juillet 1907 qui tendent à la suppression complète de la vente des vins de sucre. L'administration doit donc prendre le vin à son origine, le suivre jusqu'à ce qu'il parvienne à sa consommation et suivre également le sucre brut pour l'empêcher d'aller aux viticulteurs.

Pour entraver l'usage du sucre employé à la vinification, la loi du 29 juin 1907 a frappé le sucre destiné à cet emploi d'une taxe complémentaire de 40 francs les 100 kilogs. Toute personne qui possède des vins destinés à la vente en même temps que des quantités de sucre supérieures à 25 kilogs, est tenue d'en faire la déclaration à la Régie, même lorsque ce sucre est destiné à des usages domestiques.

Pour permettre le contrôle de cette ordonnance, les commerçants qui vendent le sucre par quantités supérieures à 25 kilogs sont tenus de déclarer leurs expéditions.

Aussi la pratique du sucrage tend-elle à disparaître : le Bulletin statistique du ministère des finances fait connaître que les quantités de sucre employé à la chaptalisation sont tombées de 2.894.089 kilogs en 1906 à 1.873.636 en 1907, soit une diminution de 1.020.453 kilogrammes, et en 1908, le nombre des personnes ayant fait des déclarations de sucrage n'a été que de 58.884 contre 81.372 en 1907.

Ces mesures ont en outre pour effet de nuire considérablement à l'amélioration des vins. Certains viticulteurs le reconnaissent et la Chambre de commerce de Beaune, le 4 avril 1907, protestait contre « les entraves de toute sorte apportées à un procédé qui améliore le vin, lui donne plus de moelleux, en rehausse le titre alcoolique et facilite l'écoulement des récoltes secondaires ».

Malgré cela, les viticulteurs du Midi, qui fabriquent le vin commun, réclament encore des mesures plus efficaces pour assurer la prohibition absolue du sucrage. Le congrès de la Confédération générale des vignerons, tenu à Narbonne le 28 octobre 1908, demandait même que l'impôt de consommation sur le sucre fût relevé au point de rendre toute fraude impossible. Il réclamait en outre que tout commerçant qui vend le sucre ou le glucose par quantité supérieure à 5 kilogs, fût tenu de déclarer ses

ventes à l'administration des contributions indirectes. Pour atteindre plus sûrement le but visé, l'organe officiel de la Confédération des vignerons exprime le vœu que la fabrication et le commerce du sucre deviennent un monopole d'Etat.

On peut douter de l'efficacité de pareilles mesures qui d'ailleurs seraient tournées directement contre les viticulteurs eux-mêmes. Ceux-ci, en effet ne pourraient améliorer leurs vins et en corriger les défauts.

En 1854, le célèbre chimiste Dubrunfaut montrait dans un traité sur le sucrage des vins l'utilité de réparer par les ressources de l'agriculture et de la chimie toutes les imperfections des mauvaises vendanges et s'élevait déjà « contre les spéculateurs avides des moyens d'exploiter à leur profit la société, car dans ces spéculations peu respectables, les intérêts et la santé publique ne sont pas toujours respectés ».

Ce traité montre combien est ancienne la lutte des cultivateurs de la vigne contre les cultivateurs de la betterave.

D'ailleurs en 1843 le baron Ch. Dupin prenait déjà parti pour les viticulteurs et cherchait à démontrer qu'il était nécessaire de supprimer la culture de la betterave, car celle-ci nuisait aux intérêts des départements vini-coles qui représentent une partie importante du sol français.

La culture de la betterave a victorieusement résisté aux assauts de ses adversaires ; la betterave comme la

vigne répondent chacune dans leur région aux conditions du terrain et de la température, et il serait irrationnel de supprimer l'une au profit de l'autre.

Le gouvernement semble pourtant chercher à favoriser les viticulteurs au détriment des fabricants de sucre, et, ces dernières années, il a protégé les vigneron par diverses lois de circonstance, dont les conséquences ont été des plus fâcheuses pour les cultivateurs de betteraves.

Les facilités accordées par la loi du 29 juillet 1884 pour le sucrage des vins avaient amené les fabricants de sucre à augmenter leur puissance de production au delà de la consommation ordinaire.

Or ces facilités en quelques années ont été non seulement supprimées, mais le sucrage est maintenant prohibé pour ainsi dire, et il n'est pas besoin de démontrer combien cette instabilité dans la législation fut nuisible aux producteurs de sucre.

Il serait désirable que les gouvernements ne modifient point par des lois de circonstance les règlements qui régissent la production et la consommation, et que la plus grande prudence fût apportée dans la modification de ces lois économiques.

Dans le cas particulier, on peut se demander s'il n'y a pas injustice à entraver la consommation d'une denrée reconnue de première nécessité et dont le prix est doublé pour alimenter les besoins du Trésor.

Ainsi est entravée la consommation du sucre et par

conséquent sa production. Or le sucre est un aliment tout aussi sain et tout aussi utile à l'alimentation générale que le pain et le vin qui ne supportent aucun droit de consommation. De même la betterave, comme le blé et le raisin, est un produit du sol national.

La consommation du sucre est entravée non seulement du fait de l'impôt qui frappe le sucre lui-même, mais elle est encore gênée par les droits d'accise frappant les denrées qui sont l'occasion de cette consommation de sucre, c'est-à-dire les droits qui frappent en France la consommation du cacao, du café et du thé.

C'est surtout en effet comme édulcorant de boissons que le sucre est utilisé en France, et les droits qui frappent les denrées avec lesquelles il est habituellement absorbé entravent évidemment sa consommation.

Le café, le thé et le cacao payent à leur entrée en France des droits très élevés.

Ces taxes douanières sont d'ailleurs non seulement fiscales, mais encore économiques, car pour protéger les produits de notre empire colonial, dont une partie est soumise à notre système général des douanes, il n'est perçu que la moitié des droits sur les produits de nos colonies.

Le café paye 156 francs par 100 kilogs, le cacao 104 francs et le thé 225 francs. En 1906 les cafés seuls ont payé 131.800.000 francs, ce qui montre quelle charge pèse sur le consommateur français.

Malgré cela, le rapport de la Commission des douanes

constate que la consommation s'accroît constamment ; pour le café notamment, le chiffre des entrées en 1907 accuse une augmentation de 37.279 quintaux sur le chiffre de 1906.

Cet accroissement serait donc rapide si étaient diminués les droits qui frappent ces produits et l'augmentation de la consommation du sucre suivrait une marche parallèle.

On peut se rendre compte de ce fait par l'exemple de l'Angleterre qui ne frappe le café que d'un droit de 28 fr. les 100 kilogs, le thé d'un droit de 110 francs et le cacao d'un droit de 22 francs. La consommation du cacao a plus que doublé pendant ces quinze dernières années et celle du thé progresse normalement et constamment : de 1893 à 1907, le taux annuel par tête d'habitant est passé de 5 liv. 40 à 6 liv. 21, ce qui représente une augmentation de 15 0/0 ; les statistiques nous montrent que la consommation du sucre subit dans ce pays une augmentation constante et régulière, grâce surtout au développement de l'usage de ces boissons sucrées.

Cette rapide étude des divers rôles du sucre dans l'alimentation de l'homme doit être étendue à la part que devrait prendre le sucre dans l'alimentation du bétail.

Le sucre étant une nourriture d'essence végétale est assimilable par tous les animaux domestiques et particulièrement par les quelques espèces que l'homme utilise soit pour le travail de traction, soit pour l'alimentation.

L'alimentation sucrée est d'autant plus utile que son-

vent sont demandés aux animaux des efforts intenses qu'il est nécessaire de compenser par une alimentation riche et rapidement assimilable.

Mais la consommation du sucre par le bétail ne peut se faire dans les conditions ordinaires de l'alimentation de l'homme. Le prix des autres produits qui constituent habituellement la provende des animaux oblige à utiliser un sucre d'un prix de revient inférieur à celui du sucre blanc, et celui-ci ne peut être astreint au paiement d'une taxe de consommation.

Pour développer l'emploi du sucre dans l'alimentation du bétail, il était nécessaire d'obtenir des pouvoirs publics le retrait de tout impôt sur cette denrée, et d'utiliser les sous-produits de la fabrication du sucre, qui sont d'un prix moins élevé.

On introduisit la mélasse dans la provende des animaux. Sous le nom de mélasse, on désigne le dernier sirop provenant de la fabrication du sucre, dont on ne peut extraire économiquement le sucre par cristallisation directe et qui en renferme encore une grande quantité puisque le maximum a été fixé par la loi à 50 0/0.

En règle générale on peut admettre que la composition de la mélasse est fixée ainsi que l'indique l'analyse suivante de M. Chauveau :

Eau	27
Sucre total	44
Matières organiques.	19
Matières minérales	10
Total	<u>100</u>

Pour faire entrer le sucre dans l'alimentation animale on a donc utilisé celui qui est contenu dans la mélasse.

Celle-ci contient des matières hydrocarbonées formant un total d'environ 50 à 60 0/0 directement utilisable par l'organisme.

Les mélasses payaient un droit de consommation qui grevait le coût de cette denrée et une des premières mesures pour étendre leur usage dans l'alimentation du bétail fut de supprimer cette taxe de consommation, suppression qui fut l'objet de la loi du 16 juillet 1897.

Cet emploi de la mélasse n'est d'ailleurs pas le seul, car elle a été de tout temps utilisée dans la fabrication de l'alcool. Le prix actuellement très élevé de celui-ci a amené la hausse de la mélasse et les fabricants de sucre ont été conduits à envoyer leurs mélasses aux distilleries au lieu de les livrer à la fabrication des fourrages mélassés.

Les fabricants de sucre livraient leurs mélasses aux distillateurs ou aux fabricants de produits alimentaires mélassés et la concurrence entre ces deux clients était profitable à la fabrique de sucre, car elle faisait hausser les cours des mélasses. Ces hauts cours amenèrent les distillateurs à adjoindre à leurs établissements faits pour distiller la mélasse, des installations destinées à fabriquer l'alcool directement avec la betterave. Les cultivateurs à leur tour eurent deux acheteurs, le fabricant de sucre et le distillateur, qui se firent concurrence et amenèrent ainsi une hausse des betteraves, hausse qui fut défavorable aux

fabricants de sucre obligés d'acheter plus cher leur matière première. Les fabricants de sucre qui avaient aidé à étendre l'usage de la mélasse pour la consommation du bétail en vue de faire enchérir les sous-produits de leur fabrication regrettèrent d'avoir par répercussion fait naître une concurrence dans l'achat de leurs betteraves.

Malgré les facilités données par la loi, la mélasse en France entre lentement dans l'alimentation animale à cause de l'esprit routinier des habitants des campagnes. Les entreprises de transport urbain montrent leur tendance à employer de plus en plus cette alimentation à cause de l'économie importante qu'elles y trouvent et des avantages qu'elles ont à se servir d'une alimentation occupant peu de place.

Les hauts prix de la mélasse amenèrent les cultivateurs à reprendre l'idée de faire entrer le sucre cristallisé dans l'alimentation du bétail et ils demandèrent que fût supprimée la taxe sur les sucres destinés à la consommation des animaux.

Afin d'accroître les débouchés des fabriques de sucre, la loi du 5 juillet 1904, pour faciliter l'introduction du sucre dans l'alimentation animale, supprima la taxe pour le sucre destiné à cet usage.

Les complications apportées par les règlements d'administration publique ont gêné l'emploi de ces sucres, mais les industriels ont obtenu l'extension des moyens de dénaturation qui doit être faite, d'après le décret du 10 novembre 1904, en mélangeant intimement à 100 kilogs

de sucre cristallisé 2 kilogs de sel marin et 20 kilogs de poudre ou de tourteaux oléagineux.

Des mesures analogues concernant l'emploi des sucres dénaturés pour être utilisés dans l'alimentation animale existent en Allemagne depuis 1902.

Dans la séance du 21 janvier 1906, M. le président du Syndicat des fabricants de sucre de France, mettant sous les yeux des membres de la Chambre syndicale un échantillon de tourteau et de sucre, annonçait qu'il faisait des démarches pour obtenir de l'Administration des facilités pour la préparation de ce produit et autres produits similaires avec du sucre en entrepôt et en 1907-1908 le total des quantités de sucre employées à l'alimentation des animaux s'élevait à 1.058 tonnes. C'est toutefois à la mélasse que s'adresse encore la préférence des cultivateurs pour l'alimentation du bétail. Cette nourriture est en effet plus facile à incorporer aux rations des animaux et la confection de ces rations a donné lieu à une série d'expériences qui ont conduit, soit à l'emploi de produits mélassés entièrement fabriqués dans une usine spécialement outillée et donnés directement aux animaux, soit à l'emploi de fourrages mélassés préparés par les agriculteurs eux-mêmes au moment de la distribution de la provende. La mélasse se présente sous la forme d'un liquide sirupeux et pour la distribuer aux bêtes, on a commencé par faire un mélange de tourbe et de mélasse, la première n'ayant d'utilité que de servir de support à la seconde.

Lors du compte rendu du 6^e Congrès de la Société

d'alimentation on faisait ressortir la grande économie que retireraient les propriétaires de bétail par l'introduction de la mélasse dans la ration.

Mais l'inconvénient de la tourbe mélassée réside dans ce fait que la matière qui sert de support non seulement n'est point alimentaire par elle-même, mais encore nuit à la digestion de l'animal.

Aussi a-t-on été amené à faire absorber la mélasse par des matières alimentaires par elles-mêmes et on a arrosé de mélasse les fourrages destinés à la provende.

Quelques cultivateurs se contentent même de verser de la mélasse dans les mangeoires des animaux et ceux-ci l'absorbent ainsi avec plaisir, mais cette manière de procéder exige de fréquents nettoyages des étables. Or dans les campagnes le temps passé à ces nettoyages semble mal employé. La manière la plus commode de faire absorber de la mélasse par les animaux est donc le fourrage mélassé.

Quelques usines d'alimentation préparent scientifiquement cette nourriture avec des coques d'arachides, des drèches de brasserie donnant à la ration un pouvoir alimentaire constant et connu, ce qui permet de faire varier les quantités données suivant les buts poursuivis.

M. Grandeau résumait des observations faites de 1880 à 1899 sur l'alimentation dans laquelle il avait substitué à l'avoine un fourrage mélassé en faisant ressortir qu'une compagnie de transports urbains de Paris faisait de grandes économies grâce à l'alimentation sucrée de sa cava-

lerie. Cette compagnie payait en effet pour la nourriture de ses chevaux en 1868 la somme de 9.672.500 francs et en 1904 elle avait réduit ses frais à 4.288.500 francs.

L'économie étant de 536 fr. 40 par an et par cheval, il serait donc de toute utilité que l'usage de distribuer la mélasse aux animaux fût développé dans les campagnes, usage qui se répand d'ailleurs dans quelques contrées. En Angleterre la quantité de mélasses destinées à la nourriture du bétail s'est élevée de 632.997 quintaux en 1903-1906 à 1.674.853 quintaux en 1907-1908, marquant ainsi une progression de 164 0/0.

En Allemagne également l'alimentation par fourrages mélassés s'accroît rapidement et le *Journal des Fabricants de sucre* faisait remarquer que ces fourrages ont subi une hausse de plus d'un mark dans la campagne précédente.

Il est juste de remarquer que cette consommation de produits mélassés en Allemagne a une raison de développement qui est absolument particulière à ce pays. La bête grasse destinée à la boucherie a une valeur beaucoup plus considérable au kilog que la bête maigre, de sorte que l'agriculteur a de ce chef une source de bénéfices importants dans l'engraissement de ses bêtes. Il se procure de cette manière une masse de fumier très abondante, qui lui est très utile dans sa culture.

En France au contraire le bétail maigre est à un prix beaucoup plus élevé au kilog que la bête grasse et les bénéfices de ce fait font défaut au cultivateur français.

Celui-ci le plus souvent retire de l'engraissement de son bétail le seul bénéfice du fumier produit.

La culture française se trouve donc être plus onéreuse que la culture allemande et c'est peut-être une des principales raisons du plus haut prix de la betterave française comparativement à la betterave allemande.

Une plus forte production de betteraves permet de faire entrer plus de mélasse dans l'alimentation animale, le fermier peut donc nourrir un cheptel vif plus nombreux qui rejaillit à son tour sur la production de betteraves.

Il est également d'un grand intérêt pour le consommateur de sucre blanc que l'on trouve des débouchés aux sous-produits, car lorsque ceux-ci sont vendus à un prix avantageux ils permettent d'abaisser le prix de vente du produit principal.

Or nous avons cherché à démontrer qu'il est utile pour la santé publique que soit accrue la consommation du sucre, et que cet accroissement est surtout désirable pour la classe pauvre des populations. L'abaissement du prix du sucre est le facteur le plus important de cet accroissement.

D'ailleurs la production comme la consommation mondiale font de très rapides progrès et est passée de 6.219.000 tonnes en 1891 à 12.026.000 en 1907.

Le prix du sucre également subit une baisse constante et passe de 38 fr. 26 les 100 kilogs en 1891, à 65 fr. 68 en 1907 avec toutefois des hausses provoquées certaines an-

nées par des accidents atmosphériques ou économiques comme en 1904-1905 qui marque le cours le plus élevé de ces treize dernières années, soit 36 fr. 21.

L'effet d'abaissement des droits de consommation sur le sucre, qui a suivi en Europe la Conférence de Bruxelles, a été une augmentation progressive de la consommation annuelle qui en Allemagne, après avoir été en 1905 de 15 kil. 77 par tête d'habitant, passe à 18 kil. 95 en 1906 et à 18 kil. 72 en 1907.

En Autriche cet accroissement est moindre, car le prix du sucre est maintenu élevé par un cartel de raffineurs et passe de 9 kil. à 10 kil. 72.

L'Angleterre passe d'une consommation de 1.507.000 tonnes en 1903 à 1.699.574 en 1904 ; 1.545.733 en 1905 ; 1.706.057 en 1906 et 1.760.081 en 1907, ce qui correspond à un taux moyen annuel par tête d'habitant de 40 kil. 12 en 1907 contre 39.92 en 1906 et 35.55 en 1905.

En France l'accroissement de la consommation est très lent. Elle est de 15 kil. 22 en 1905, 16 kil. 02 en 1906 et arrive à 16 kil. 17 en 1907.

La consommation française place la France dans un rang très éloigné sur les tableaux statistiques de consommation du sucre. Sans parler de l'Angleterre avec ses 40 kilogs ou de l'Amérique du Nord qui accuse 37 kilogs, nous venons après le Danemark dont la consommation est de 33 kilogs, la Suisse avec 30 kilogs, la Suède avec 23 kilogs, la Hollande avec 19 kilogs et l'Allemagne avec 18 kilogs.

Cette consommation du sucre était pour l'année 1906-1907 en France, de 600.803 tonnes ; en Allemagne, 1.138.884 ; en Autriche-Hongrie, 532.985 ; en Belgique, 73.471 ; en Angleterre, 1.740.999 et en Hollande, 104.101.

Et pour l'année 1907-1908, cette consommation montait en France à 630.000 tonnes ; en Allemagne, 1.187.996 ; en Autriche-Hongrie, 541.472 ; en Angleterre, 1.730.814 et en Hollande, 104.689.

La consommation du sucre s'accroît très lentement, et une nouvelle baisse de l'impôt pourrait seule permettre aux classes laborieuses d'utiliser plus abondamment ce produit.

« Le pauvre, dit Le Pelletier de St-Rémy, dans son *Questionnaire sur la question des sucres*, publié en 1877, a droit au sucre comme le riche, en ce sens que l'exagération de l'impôt ne doit point lui en rendre la consommation inaccessible.

« Au fond de cette pensée humanitaire, il semble qu'il y ait une loi providentielle puisque jamais le législateur n'a pu arriver à résoudre le problème des sucres en négligeant de compter avec les classes déshéritées.

« C'est pour avoir enfin tenu compte de ce facteur toujours méconnu que l'Angleterre a pu à jamais clore son débat sucrier. »

La comparaison des budgets des différents pays indique que la France est une des nations qui ont le plus lourdement imposé la consommation du sucre.

En 1900, l'Allemagne, pour une production de 1.790.000

tonnes, percevait 136 millions d'impôts. Les 1.120.000 tonnes de sucre produit en Autriche produisent pour le Trésor une recette de 87 millions. Le total des taxes françaises, qui pesaient en France sur une consommation de 500.000 tonnes, produisait 163 millions. Il est vrai qu'à cette époque, l'impôt était de 64 francs. Actuellement, le droit n'est plus que de 27 francs et la loi du 31 décembre 1907, portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1908, fixe comme suit le montant des recettes prévues pour les sucres : douanes, 24.057.000 fr. ; contributions indirectes, 122.922.800 fr. ; taxe de raffinage, 8.523.300 fr. ; total, 155.204.000 fr.

Or, on peut voir la production augmenter en raison de la diminution des taxes qui frappent le sucre. La Régie en 1879 faisait ressortir que la consommation française était de 290.000 tonnes de sucre frappé d'un droit de 75 francs aux 100 kilogs.

La loi de 1880 qui abaissa la taxe à 40 francs eut comme conséquence un accroissement de consommation qui monta à 404.000 tonnes ; puis l'impôt en 1884 fut porté à 64 francs et réduisit de nouveau la consommation tandis qu'en 1903, où la taxe descend à 27 francs, la consommation s'accroît et arrive à 600.000 tonnes (*La sucrerie indigène*).

Année	Produit de l'impôt	Consommation du sucre
	Francs	Tonnes
1905.	124.848,000	542.000
1906.	138.726,000	583.546
1907.	147.404,000	574.803
1908.	150.759,000	584.640

L'Angleterre nous offre également la démonstration des variations de l'impôt coïncidant avec les variations de la consommation.

Année	Impôt anglais par quintal Francs	Consommation du sucre Tonnes
1869.	30 »	595.000
1870.	15 »	666.000
1871.	15 »	663.000
1872.	15 »	684.000
1873.	7.50	751.000
1874.	0.00	790.000
1875.	0.00	864.000

Or la raison presque unique de la plus ou moins grande consommation réside dans le fait de l'impôt.

Le prix du sucre est en effet un prix mondial depuis la disparition des primes sucrières, disparition qui a été l'objet de la Convention de Bruxelles, et la France, pays très riche, où la richesse est très divisée et se trouve par conséquent distribuée dans beaucoup de fortunes moyennes, devrait être un grand consommateur de sucre. Cette influence de l'abaissement des droits sur l'accroissement de la consommation a amené le gouvernement allemand à proposer en vertu de la loi du 19 février 1908 un dégrèvement des droits de consommation sur le sucre.

L'article 1^{er} de cette loi est ainsi conçu :

« L'impôt du sucre sera abaissé à partir du 1^{er} avril 1909 à 10 marks par 100 kilogs en tant qu'entreront d'ici là en vigueur des lois ayant pour but d'élever les recettes propres de l'Empire d'au moins 35 millions de marks par an. »

L'impôt allemand sur le sucre est actuellement de 14 marks et la *Gazette de Magdebourg* s'élevait dernièrement contre les attermoiements de M. Sydow, secrétaire d'Etat des finances impériales, demandant que rapidement fussent prises les mesures promises. « Il est surabondamment prouvé, dit ce journal, que le dégrèvement est une mesure urgente pour l'industrie du sucre comme pour l'agriculture betteravière. »

Tous les exemples nous montrent combien il est nécessaire de réduire les droits de consommation du sucre, et on peut espérer qu'en France les pouvoirs publics pourront accorder un dégrèvement partiel pour le plus grand avantage du consommateur, du fabricant comme de l'agriculteur producteur de betterave.

Les législations et en particulier celles qui touchent à la question des sucres ont une influence incontestable sur la richesse publique et le bien-être général, et nous croyons pouvoir affirmer que le jour où l'impôt serait seulement équivalent à celui de l'Allemagne, la consommation par tête d'habitant serait plus élevée en France que chez nos voisins où les salaires sont plus faibles.

L'industrie du sucre de betteraves qui n'a qu'un siècle d'existence est de celles qui ont été l'objet d'efforts constants pour améliorer son outillage et relever la qualité tout en abaissant le prix des produits. On peut penser qu'il serait juste de supprimer au moins en partie les entraves à la consommation de ses produits.

Le dégrèvement de 1903, qui a fait passer la consom-

mation, en quatre ans, de 14 kilogs à près de 17 kilogs, prouve que l'on peut affirmer que si le droit actuel était réduit de moitié, la consommation serait augmentée de plus de 3 kilogs par tête d'habitant, et la répercussion de cet abaissement aurait pour la culture de la betterave à sucre d'incalculables conséquences.

INFLUENCE DE LA LÉGISLATION

SUR LA

PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DU SUCRE

Le sucre sous l'ancien régime était produit uniquement par les colonies françaises d'Amérique et ce n'est guère qu'après l'application en France de la découverte d'Archard, c'est-à-dire après 1808, que celui-ci entra dans la consommation générale.

Avant cette époque, les colonies, la marine, les raffineries des ports vivaient en grande partie du commerce des sucres de canne, mais la consommation de ce sucre était entravée par des réglementations qui en surélevaient le prix et en réduisaient la consommation.

La France au xvii^e siècle possédait un empire colonial, mais les troubles des Frondes avaient éloigné de l'esprit public les préoccupations de son empire extérieur et avaient eu une fâcheuse répercussion sur la prospérité de nos colonies.

Colbert, le seul ministre de Louis XIV qui, selon Blanqui, ait eu un système arrêté complet et conséquent dans ses parties, « songea à leur rendre une prospérité qui devait avoir une heureuse influence sur la rénovation de notre marine ».

A cet effet il signala à Louis XIV, dans un « Mémoire pour le commerce », la situation de la marine et les remèdes à y apporter.

« Pour le commerce du dehors, disait-il, il est certain qu'à la réserve de quelques vaisseaux marseillais qui vont au Levant, il ne s'en fait aucun dans le royaume. Jusquelà, même dans les îles habitées par les Français en Amérique, il y a cent-cinquante vaisseaux hollandais qui font tout le trafic. »

Le gouvernement royal songea alors à agrandir son domaine colonial, et acheta la Martinique, la Guadeloupe et d'autres îles pour doter la France de terres propices à la culture des cannes à sucre.

Colbert voulut de plus encourager l'industrie des colons en leur accordant le monopole de l'approvisionnement de la métropole.

Mais imbu du système que l'on a désigné sous le nom de Colbertisme, il voulut enchaîner les colonies et la métropole par des engagements réciproques et balancer ainsi leurs avantages.

Les colonies furent assurées de l'écoulement de leurs produits en France, mais elles durent se soumettre à l'obligation de ne point exporter ailleurs, de se servir de la marine nationale pour leurs transports et ne recevoir que de la métropole les objets qui leur étaient nécessaires et qu'elles ne produisaient point.

Ce fut le Pacte colonial qui dura jusqu'en 1866. Ce système réservait exclusivement au marché métropolitain les

produits coloniaux et impliquait une réciprocité entre la France et ses colonies.

Il entraînait dans l'esprit du pacte que les colonies eussent leurs débouchés assurés sur le marché de la métropole, et comme on les obligeait à recourir à la marine nationale dont le fret était plus élevé que celui des vaisseaux hollandais, il était juste qu'on leur permit de majorer leurs prix en conséquence. Pour cela, on leur assurait le marché français et on avait exclu toute concurrence des produits similaires étrangers, en frappant ceux-ci de droits considérables ou de prohibitions.

Pour développer en France l'industrie, il était nécessaire que les salaires ouvriers fussent peu élevés, ce qui impliquait le bon marché des objets nécessaires à l'existence.

Colbert chercha à abaisser les impôts qui pesaient exclusivement sur la masse travaillante et il substitua à la taille d'autres impôts répartis sur toutes les classes de la société. Dans ce but, il créa les impôts indirects : l'impôt sur le sel, alors d'un grand rendement, lui donna l'idée d'établir un impôt sur le sucre, d'autant plus que cette taxe devait être un impôt sur le luxe, les classes riches presque exclusivement usant à cette époque du sucre dans leur alimentation.

Le tarif du 18 septembre 1664 impose les sucres raffinés en pains ou en poudres à un droit unique de 15 livres le cent pesant, exception faite pour les sucres provenant

des colonies françaises dont la taxe était de 4 livres, à l'égal de toutes les autres drogueries.

Puis pour assurer à la métropole une plus grande part dans les bénéfices de la sucrerie, Colbert provoqua en France la création de raffineries qui recevaient les sucres coloniaux alors très impurs et les convertissaient en sucre royal et en sucre candi. Des raffineries furent ainsi établies à Rouen, Nantes, La Rochelle et Bordeaux, et Colbert fit venir des ouvriers hollandais experts dans l'art du raffinage.

Il ne cessa d'ailleurs d'encourager les raffineurs et ceux-ci intriguèrent sans cesse pour accroître leurs privilèges ; ils obtinrent, pour éliminer plus sûrement les raffinés hollandais, l'élévation du droit sur l'entrée des raffinés à 22 livres par l'arrêt du Conseil du 15 septembre 1665 et cherchèrent à s'assurer le monopole du travail du sucre de nos colonies. Celles-ci, en effet, si elles ne pouvaient exporter directement leurs produits à l'étranger, exportaient indirectement le trop-plein de leur production. Des sucres importés en France par navire français pouvaient en ressortir librement et alimenter les marchés étrangers.

« Les raffineurs représentaient, dit Forbonnais, que les étrangers raffinaient à meilleur compte qu'eux et nous vendaient leurs raffinés par préférence à ceux de la France ; que leur porter des sucres bruts, c'était encore l'occasion d'accroître leurs manufactures, tandis qu'on privait les nôtres de matières. » Le gouvernement inter-

dit donc la réexportation du sucre et cette mesure eut pour résultat de rendre les raffineurs maîtres du marché ; les colonies à la merci d'une vingtaine de monopoleurs furent rapidement ruinées, sans que le public profitât d'un abaissement de prix. L'abus était devenu intolérable lorsque l'intendant de Saint-Christophe fit entendre à M. de Colbert que le seul remède était de permettre l'établissement de raffineries dans les colonies à l'imitation des Anglais. « Par là, disait-il, nous ferons nous-mêmes les profits des raffineries. »

Colbert écrivit à M. de Baas, gouverneur des Iles d'Amérique, une lettre dans laquelle il encourageait les colonies productrices de sucres à les raffiner ; mais cette mesure, qui rendit la vie aux colonies, nuisit à la marine qui perdit une partie de son fret.

« Le sucre raffiné tenant moins de place que le sucre brut, dit Forbonnais, en moins d'un an plus de cinquante vaisseaux qui faisaient le commerce des Iles restèrent dans l'inaction. Les matelots désertaient, et il ne s'en formait pas de nouveaux. »

Une telle situation devait inquiéter Colbert dans son souci constant de la renaissance de la marine, et pour décourager l'importation en France du sucre raffiné colonial, il greva celui-ci d'un droit de 8 francs par quintal.

De plus s'il respecta les droits acquis, il défendit d'établir de nouvelles raffineries dans les colonies (arrêts du Conseil des 18 avril 1682, 21 janvier et 26 septembre 1684).

Plus tard pour renforcer l'effet de ces premières mesures, et décourager autant que possible l'importation des sucres raffinés coloniaux, il augmenta la taxe d'entrée qui frappait ceux-ci et la porta à 22 livres 10 sous par l'édit du 20 juin 1698.

Les producteurs de sucre envoyèrent alors leurs sucres à l'étranger. Les sucres bruts arrivés en France étaient exportés à l'étranger où ils étaient raffinés.

Cette exportation eut comme résultat de faire hausser le prix du sucre, et les raffineurs français se plaignirent auprès du gouvernement de leur difficulté d'alimenter leurs usines.

Le gouvernement pour venir en aide aux raffineurs défendit la réexportation des sucres bruts et ces mesures en firent baisser le prix à 5 ou 6 livres alors qu'en 1682 il se vendait couramment 14 à 15 livres ; elles nuisirent encore à la marine qui était privée du fret qu'elle avait autrefois grâce à cette réexportation.

Les raffineurs seuls tirèrent un avantage de cette baisse de prix dont ne profita pas le consommateur, car le prix du sucre raffiné ne varia point.

« Tels furent les résultats, remarque Forbonnais, des mauvaises mesures faites pour encourager le commerce de nos colonies et l'essor de notre marine. »

Aussi cette interdiction de réexportation du sucre brut fut abrogée par l'édit du 28 septembre 1684, mais pour dédommager les raffineurs l'arrêt créa des primes d'exportation en faveur des sucres raffinés.

Pour constituer celles-ci, on admettait des sucres raffinés en représentation de plus de sucre brut qu'ils n'en avaient absorbé. La restitution dépassait les droits perçus sur la quantité de brut et il en résultait un bénéfice pour les exportateurs.

D'ailleurs un siècle plus tard, cette prime à l'exportation fut encore augmentée.

Tandis que, grâce aux perfectionnements des procédés de raffinage, on économisait la matière première, une prime directe de 4 livres par quintal exporté était encore accordée aux raffineurs, et pour renforcer cette mesure de protection, les lettres patentes du 18 avril 1717 différenciaient diverses sortes de sucre brut.

Les colonies en effet pour se défendre avaient entrepris la confection de sucres bruts d'une belle qualité, sucres qui pouvaient entrer dans la consommation directement, sans passer par la raffinerie.

Pour fabriquer ces sortes de sucres, après avoir laissé égoutter la masse cuite dans des formes, on versait à la surface une bouillie claire d'argile. L'argile se déposait, formait filtre, laissait passer l'eau, qui coulant lentement dans la masse du sucre formait un sirop concentré d'où était exclue la mélasse.

On donna aux sucres faits avec ce procédé, le nom de sucres terrés.

Or ces sucres étaient assez purs pour entrer directement dans la consommation ; pour protéger les raffineries, le gouvernement frappa ces sucres d'un droit de

8 livres, tandis que les sucres bruts restèrent soumis au droit de 50 sous.

Toutes ces mesures prises dans l'intérêt des raffineurs eurent une répercussion fâcheuse sur la consommation du sucre qui souffrait du haut prix de ce produit.

Néanmoins, la sucrerie coloniale était dans une situation florissante à la fin de l'ancien régime et l'industrie du raffinage concentrée à Rouen et à Orléans était dans un état prospère. Mais quand arriva la Révolution de 1789 l'industrie du sucre fut livrée à elle-même, les primes cessèrent d'être payées, les esclaves noirs se révoltèrent et les colonies, privées de leurs relations avec la métropole, traversèrent une grave crise économique.

Les législateurs de la Convention, hostiles au principe de l'impôt indirect, suppriment par un décret du 11 septembre 1793 les droits sur les sucres coloniaux destinés à la métropole, et la loi du 12 pluviôse an II abaisse les droits d'entrée des sucres étrangers qui ne sont plus soumis qu'aux taxes de 3 fr. 60, 7 fr. 20 et 10 francs suivant l'espèce. Le sucre, dont le prix de vente n'était plus que le total des frais de fabrication et de transport, allait donc pouvoir entrer plus facilement dans la consommation générale, mais cette réduction de droits ne dura guère et le gouvernement pressé d'argent rétablit par la loi du 3 frimaire an V les anciennes taxes sur les sucres étrangers et les aggrava même en édictant que ces taxes devaient être payées non en assignats mais en monnaie métallique. Les sucres coloniaux furent soumis à un droit

de balance de 0 fr. 15 *ad valorem* ou 0 fr. 50 les 100 kilos au choix du négociant par la loi de nivôse an V. Puis la loi du 9 floréal an VII abaissa de nouveau les droits sur les sucres étrangers à 7 fr. 50, 20 et 10 francs ; mais quatre années plus tard, le 8 floréal an XI, ces droits sont élevés à 45 francs pour les sucres bruts et 75 francs pour les sucres de tête et terrés ramenés à un seul type, tandis que les sucres coloniaux payent 30 francs et 50 francs, somme comprenant de faibles droits d'entrée et une forte taxe de consommation.

Une loi du 30 avril 1806 élève encore les droits des sucres coloniaux et des sucres étrangers. Ces derniers quelques mois plus tard en 1810, par suite du Blocus continental, furent soumis aux droits prohibitifs de 300 francs par 100 kilos de sucre brut et 400 francs pour les sucres terrés.

Les sucres coloniaux français arrivés sur navire américain, et sans passer par l'Angleterre, ne payaient que 75 et 100 francs, tandis que les sucres transportés directement en France sur navire français ou hollandais étaient exempts de tout droit, mais les marines française ou hollandaise n'existaient plus, et le sucre redevint plus que jamais une marchandise de luxe dont la consommation était presque nulle.

Le prix élevé du sucre fut pour l'industrie un stimulant énergique. De nombreux chimistes cherchèrent les moyens d'extraire le sucre des plantes qui croissaient dans nos climats. Toutes les substances de saveur sucrée

furent mises à l'essai. Le raisin, le miel, les carottes ne donnèrent aucun résultat industriel, on se retourna vers les anciennes expériences de Margraff et d'Achard et on entreprit l'extraction du sucre de la betterave.

En 1747, Margraff, utilisant la découverte d'Olivier de Serres, sur la possibilité de retirer le sucre de la betterave, avait présenté à l'Académie des Sciences de Berlin un mémoire intitulé « Expériences chimiques faites dans le dessein de tirer un véritable sucre de diverses plantes qui croissent dans nos contrées ».

Mais ces expériences étaient restées confinées au laboratoire et ce fut en 1799 qu'Achard chercha à tirer de cette découverte un parti industriel et fonda en Silésie une sucrerie de betteraves.

Ce savant allemand publia deux ouvrages sur ses travaux : *Traité sur la culture de la betterave* et *La fabrication du sucre de betterave en Europe*. Différentes usines s'établirent en Europe à cette époque, mais elles étaient disparues lorsque Napoléon s'occupa de cette question.

L'Angleterre, pour vaincre son ennemi, avait décrété le blocus maritime de l'Empire français le 16 mai 1806 et Napoléon y avait répondu par le blocus continental. Il était nécessaire que l'Europe pût produire du sucre pour remédier à la disparition des arrivages de sucres coloniaux, et Napoléon établit par voie d'autorité des écoles de chimie industrielle en vue de la fabrication du sucre de betterave.

Des chimistes à la tête desquels il faut citer Benjamin

Delessert livraient du sucre de betterave à la consommation, et une gravure de 1808 conservée à la Bibliothèque nationale montre l'Empereur recevant solennellement le premier pain de sucre fabriqué avec la betterave.

Après la chute de l'Empire, le comte d'Artois, régent du Royaume, ouvrit toutes grandes les barrières douanières et l'effet de cette mesure fut une baisse rapide du prix du sucre.

Pendant de longues années en effet, la fermeture des marchés de l'Europe avait amené la création de stocks considérables de sucre en Angleterre et dans les colonies, et tous les détenteurs de sucre s'empressèrent d'écouler leurs stocks.

La sucrerie indigène était à ce moment une industrie trop neuve pour pouvoir lutter sans protection, et seuls quelques fabricants de sucre de betteraves purent résister à l'effondrement des cours. Parmi ceux-ci on peut citer Delessert, Mathieu de Dombasle, Crespel Delisse auxquels la France doit la conservation de la sucrerie de betteraves.

Désormais grâce à la concurrence des sucres de canne et de betteraves, nous verrons les prix du sucre baisser graduellement, comme nous l'avons montré dans un précédent tableau, et le sucre entrer peu à peu dans la consommation générale.

Alors que pendant tout le XVIII^e siècle, le sucre était encore considéré comme un condiment réservé aux riches, alors qu'en pendant le Blocus continental, le consumma-

teur était obligé de consommer du sucre de canne de provenance étrangère tarifé à raison de 300 francs le quintal métrique et qu'on se procurait difficilement du sucre de betteraves coûtant 9 francs le kilogramme, dès 1815 le prix du sucre avait baissé, et P. Malroguier, dans un travail publié en 1840, nous montre le bas prix du sucre de canne sur le marché du Havre.

Enquête de 1828. Prix pour 50 kilogs :

	Francs		Francs
1819.	71 »	1824.	73.25
1820.	74.50	1825.	83.38
1821.	69.27	1826.	74.38
1822.	63.88	1827.	74 »
1823.	85.88	1828.	77.32

*Enquête de 1837 (documents présentés à la
Chambre des députés) :*

	les 50 kil. Francs		les 50 kil. Francs
1829.	73.20	1833.	68.50
1830.	71.58	1834.	66.50
1831.	65.45	1835.	63.79
1832.	68.43	1836.	65 »

La sucrerie de betteraves réduite à ses seules forces ne pouvait produire à un prix de revient aussi bas, et il était nécessaire pour permettre à cette industrie de s'établir solidement de lui accorder une protection qui lui donnerait le temps de perfectionner sa fabrication et son outillage.

En 1816, les consommateurs français eux-mêmes comprenant leurs véritables intérêts demandèrent que fussent protégés nos sucres indigènes et coloniaux.

Le gouvernement pressé par l'opinion éleva le 17 dé-

cembre 1816 les droits d'entrée des sucres étrangers au bénéfice des sucres coloniaux ; le sucre indigène, qui ne payait pas de droit d'entrée, profita de l'augmentation de prix qui avait suivi la réglementation de 1816. Les fabricants de sucre de betteraves purent donc continuer à travailler et acquérir une expérience suffisante pour augmenter le rendement des usines tout en diminuant leurs frais généraux. Le gouvernement continuait d'ailleurs à demander à la consommation du sucre une contribution importante dans le budget, et dans la loi de douane du 28 avril 1816 fut inséré un tarif d'après lequel le droit d'entrée des sucres coloniaux était porté à 45 francs, tandis que les droits sur les sucres étrangers étaient élevés à 80 francs.

La différence de droits d'entrée était de près de 35 francs par 100 kilogs entre les sucres étrangers et les sucres coloniaux.

Pour protéger la raffinerie, on avait constitué une prime indirecte obtenue par la restitution du droit de 200 kilogs de sucre par 100 kilogs de raffinés.

Puis les lois du 21 avril 1818 et du 7 juin 1820 augmentèrent la protection dont jouissaient nos producteurs de sucre.

La différence entre les taxes payées par les sucres coloniaux et les sucres étrangers alla en s'accroissant, les primes indirectes d'exportation en faveur des raffinés augmentèrent également.

On accorda des détaxes de distance pour le transport

des sucres de certaines colonies qui allaient se faire raffiner dans les établissements français.

L'importation du sucre de canne était passée de 17 millions de kilogs en 1816, à 40 millions en 1818 et à 59 millions en 1821 et le prix du sucre avait diminué et était de 127 francs les 100 kilogs au lieu de 186 francs en 1818 ; la consommation qui n'était que de 8 millions de kilogs en 1812, était arrivée à 24 millions en 1816 et à 48 millions en 1821.

Mais le prix des sucres ne tarda pas à être relevé.

Les producteurs coloniaux ayant demandé une plus forte protection, obtinrent que les sucres étrangers payassent encore une surtaxe de 50 francs.

Cette mesure amena une hausse des sucres coloniaux qui atteignirent 170 francs par 100 kilogs, mais si les sucreries coloniale et indigène profitèrent de cette hausse de prix, la consommation se restreignit immédiatement. Ces mesures, prises dans l'intérêt unique des colonies, eurent donc comme résultat de faire hausser le prix du sucre pour les consommateurs.

L'opinion publique réclama alors le remplacement du remboursement ancien qui constituait des subventions déguisées, par le drawback c'est-à-dire la restitution exacte des droits perçus, perception justifiée par les quittances de douanes.

L'ordonnance du 15 janvier 1823, pour respecter les situations acquises, appliqua le système du drawback aux sucres raffinés étrangers importés par navire fran-

çais, tandis que les sucres coloniaux raffinés continuaient à jouir du bénéfice des primes indirectes à l'exportation.

Mais cette mesure fut nuisible aux producteurs de sucres coloniaux et indigènes, car le calcul du remboursement était basé sur un taux de conversion de sucres brut ou raffiné, inférieur à ce qu'il était en réalité ; les raffineries utilisaient donc les sucres étrangers dont le prix était moindre, exportaient les raffinés pour obtenir la restitution des droits perçus grâce au trafic des quittances de douane, et livraient à la consommation intérieure l'excédent du sucre indemne de tous droits ainsi que les produits inférieurs, tels que les vergeoises et les mélasses, au détriment des sucres français de canne et de betterave. Aussi la loi du 17 mai 1826 supprima le drawback et conféra aux sucres coloniaux le monopole de l'approvisionnement des raffineries métropolitaines, concurremment avec le sucre indigène de betteraves.

Les producteurs coloniaux à l'abri de la protection jouissent donc à cette époque d'une situation prospère, et la sucrerie coloniale conclut une alliance avec la sucrerie de betteraves pour s'opposer à toute mesure qui aurait eu pour résultat l'abaissement du prix du sucre des colonies, dont les raffinés étaient payés 2 fr. 35 le kilogramme par la consommation. Celle-ci était faible encore il est vrai, car elle n'était que de 1.500 grammes par tête d'habitant.

Les sucres indigènes n'étaient frappés par aucune

taxe et profitaient des prix élevés des sucres coloniaux. Mais ce protectionnisme aggravait les charges budgétaires et engendrait la surproduction. Tandis qu'en 1816 la production coloniale s'élevait à 14 millions de kilogs, en 1828 cette production dépassait 80 millions, car toutes les autres cultures tropicales avaient été abandonnées pour faire place à la canne à sucre.

La suppression des primes eût sans doute ruiné infailliblement les coloniaux français qui, en raison de la protection dont ils jouissaient, s'étaient laissé distancer par les étrangers. Le gouvernement songeant à supprimer le système des primes dont la valeur était de 120 francs par 100 kilogs de sucre raffiné exporté et à établir le drawback pour le sucre colonial, résolut de procéder lentement pour permettre aux colonies de réformer leurs procédés : ce fut l'œuvre de la loi du 26 avril 1833 dont l'effet fut de réduire des trois quarts nos exportations.

D'ailleurs un autre danger s'était dessiné pour les planteurs coloniaux. Tandis que ceux-ci, endormis par la sécurité que leur donnait la protection, conservaient leurs anciens procédés, les sucreries de betterave progressaient continuellement, car leurs produits avaient l'immense avantage de ne payer aucun droit d'entrée.

On vit, à cette époque, le Parlement proposer de rétablir l'équilibre d'impôt entre les producteurs coloniaux et les producteurs métropolitains, la lutte commença entre le sucre de canne et le sucre de betterave et une fois de plus les consommateurs en payèrent les frais.

Dès 1826, un député du Gers avait proposé un amendement tendant à soumettre le sucre de betterave à un tarif équivalent aux droits et charges que supportait le sucre des colonies. En 1828 une commission avait été chargée d'étudier « quelle est la situation de la fabrication indigène et quelle part doit prendre dans la solution des questions relatives aux sucres des colonies, ce nouvel intérêt agricole et industriel créé dans la métropole », mais l'industrie du sucre de betterave ne pouvait encore contribuer aux charges du budget, car, disait, en 1829, le ministre du commerce à la Chambre des députés, « l'impôt ne doit jamais atteindre une industrie que lorsqu'elle est complète et qu'elle a accompli toutes ses conditions de succès ».

Le gouvernement refusa donc de frapper l'industrie encore naissante du sucre indigène et, en 1832, la commission parlementaire refusa d'adopter un projet de loi du comte d'Argout, ministre du commerce, qui tendait à frapper le sucre de betteraves d'un droit fixe de 5 francs par 100 kilos.

La commission alléguait, en effet, les embarras qu'allait déjà causer à cette industrie le remplacement de la prime par un drawback.

« Quelles que fussent les opinions de ses membres, disait M. Passy, relativement à la quotité des taxes à prélever sur le sucre, tous ont pensé que ce n'est pas au moment où la réforme du système (celui des primes) qui les régit, va remuer profondément tous les intérêts enga-

gés dans la production et le travail de cette denrée, qu'il faut accroître les charges dont elle est grevée ; et que s'il est incontestable que le sucre de betteraves n'a pas plus de droits à l'immunité, en matière d'impôt, que les autres produits qui subviennent à l'acquittement des dépenses publiques, il est juste cependant d'attendre, pour en taxer la fabrication, qu'elle soit sortie des embarras où la jettera, selon toute apparence, la réduction que l'abolition des primes à l'exportation doit faire subir au prix des sucres. »

La sucrerie indigène, délivrée des craintes qu'elle avait pu concevoir, fit de rapides progrès, et l'année 1835 vit 332 fabriques produire 30 millions de kilogs, au lieu de 15 millions produits par 221 fabriques en 1834. Le prix du sucre baissa alors sensiblement, et il valut 168 francs les 100 kilogs, droits compris.

Une coalition d'intérêts se forma aussitôt contre la sucrerie de betteraves, qui menaçait gravement la raffinerie dans son monopole, la sucrerie coloniale et la marine.

Le sucre de betterave jouissait, en effet, d'une position privilégiée due à l'existence du tarif de douane dont seule la protection coloniale supportait le poids. La marine marchande se trouvait privée du fret des transports du sucre colonial. Le gouvernement pouvait également craindre un déficit budgétaire si le sucre de betterave, exempt d'impôts, arrivait à se substituer au sucre des colonies dont les taxes variaient de 38 à 120 francs par

100 kilogrammes. Enfin, la raffinerie craignait les empiètements des fabriques de sucre de betterave, car, grâce au perfectionnement de leur fabrication, elles tendaient à livrer des produits assez purs pour être consommés directement.

Les sucreries coloniales se mirent à la tête d'une ligue redoutable, et entamèrent la lutte contre la sucrerie indigène, leur ancienne alliée devenue leur adversaire.

Le Conseil général du commerce, en 1836, exprima ses craintes que l'exemption des droits dont jouissait le sucre de betterave, eut comme conséquence la disparition du sucre de canne et la ruine complète de nos colonies. Il semblait difficile d'obliger les colonies, en vertu du pacte colonial, à s'approvisionner uniquement de produits français alors que la métropole ne constituait plus un débouché pour leurs sucres.

Le gouvernement, par la force des choses, devait donc être amené à proclamer l'émancipation commerciale des colonies, et on pouvait craindre la création de nouveaux courants commerciaux entre les colonies et l'étranger au détriment de la France.

Le Trésor également était lésé par l'absence complète d'impôt sur le sucre indigène, absence qui devait entraîner dans le cas de la disparition du sucre colonial un déficit de 30 à 35 millions de francs que la masse des contribuables serait amenée à combler dans le budget.

De la ruine des colonies, et de sa séparation d'avec la métropole, on pouvait déduire le déclin de la marine qui

vivait en partie du transport des sucres et des objets manufacturés à destination des colonies : celles-ci par exemple absorbaient la moitié du produit des pêcheries de Terre-Neuve.

De cette situation également devait découler la ruine des ports, provenant soit de la ruine des armateurs, soit de la perte des nombreuses créances coloniales qui étaient placées dans les mains des habitants des villes maritimes. Le Conseil du commerce pensait donc qu'il était équitable que les charges supportées par le sucre de canne et le sucre de betterave fussent égales et proposa de frapper de 15 francs le sucre indigène et de dégrever de 10 francs le sucre colonial. De cette façon les intérêts du Trésor auraient été respectés. Cet avis fut pris en considération par le gouvernement qui, en 1836, par l'entremise du ministre des finances, M. d'Argout, présenta à la Chambre un projet établissant une taxe de 15 francs sur les sucres indigènes, et dégageant de 10 francs les sucres des colonies.

Cette proportion était justifiée à cette époque, car le tiers de la consommation intérieure était alimentée par le sucre de betterave, mais elle ne tarda pas à se modifier, car alors qu'en 1828, 58 fabriques livraient du sucre de betterave, 10 ans après, 400 fabriques étaient réparties sur le territoire et la production de sucre indigène était montée de 2.600 tonnes en 1828 à 48.000 tonnes en 1838.

La commission parlementaire fut de l'avis du gouver-

nement sur les nécessités de l'impôt, mais après avoir admis le principe, elle trouva trop élevé le droit proposé de 15 francs par 100 kilogs.

De plus, la perception de l'impôt donnait lieu à des difficultés ; l'exercice des fabriques proposé par le gouvernement semblait de nature à gêner les fabriques dans leurs opérations, et la commission proposa d'asseoir l'impôt sur l'évaluation du produit de la betterave, proposition mise en avant par le chimiste Jean-Baptiste Dumas. Ces discussions retardèrent la promulgation de la loi, et permirent aux sucreries indigènes de progresser rapidement.

La sucrerie indigène avait, en 1836, écoulé plus de 45 millions de kilogrammes de sucre francs de droits.

Le produit net des douanes qui avait été de 31 millions en 1835, était tombé à 26 millions en 1836.

Les coloniaux redoublèrent leurs plaintes.

Comme remède à cette situation, M. Duchatel, ministre des finances présenta à la Chambre des députés un projet de loi qui, sans toucher au sucre indigène qu'il appelait une précieuse conquête pour notre industrie, dégrevait de 20 francs le sucre colonial, afin d'égaliser les conditions des deux sortes de sucre.

Ce projet n'était d'ailleurs qu'un remède temporaire, car il fallait songer à sauvegarder les intérêts du Trésor.

Le gouvernement d'ailleurs ne repoussait pas l'idée de frapper le sucre de betterave d'une taxe de consommation, mais il ne croyait pas pouvoir déterminer à ce

moment, les formes de cet impôt à cause de la transformation continuelle de cette industrie,

Le gouvernement fit connaître son projet d'abaisser les surtaxes que payaient les sucres étrangers, car il craignait qu'à l'abri de cette surtaxe, les producteurs coloniaux et indigènes ne s'entendissent pour maintenir le prix du sucre à un taux élevé.

La Commission partagea cette opinion, adopta le dégrèvement, mais proposa de laisser au gouvernement pleine liberté pour accroître ces surtaxes en cas de besoin.

Les partisans de la fabrication indigène s'élevèrent avec force contre ce projet, montrèrent l'influence de la sucrerie sur la prospérité des autres modes d'industrie et de l'agriculture. « L'importance du sucre indigène est immense, disait Lamartine. »

D'un autre côté, les représentants des intérêts coloniaux se plaignirent de l'inégalité des taxes qui frappaient les deux sortes de sucres, car les sucres coloniaux devaient payer encore une taxe de 35 francs que ne payeraient pas les sucres indigènes.

Le projet de loi fut abandonné à la suite d'un changement de cabinet, et on remit à l'ordre du jour la proposition de mettre un impôt de 15 francs sur le sucre indigène.

Après avoir adopté, puis rejeté l'idée d'un droit général de consommation à l'intérieur, la Chambre vota un droit de fabrication sur le sucre indigène, de 15 francs

en principal. Cette loi du 18 juillet 1837 fut, après une discussion qui dura sept séances, votée à une voix de majorité.

Les sucreries indigènes acceptèrent l'impôt qu'elles prévoyaient depuis longtemps comme une nécessité, mais les colonies qui avaient espéré une élévation du prix du sucre grâce à cet impôt, furent déçues.

Les représentants des intérêts du sucre de canne reprirent la lutte et le gouvernement proposa de réduire encore de 15 francs le droit d'entrée de ce sucre.

Cette mesure aurait eu l'avantage d'accélérer l'accroissement de la consommation au lieu que l'aggravation de l'impôt du sucre de betteraves aurait pesé sur la consommation. La commission admit le principe du dégrèvement, mais fut en désaccord sur le taux. La situation des colonies s'était améliorée par suite de la hausse des sucres, due à l'émancipation des esclaves dans les colonies britanniques, émancipation qui avait une répercussion sur la production du sucre.

Pour faire profiter nos colonies des bénéfices de cette hausse du sucre, les gouverneurs de la Guadeloupe et de la Martinique, contrairement à l'esprit du pacte colonial avaient, par arrêtés des 15 et 27 mai 1839, autorisé ces deux colonies à exporter le sucre à l'étranger sur tous les navires. Le gouvernement s'émut du préjudice causé à nos armateurs et rapporta ces arrêtés par les ordonnances des 30 juin et 15 juillet ; mais, dans l'intervalle, les colonies avaient pu se débarrasser de leurs stocks de sucre.

Le désaccord de la Commission ne porta que sur le taux de 15 francs proposé par le gouvernement et qu'elle voulait réduire à 12 francs.

Mais lorsque la Commission eut achevé ses travaux, la saison était fort avancée et la discussion de la loi fut remise à l'année suivante. L'incertitude alors troubla les cours, et ce trouble amena le gouvernement à faire le dégrèvement par voie d'ordonnance.

L'ordonnance du 21 août 1839 adoptant les conclusions de la Commission du projet de loi, dégreva de 12 francs en principal le sucre brut des Antilles et abaissa dans les mêmes proportions les autres catégories.

Cette ordonnance fut vivement attaquée, car on soutenait que le gouvernement ne pouvait modifier par cette voie le tarif douanier. Les membres du cabinet du 12 mai 1839 avaient agi d'après l'article 34 de la loi du 17 décembre 1814 et refusèrent de laisser discuter à nouveau la question du dégrèvement.

Le sucre indigène qui, une année auparavant, jouissait par le fait de son exemption de droits d'une prime de 49 fr. 50 par 100 kilogs ne bénéficiait plus que d'un écart de 19 fr. 80 et cette réduction équivalait pour les fabricants de sucre indigène à une charge de 29 fr. 70 ainsi constituée.

Impôt établi le 1 ^{er} juillet 1838.	11 fr.
Complément d'impôt du 1 ^{er} juillet 1839.	5 fr. 50
Dégrèvement du sucre colonial par l'ordonnance du 21 août.	13 fr. 20
Total.	29 fr. 70

Beaucoup de fabriques furent ruinées et un grand nombre d'industriels demandèrent que le gouvernement fit procéder à la liquidation de leurs établissements, moyennant une indemnité.

Par suite de la disparition d'un certain nombre d'usines, les cours de sucre se relevèrent et cette hausse de prix permit aux industriels de chercher à diminuer le prix de revient du sucre.

Le gouvernement manifesta l'appréhension de voir la sucrerie indigène par de nouveaux efforts abaisser encore le prix du sucre, abaissement qui devait entraver l'œuvre du relèvement de nos colonies.

Dans ce cas, en effet, il eût été nécessaire de chercher pour le sucre colonial de nouveaux débouchés et leur permettre d'exporter à l'étranger, contrairement à l'esprit du pacte colonial.

Il fallait sacrifier le sucre colonial en continuant la protection du sucre de betterave, protection qui paraissait nécessaire, ou sacrifier la sucrerie indigène qui ne pouvait, à cette époque, concurrencer librement la sucrerie coloniale.

Le gouvernement, dans son désir d'assurer la coexistence de ces deux industries, préféra prendre un moyen mixte.

Il se proposa de simplifier la législation en frappant les sucres indigènes des mêmes droits de consommation que les sucres de canne ; mais pour venir en aide aux fabricants de sucre de betterave, il manifesta son inten-

tion d'accorder une indemnité répartie entre les sucreries de betterave pour atténuer les pertes qui devaient résulter pour elles de cette égalité de taxe.

Cette proposition fut l'objet de vives critiques au Parlement. Cette mesure aurait été, en effet, un précédent dangereux, car toutes les industries lésées par un tarif de douane auraient pu dans la suite s'en prévaloir.

Aucun budget ne saurait assumer de pareilles obligations et cette réglementation aurait pu amener la création d'un grand nombre d'industries qui auraient ainsi cherché à faire des bénéfices tout artificiels, bénéfices payés par la masse des contribuables. La Commission du budget établit alors simplement l'égalité de traitement des deux sucres devant l'impôt, mais pour ne pas ruiner l'industrie de la fabrique du sucre de betterave, on décida de n'atteindre que graduellement cette égalité. Les fabricants de sucre indigène devaient chercher les moyens d'abaisser encore le prix de revient.

La coexistence des deux industries était en effet utile, car la sucrerie indigène abolissait le monopole de fabrication du sucre qu'autrefois possédaient les colonies.

Cette suppression de monopole avait été avantageuse pour les consommateurs : le prix du sucre baissait sous l'influence de la concurrence.

De plus, on faisait remarquer que si la sucrerie indigène était depuis quelques années protégée pour lui permettre de s'établir définitivement dans le pays, les colonies avaient joui fort longtemps d'une protection semblable.

La loi du 3 juillet 1840 rétablit alors l'ancien tarif pour les sucres coloniaux et porta de 15 à 25 francs la taxe des sucres indigènes.

Mais afin d'égaliser la situation des fabriques indigènes qui produisaient le sucre avec plus ou moins de pureté, la Chambre des députés vota l'amendement de Lamyer qui échelonnait la taxe de 25 à 36 francs suivant la qualité des sucres de betterave.

La sucrerie indigène reprit sa marche ascendante et la rivalité des deux sucreries devint si intense que le 10 janvier 1843 fut proposée la suppression de la fabrication du sucre de betterave. La situation des colonies semblait en effet désespérée. Les fabricants de sucre colonial et les fabricants de sucre indigène, produisaient à perte, mais ces derniers ne le faisaient que dans l'espérance d'une prochaine expropriation qui devait faire oublier les sacrifices consentis ; ils produisaient donc sans s'inquiéter de la baisse, conséquence du trop plein de la production, et disaient préférer cette expropriation à toute aggravation de taxe.

Le gouvernement pour donner satisfaction à la marine, aux colonies comme aux fabricants de sucre indigène présenta un projet de loi d'expropriation des sucreries de betteraves, mais la commission chargée d'examiner ce projet, à la majorité de huit voix contre une, le repoussa et la Chambre des députés, par une longue délibération, dans la loi de 1843 établit l'égalité d'impôt sur les deux sucres.

Mais pour éviter de ruiner la sucrerie indigène par un impôt immédiat trop considérable, on gradua l'augmentation de l'impôt, de 5 francs chaque année jusqu'en 1847 ; à cette époque les deux impôts devenaient égaux. La sucrerie indigène supporta sans faiblir cette taxe et la production monta de 36.000 tonnes en 1844 à 64.000 en 1847, développement qui d'ailleurs n'entrava pas la production coloniale, qui monta de 83 millions à 99 millions de kilogs en 1847, la consommation du sucre d'ailleurs s'étendait et atteignait 117.000 tonnes.

L'augmentation de la richesse publique, le goût du bien-être étaient en effet les facteurs d'une continuelle et progressive augmentation de la consommation. Les sucreries indigène et coloniale vivaient et prospéraient à cette époque, mais à la suite du décret du 27 avril 1848, qui proclamait l'émancipation des esclaves des colonies françaises, la production coloniale subit une crise grave. Elle avait perdu sa main-d'œuvre et sa production fut réduite de moitié. Débarrassée de la concurrence des sucres coloniaux et de celle des sucres étrangers arrêtés par des taxes prohibitives, la sucrerie de betterave provoqua une hausse de prix de 17 francs.

L'écart entre les cours pratiqués en France et ceux des sucres étrangers pris à l'entrepôt, atteignit presque le montant de la surtaxe payée par ceux-ci, c'est-à-dire 22 francs. Les consommateurs souffrirent vivement de ces hauts prix et demandèrent un abaissement immédiat de la taxe qui frappait les sucres étrangers. Le gou-

vernement refusa d'adhérer à ce mouvement, il pensait que la disparition de cette surtaxe entraverait le relèvement des colonies, lorsque celles-ci pourraient surmonter les difficultés qu'elles traversaient. Le gouvernement pour venir en aide à la consommation consentit à abaisser les droits de consommation de 20 francs en quatre années.

Il espérait qu'une baisse de prix du sucre ferait pénétrer dans les couches profondes de la population ouvrière et rurale l'usage de cette consommation. Celle-ci en France était de 3 kilogs par tête d'habitant alors qu'elle atteignait 11 et 19 kilogs chez certains peuples. « Le sucre, disait Dumas, a marqué sa place parmi les aliments les mieux appropriés aux besoins de l'homme ; lorsque sa consommation s'élève, elle contribue à améliorer au plus haut degré les conditions hygiéniques des classes laborieuses, à accroître leur bien-être et à augmenter leurs jouissances de famille qui attachent au foyer domestique. »

L'impôt sur le sucre de betterave était arrivé au niveau de celui que supportait le sucre de canne, mais l'assiette de la taxe permettait des fraudes nombreuses. Le gouvernement avait voulu proportionner l'impôt à la richesse des sucres et était parti de ce principe que la blancheur du produit varie avec sa pureté. On s'était donc arrêté à une série de types dont la coloration indiquait la richesse saccharimétrique ; les fabricants de sucre coloraient leurs produits pour les faire admettre dans

des classes inférieures, et par fraude payaient ainsi des droits moindres. La loi du 30 juin 1852, pour remédier à cet état de choses, substitua à ce système le procédé de la saccharimétrie ; le sucre devait être imposé au degré et les droits étaient acquittés au moment de son entrée dans la consommation ou de son expédition sur les raffineries. Les colonies étaient dans une position difficile et on songeait à leur venir en aide en dégrevant en partie leurs sucres. Le gouvernement admit le principe d'une détaxe qui plaçait les sucres indigènes et les sucres coloniaux dans une situation inverse de celle qui avait existé jusqu'alors.

Le nouveau régime fiscal fixé par la loi du 18 juin 1851 accorda pour quatre ans, une détaxe de six francs aux sucres coloniaux, supprima l'ancienne classification des sucres par type de nuance et institua l'emploi du polariumètre mode de taxation qui fut abrogé par le décret du 17 mars 1852.

Ce décret modifia encore une fois le tarif des sucres. Le sucre indigène fut frappé d'une taxe de 45 francs, le sucre étranger payait 57 francs, et le sucre colonial ne devait payer que 38 francs pendant quatre ans.

De plus l'administration organisa le système de l'exercice pour les raffineries annexées aux fabriques de sucre.

Cette mesure faite pour protéger les raffineries libres aux dépens des fabriques-raffineries, et par conséquent pour avantager les sucres coloniaux aux dépens de la

sucrerie indigène, fit disparaître l'industrie naissante du raffinage des sucres en fabrique.

La loi du 27 juin 1856 prorogea la détaxe coloniale pour cinq ans ; toutefois la détaxe qui était de 7 francs fut abaissée à 5 francs la troisième année et à 3 francs les deux dernières années, et cette même loi augmenta le taux du rendement en raffinage pour l'établissement du drawback qui fut porté à 75 0/0, au lieu de 70 0/0, ce qui assurait encore aux raffineurs un boni évalué à 5 0/0. La faculté de l'exportation des sucres raffinés avait donc subi bien des vicissitudes, tandis que la loi du 26 avril 1833 avait décidé que l'exportation de 70 kilos de sucre de mélis donnerait lieu à la restitution du droit payé sur 100 kilos de sucre brut, l'ordonnance du 8 juillet 1834 avait porté ce taux à 75 0/0 et la loi du 3 juillet 1840 avait rétabli celui de la loi de 1833, mais les raffineries-fabriques de sucre indigène étaient toujours sacrifiées, car elles étaient obligées de représenter 83 kilogs de sucre raffiné sur 100 kilos de sucre brut.

La loi de 1856 continuait à protéger la sucrerie coloniale qui alimentait encore les 7/8 de la consommation. A côté de l'antagonisme entre les fabricants de sucre indigène et ceux de sucre colonial se dressaient les intérêts des raffineurs ligués avec les ennemis du sucre de betterave, car les raffineries qui s'étaient concentrées dans les ports ne s'alimentaient que de sucre de canne et craignaient la concurrence des raffineries-fabriques de sucre de betterave.

Vers 1860 eut lieu en Europe un vif mouvement libre-échangiste ; Bastiat en France, Cobden en Angleterre menaient leurs nombreux partisans à l'assaut des doctrines protectionnistes.

Les barrières douanières anglaises furent détruites et, en France, le gouvernement impérial fit faire un grand pas vers la liberté commerciale.

L'industrie du sucre profita de ce mouvement. Le sucre, disait le rapport de la commission, doit être à la portée des plus pauvres habitants des campagnes et des villes, et, pour arriver à élargir la consommation, la loi du 23 mai 1860 réduisit le droit de consommation du sucre de 54 francs à 27 fr. 50, et prorogea jusqu'au 30 juin 1866 la détaxe de distance de 3 francs par 100kilogs qui avait été accordée aux sucres coloniaux par la loi du 28 juin 1856.

Mais ce dégrèvement n'eut qu'une faible action sur les prix de vente du sucre par suite de l'insuffisance de la production française.

Pour amener les marchés français au niveau des marchés extérieurs, le gouvernement supprima, par le décret du 16 janvier 1861, la surtaxe de 3 francs qui frappait par 100 kilogs les sucres étrangers importés par les navires français, et le décret du 24 juin 1861 admit au drawback ces mêmes sucres venus sous pavillon étranger.

Ces mesures furent prises pour rendre la France un marché d'importation et par l'afflux de la marchandise amener l'abaissement du prix du sucre.

En effet, en 1860, l'importation du sucre avait été de 60.496.812 kilogs de sucre étranger ; en 1861, 95.802.687 kilogs ; en 1862, 129.167.123 kilogs ; elle avait plus que doublé.

L'exportation des raffinés ne subit pas une augmentation parallèle et la statistique nous fournit les chiffres suivants : en 1860, 51.654.377 kilogs ; en 1861, 52.836.988 kilogs ; en 1862, 79.250.282 kilogs.

Cette dernière quantité en prenant une base de 120 kilogs de sucre brut pour 100 kilogs de raffinés montre que 95.100.338 kilogs sortirent de France ; la différence entre l'importation du brut et l'exportation du raffiné montre donc qu'une partie du sucre importé restait en France et abaissait le cours de ce produit.

La loi du 23 mai 1860 changea en outre le mode d'assiette de l'impôt qui porta sur le jus sucré.

L'article 4 énonçait que « tout fabricant pouvait contracter avec l'administration des douanes et des contributions indirectes un abonnement par lequel il s'engageait à acquitter le montant des droits sur la prise en charge à la défécation ». « Le but de l'abonnement, disait le rapporteur de la loi, est de contribuer aux progrès de la fabrication et par conséquent au bon marché du sucre au moyen de l'abonnement, la prise en charge au moment de la défécation deviendra la base unique de l'impôt, c'est-à-dire qu'au moment où le jus de la betterave devra être livré à l'ébullition, les agents de l'administration en constateront la densité au moyen du densimètre. »

Le fabricant sera pris en charge d'après le degré reconnu et le volume du jus.

La faculté d'abonnement contribuait aux progrès de la sucrerie, car si elle mettait les manquants à la charge des fabricants, elle leur procurait les avantages des excédents et obligeait les industriels à chercher à récupérer tout le sucre contenu dans le jus.

Cette loi avait aboli toute distinction entre les différentes séries de sucre et ne classait plus les sucres qu'en deux sortes : les raffinés en pains ou en poudres et le sucre brut indigène ou colonial.

D'ailleurs, la France n'avait fait qu'imiter un grand nombre de nations productrices de sucre : la Hollande, la Belgique et la Russie.

La France, en raison de sa situation, était devenue, grâce à la suppression des types, le marché des sucres élevés en nuance et en qualité, mais les raffineurs se plaignirent de la gêne apportée à leur industrie par ces sucres assez purs pour entrer directement dans la consommation, et de nombreux fabricants de sucre, impuissants à faire les efforts financiers nécessaires à la transformation de l'outillage de leurs usines, unirent leurs plaintes à celles des raffineurs.

Ces réclamations émurent le gouvernement qui fit un pas en arrière, et par la loi du 7 mai 1864, institua quatre classes de types dont trois pour le sucre brut et une pour le sucre raffiné.

Le gouvernement, pour parer au déficit du budget, avait

antérieurement augmenté de 10 francs par 100 kilogs l'impôt des sucres ; la loi du 2 juillet 1862 avait porté les droits d'accise à 42 francs, principal et décimes compris.

Ces droits varièrent donc avec les types de sucre, qui étaient empruntés à la série des types dite de Paris et qui variait du numéro 1 correspondant à la nuance la plus foncée au numéro 20 correspondant à une nuance presque blanche.

Le sucre brut de toute origine, au-dessous du n° 13, supportait une taxe de 42 francs par 100 kilogs, tandis que les sucres du n° 13 au n° 20 payaient 44 francs. Les poudres blanches au-dessus du n° 20 payaient 45 francs et les raffinés soit de sucre de canne, soit de sucre de betterave étaient frappés d'une taxe de 47 francs.

Le consommateur payait encore une fois les privilèges obtenus par les intermédiaires.

La loi du 7 mai 1864 supprime en outre la faculté d'abonnement accordée aux fabricants de sucre par l'article 4 de la loi de 1860.

« Cette législation avait pourtant, dans les trois années qui avaient suivi son application, amené la création ou la transformation de 42 fabriques de sucre indigène ou colonial pouvant produire environ 40 millions de kilogrammes, soit le septième de la production totale, dont une bonne partie en sucre blanc, et elle avait déterminé en outre un progrès considérable dans presque toutes les fabriques tendant de plus en plus sous l'influence d'un droit unique à produire des sucres d'un type élevé. »

« Le type moyen de la fabrication indigène atteignait le n° 15 et les sucres communs n'étaient plus que les produits ultimes, au lieu d'être en tête du travail comme autrefois (1). »

Le prix de consommation du sucre était de 1 fr. 27 le kilogramme et la consommation atteignait 6 kil. 35 par habitant, alors que sous le Premier Empire elle n'était que de 0 kil. 500 par tête.

Le drawback, c'est-à-dire la restitution des droits perçus à l'entrée des sucres, fut remplacé, dans la loi de 1864, par l'admission temporaire, qui fut étendue aux sucres de betterave, mais cette mesure n'eut aucune conséquence sur les primes d'exportation. Le sucre brut, en effet, devait payer un certain droit et l'écart entre le déchet prévu et le déchet réel de fabrication donnait lieu à une restitution d'argent qu'il s'agissait de calculer.

Or, grâce à la représentation d'une quantité de bruts plus forte qu'elle ne l'était en réalité, le gouvernement constituait une prime à l'exportation. Tous les gouvernements avaient intérêt à faire disparaître l'usage des primes déguisées, mais cette mesure devait être prise simultanément par toutes les nations exportatrices de sucre, car l'initiative prise par un seul gouvernement aurait ruiné son industrie sucrière, qui n'aurait pu supporter la concurrence des autres nations dont l'industrie du sucre était favorisée par ces primes.

(1) Dureau, *L'industrie du sucre depuis 1860*.

Le gouvernement français conclut avec l'Angleterre, la Hollande et la Belgique, une convention internationale le 8 novembre 1864. Cette convention, d'une durée de dix ans, divisait les sucres bruts en quatre classes correspondant à la série des types hollandais et réglait le minimum de rendement de ces sucres au raffinage.

De plus, disait l'article 4, « celles des Hautes Parties contractantes qui accordent ou accorderont un drawback unique ou une décharge des droits établiront une corrélation étroite entre les droits d'entrée et les rendements fixés ».

Pour empêcher une nation de favoriser l'industrie du raffinage aux dépens des autres, il fut en outre stipulé que les droits à l'importation sur les raffinés et sur les poudres blanches assimilées aux raffinés ne devaient pas être plus élevés que le drawback accordé à la sortie du sucre mélis.

Pour obtenir un accord sur le rendement du raffinage, 1,600.000 kilogs de sucre furent pris dans les entrepôts et envoyés à Cologne, où sous la surveillance de quatre commissaires délégués par les H. P. C. ces sucres furent convertis en raffinés.

Cette convention et la taxe différentielle qu'elle prescrivait eurent une répercussion fâcheuse sur la fabrication du sucre. Dans les environs du n° 13, le fabricant préférerait livrer un sucre moins pur pour n'être pas sujet à la taxation de la seconde classe.

Ce système donnait lieu en outre à des fraudes nom-

breuses, « et on en arrivait, dit M. Leurant à l'Assemblée nationale, dans la séance du 20 décembre 1872, à donner au sucre telle coloration qu'on veut et on peut immédiatement faire descendre un sucre très blanc à une nuance très basse. » L'orateur montrait qu'on peut faire prendre à un sucre dont la richesse saccharine est de 98 0/0 une nuance en vertu de laquelle ce sucre était passible de la taxe d'un rendement de 67 0/0 et que ce sucre, malgré sa coloration, donnait au raffinage un rendement de 98 0/0.

Ces fraudes lésaient considérablement le Trésor et le déficit de l'impôt des sucres sur les évaluations budgétaires fut de 65 millions en 1873.

Le gouvernement, après un réquisitoire de Pouyer Quertier contre les raffineurs, fit voter, le 31 mars 1874, le principe de l'exercice des raffineries. « Je vous apporte vingt millions bien vivants, disait-il, qui nous dispenseront d'une foule d'impôts nuisibles ou impopulaires. »

Les nécessités budgétaires obligeaient en effet le gouvernement à rechercher de nouvelles taxes.

L'exercice des raffineries était une mesure juste, car cette réglementation avait pour but d'empêcher les fraudes qui lésaient le Trésor public sans profiter au consommateur.

Ces besoins nouveaux du Trésor amenèrent le gouvernement à surélever les taxes qui frappaient certaines denrées de consommation.

Le sucre obéit à la loi qui lui fut toujours impartie

d'être un large pourvoyeur du budget et la taxe qui le frappait fut, à partir du 1^{er} janvier 1874, portée aux chiffres suivants :

Au-dessous du n° 13, 65 fr. 52 par 100 kilogs.

Du n° 13 au n° 20, 68 fr. 64.

Au-dessus du n° 20, 70 fr. 02.

Les sucres raffinés payaient 73 fr. 32, alors que la valeur commerciale était de 80 francs pour 100 kilogs de raffinés. La situation de nos sucreries devint donc difficile, non seulement par le fait d'un amoindrissement de la consommation, et des charges nouvelles qui grevaient l'industrie en général, mais également et surtout à cause de la concurrence étrangère qui recevait des primes considérables de leurs gouvernements. L'Autriche et l'Allemagne n'avaient pris aucune part dans la Convention de 1864, et protégeaient l'exportation de leurs sucres au moyen de primes énormes, de sorte que nos exportations en Angleterre baissaient de jour en jour, devant le flot montant d'arrivages de raffinés et de bruts venant d'Autriche et d'Allemagne.

La situation de notre industrie devenait précaire, la culture de la betterave en France perdait du terrain. Le gouvernement français chercha donc à réunir une nouvelle conférence internationale pour solutionner cette question des sucres.

Mais les puissances ne purent s'entendre, l'Angleterre qui avait aboli toute taxe sur les sucres conseillait aux autres nations de l'imiter. La France proposait d'établir

des droits compensateurs que l'Angleterre ne voulait point, car les sucres primés arrivaient en Angleterre à un prix très bas, et les consommateurs anglais en profitaient.

Les producteurs autrichiens protestaient à l'avance contre toute mesure qui aurait eu comme résultat de réduire leurs bénéfices, et le gouvernement autrichien était obligé de compter avec les puissants magnats sucriers.

L'Allemagne suivait une politique nettement protectionniste et on ne pouvait espérer que la Russie qui donnait une prime d'exportation de 20 francs par 100 kilogs de sucre consentît à ruiner son industrie naissante.

La première réforme était donc le dégrèvement partiel du sucre destiné à la consommation intérieure qui se ressentait péniblement de la taxe énorme que supportait ce produit, et dans la séance du 8 juin 1880 le ministre des finances présenta au Parlement un projet qui devint la loi du 19 juillet 1880.

Cette loi qui fixa à 40 francs le droit sur les raffinés détermina une hausse considérable de la consommation. De 297.000 tonnes en 1879, la consommation s'éleva à 317.000 en 1880 ; 377.000 en 1881 ; 405.000 en 1882.

Sans doute cette augmentation de la consommation eut des résultats heureux pour la fabrique de sucre, mais celle-ci était encore menacée d'une crise grave par suite de la baisse rapide de ses exportations.

En 1874 la France avait exporté 110.000 tonnes de sucre tandis qu'en 1879 ses exportations étaient descen-

dues à 22.000 tonnes. Les sucres étrangers venaient même sur notre marché concurrencer la production nationale, et cette grave situation était due à notre législation.

En France le gouvernement s'attachait par l'exercice permanent des fabriques et par l'emploi des méthodes saccharimétriques à saisir la moindre parcelle de sucre pour la soumettre à l'impôt tandis que les nations voisines, qui nous concurrençaient, conservaient à dessein des modes de perception tout à fait rudimentaires, dont l'application avait pour effet de laisser entre les mains des producteurs une notable partie de l'impôt payé par les consommateurs.

En Belgique et en Hollande, était employé le système de perception d'après les densités des jus ; en Allemagne d'après le poids de betteraves mis en œuvre ; en Autriche d'après la capacité des diffuseurs qui permettait aux industriels de travailler une certaine quantité de betteraves dans un temps donné.

Or, dans tous ces cas les excédents de rendement, s'ils allaient à la consommation, y entraient en franchise de toute taxe, et l'impôt non payé par l'industriel constituait un bénéfice supplémentaire.

Lorsque ces excédents étaient exportés, ils donnaient lieu à la restitution d'un droit qui n'avait pas été payé, ce qui constituait une prime à l'exportation.

Ces mesures avaient eu comme résultat une grande prospérité des fabriques de sucre étrangères non seulement à cause des bénéfices que nous avons cités, mais

encore parce que ces législations incitaient les fabricants à exiger des cultivateurs des betteraves riches d'où il résultait une grande économie de frais généraux.

Aussi non seulement l'exportation des sucres français avait diminué d'une manière si considérable qu'on pouvait entrevoir, dans une courte période, que celle-ci n'existerait plus, mais encore la France importait des sucres étrangers.

Notre industrie nationale demandait donc une protection rapide pour ne pas disparaître.

Il fut immédiatement démontré que la principale cause de la supériorité de l'industrie sucrière étrangère résidait dans l'assiette de l'impôt, et le *Journal des fabricants de sucre*, dans un article en date du 15 août 1877, disait déjà : « La richesse de la betterave dépend absolument du système fiscal qui a permis d'en porter progressivement la richesse où elle est aujourd'hui et de la payer aux cultivateurs ce qu'elle vaut réellement.

« C'est à l'impôt sur la betterave que l'industrie sucrière allemande doit son étonnante prospérité, et si la science agronomique allemande n'avait été stimulée par cet impôt, jamais la betterave partie du même point que notre betterave française, n'aurait eu cette richesse qui décroîtrait rapidement si l'impôt sur le sucre brut, ou produit fabriqué que nous avons la candeur de recommander à l'admiration du reste de l'Europe sucrière était jamais adopté. »

A cette supériorité de la betterave donnée à l'impôt, il

fallait ajouter le bénéfice de ces primes indirectes qui permettait au fabricant de livrer du sucre à un prix relativement peu élevé.

Le gouvernement chercha donc à doter la France d'un impôt semblable à ceux des nations concurrentes. L'impôt sur la betterave avait fait ses preuves en Allemagne, et ce système avait de nombreux partisans parmi les fabricants de sucre et les économistes, mais les agriculteurs faisaient remarquer que pour nourrir leur bétail, ils avaient besoin de betteraves donnant beaucoup de pulpes et que par conséquent, ils n'avaient pas intérêt à produire de betterave petite et riche en sucre.

L'impôt sur le jus avait l'avantage d'être connu en France, où il avait été établi facultativement de 1860 à 1864, mais il permettait des fraudes nombreuses. Après deux éloquents plaidoyers de M. Méline et de M. Ribot, le Parlement se prononça pour l'impôt sur les betteraves.

La loi du 29 juillet 1884 releva les surtaxes de douane pour empêcher l'importation des sucres étrangers et inaugura un système d'impôt dont l'assiette était le poids des betteraves mises en œuvre.

La quantité de sucre passible de droit était déterminée d'après une base de rendement forfaitaire. Les bonis et les déchets de fabrication constituaient une subvention indirecte destinée à aider au relèvement de l'industrie du sucre.

La prise en charge était de 6 kilogs en 1887 et suivant

une progression, elle passait à 7 kilogs en 1890, c'est-à-dire que les fabricants de sucre devaient payer par 100 kilogs de betteraves entrées en fabrique les droits afférents à 6 kilogs de sucre.

Les excédents de rendement étaient assimilables à du sucre libéré d'impôt.

Pendant les trois campagnes 1884-1885-1886, les fabricants qui n'optaient pas pour l'abonnement, bénéficiaient d'un déchet de 8 0/0 sur le montant de leur fabrication, et à partir du 1^{er} septembre 1887, toutes les fabriques devaient être soumises à l'abonnement.

Les effets de cette loi furent rapides ; les fabricants obligèrent les cultivateurs à améliorer leur culture de betteraves, ils avaient fixé un minimum de densité et chaque dixième de degré en sus de ce minimum devait donner lieu à un prix supplémentaire.

Les fabricants de sucre travaillant une matière première supérieure en qualité purent perfectionner leurs méthodes de travail, mais si la fabrication jouit à cette époque d'une situation privilégiée, le consommateur fut sacrifié.

Les besoins du Trésor ne permettaient point une moins-value dans l'impôt des sucres, et la perte qu'il faisait du fait de l'abandon des droits d'accise sur une partie de la production, amena le gouvernement à porter ces droits de 40 à 50 francs les 100 kilogs.

Malgré cela, les résultats de l'exercice budgétaire mirent en évidence un déficit de 23 millions de francs envi-

ron sur l'évaluation de la commission du budget, et le 27 mai 1887 une loi établit une surtaxe temporaire de 20 0/0 sur les sucres imposables de toute origine et une taxe spéciale équivalente de 10 francs pour 100 kilogs de raffiné sur les sucres exempts de droits à titre d'excédents de rendement ou de déchets de fabrication.

La loi du 4 juillet 1887 augmenta le taux de rendement, et l'on porta à 7 kilogs pour la campagne de 1887 à 1888 ; 7 kil. 25 pour la campagne 1888-1889 ; 7 kil. 50 pour celle de 1889-1890 ; 7 kil. 75 pour celle de 1890-1891. Les fabricants de sucre avaient encore un avantage, car le rendement réel s'élevait à 10 kil. 5.

On cherchait ainsi à remédier aux défauts de cette loi de 1884, qui était une réglementation de circonstance, mauvaise en elle-même, mais ce mal était un mal nécessaire pour lutter contre la concurrence étrangère et permettre à la sucrerie française de résister.

Les intérêts du Trésor étaient sérieusement menacés par les primes accordées qui atteignaient en 1887-1888 la somme de 69 millions.

Le Parlement pour parer à ce déficit vota, le 24 juillet 1888, une loi qui ramenait le droit sur le sucre de 50 à 40 francs et une surtaxe de 50 0/0 c'est-à-dire de 20 francs sur tous les sucres imposables.

Le tarif était donc fixé à 60 francs les 100 kilogs, et comme tous les sucres étaient imposables sans distinction, les excédents complémentaires furent portés à la taxe de 30 francs par 100 kilogs.

La campagne de 1890-1891 fut défavorable aux agriculteurs comme aux fabricants de sucre, et ceux-ci demandèrent au gouvernement de leur consentir un abaissement de la prise en charge. Le cabinet ne voulut point faire une nouvelle loi de circonstance et chercha une combinaison qui devait dans l'avenir atténuer pour la culture et la fabrique de sucre les pertes résultant d'une mauvaise récolte, tout en assurant le Trésor contre le cas de rendement extraordinaire. La loi du 29 juin 1891 décide que la moitié des excédents réalisés au delà de 10 kil. 5 pour 100 deviendrait passible du droit plein et maintint la prise en charge à 7 kil. 75.

La sucrerie traversait à cette époque une ère de grande prospérité, l'augmentation des salaires en France avait augmenté les besoins de bien-être et la consommation du sucre en avait profité, malgré les droits considérables d'accise, et le commerce des sucres d'exportation augmentait sans cesse. L'Allemagne et l'Autriche atteintes dans leurs intérêts entamèrent la lutte contre cette concurrence, et à cet effet elles renforcèrent leurs primes d'exportation. L'effet de cette prime supplémentaire accordée aux exportateurs allemands et autrichiens fut de produire une baisse à peu près égale à cette prime sur le marché universel, c'est-à-dire à Londres comme à Paris, et le résultat fut pour l'industriel comme pour le producteur de betterave l'impossibilité de lutter contre leurs concurrents.

Le gouvernement français par une loi datée du 26 juil.

let 1896 éleva à 10 fr. 50 la surtaxe sur les sucres étrangers et accorda par la loi du 7 avril 1897 à nos sucres une prime d'exportation théoriquement de 3 fr. 50 à 4 fr. 50 par 100 kilogs de raffinés qui variait, suivant les ressources produites par la taxation, de 1 franc par sac de sucre brut et de 1 franc par sac de raffiné. Cette prime diminuait avec l'accroissement de l'exportation et la diminution de la fabrication.

La loi venait encore une fois au secours de la sucrerie, et protégeait ainsi le producteur et en même temps le consommateur qui, après quelques années où il aurait payé le sucre meilleur marché, se serait vu dicter les prix par les monopoles étrangers.

La valeur du sucre à Londres diminuée de la prime d'exportation formait le cours mondial du prix du sucre. Mais chaque fabricant de sucre devait songer à augmenter sa production pour s'assurer le plus grand bénéfice. La demande de matière première c'est-à-dire de betterave eut comme résultat de faire hausser le prix de celle-ci ; une partie du bénéfice alla donc de ce fait aux cultivateurs. Chaque nation ayant encouragé au moyen de primes, l'exportation de ses produits, on produisit une quantité de sucre trop considérable pour pouvoir être consommée en Angleterre ou dans les rares pays, qui à l'abri des barrières douanières ne protégeaient pas leur industrie sucrière. Ce sucre qui n'avait pas été exporté restait dans le pays et amenait à l'intérieur une baisse correspondante à la baisse des marchés extérieurs.

L'Allemagne avait divisé en trois classes les sucres destinés à l'exportation et chacune des classes bénéficiait d'une prime fixe spéciale qui pour la classe A (sucres bruts) jouissait d'une prime de 1 m. 25 ; pour la classe B (raffinés) 1 m. 65 ; pour la classe C (sucres cristallisés blancs) 1 m. 35.

L'Autriche donnait à la première classe une prime d'exportation de 1 fl. 50, à la seconde 1 fl. 60 et à la troisième 2 fl. 30. Les fabriques de sucre allemandes et autrichiennes avaient encore l'avantage sur les fabriques françaises de payer des impôts moins lourds, une main-d'œuvre moins chère de 40 0/0, le prix de la betterave et le prix de revient du sucre étaient donc moins élevés qu'en France. Il faut ajouter qu'à tous ces avantages, les chemins de fer favorisaient l'exportation des sucres au moyen de tarifs réduits.

Aussi l'exportation allemande des sucres passait de 53.944 tonnes en 1875 à 1.044.000 en 1895 et l'exportation autrichienne de 105.241 tonnes était passée en 1895 à 452.531, alors que cette même année la France n'exportait que 213.274 tonnes de sucre. Cette guerre de tarifs et ces réglementations de combat avaient le grand inconvénient de surexciter outre mesure la production du sucre et la culture de la betterave et obligeait à de lourds sacrifices les consommateurs et le Trésor des pays qui accordaient des primes.

On pouvait penser que cette situation ne pourrait se perpétuer et la loi du 7 avril 1897 prévoyait le cas où les

nations concurrentes abaisseraient ou supprimeraient leurs primes et dans cette alternative, les primes françaises devaient être l'objet de mesures similaires. Nos exportations qui de 1888 à 1897 avaient été en moyenne de 243.000 tonnes par année s'élevèrent avec rapidité et la première application de la loi débarrassa le marché des stocks qui l'alourdissaient.

Dès 1897, 462.000 tonnes prirent le chemin de l'étranger ; en 1899, 370.000 tonnes ; en 1900, 567.000 ; en 1901, 640.000 tonnes.

Cette exportation avait pour principal débouché le Royaume-Uni. Celui-ci profitait du bas prix auquel les sucres européens étaient vendus, bas prix d'ailleurs factice et qui ne résultait pas du cours des divers marchés continentaux, à cause des primes d'exportation qui permettaient de réduire le prix des sucres exportés.

Mais le gouvernement anglais voyait avec inquiétude ses sucres coloniaux ne pouvoir lutter contre la concurrence et sous l'action des plaintes de ses colonies, elle menaça de frapper d'une taxe compensatrice correspondant à l'importance des primes, les sucres européens importés.

Joe Chamberlain voulait réunir d'un lien moins lâche les différents pays qui composent l'empire de la Grande-Bretagne et enchaîner plus étroitement les colonies à la métropole, il lui fallait donc protéger les colonies productrices de sucre.

En 1889, il frappa tous les sucres importés en Angleterre d'un droit d'entrée égal au montant des primes dont

profitaient ces sucres dans leur pays d'origine. Mais il était difficile à l'administration anglaise de connaître exactement le montant des primes dans chaque pays et le parti libéral anglais faisait à ces mesures une opposition systématique.

D'autre part, tous les Etats producteurs de sucre voyaient avec inquiétude ce système de primes conduire par l'excès des surenchères successives à grever le budget et à surexciter la production du sucre de betterave, production qui, dépassant toute limite, devait arriver à excéder les besoins et par conséquent amener un avilissement fatal des prix. Tous les gouvernements étaient donc d'accord pour chercher un remède à cet état de choses et la convention de Bruxelles, après bien des pourparlers, réunit les adhésions de toutes les nations productrices de sucre à cette époque, sauf la Russie, le 5 mars 1902.

Cette convention qui peut se résumer en deux dispositions : 1° l'engagement de supprimer partout où ils ont été établis, les avantages directs et indirects accordés à la production et à l'exportation des sucres et de n'en plus établir ultérieurement ;

2° L'engagement de frapper d'un droit compensateur ou de prohibition absolue les sucres provenant des pays qui accorderaient des primes à ces sucres.

Sans toucher à la législation intérieure des Etats contractants, la convention visait à supprimer ou tout au moins à limiter les conséquences des cartels et cherchait

ce résultat dans la limitation de la surtaxe, c'est-à-dire l'écart qui existait entre le taux des droits auxquels sont soumis les sucres étrangers et les droits que doivent acquitter les sucres nationaux. Ces surtaxes de douane étaient fixées à 6 francs par 100 kilogs.

Il est toutefois utile de faire remarquer que le tarif douanier de 6 francs imposé par la Convention internationale de Bruxelles aux hautes parties contractantes, n'est que provisoire et que l'Allemagne comme l'Autriche ont conservé leur ancien tarif de douane, suspendant seulement son exécution.

En France au contraire le droit de 6 francs est établi par une loi douanière, de sorte que dans le cas de rupture de la Convention, les anciens tarifs allemands et autrichiens reprendraient immédiatement, au lieu qu'il s'écoulerait nécessairement un certain temps avant la rectification de l'article de notre tarif concernant les sucres. Cette situation constitue donc un danger pour notre industrie, car le lendemain de la rupture de la Convention de Bruxelles, on peut prévoir qu'aussitôt les sucres allemands et autrichiens viendraient en France et constitueraient des réserves importantes qui seraient une grande gêne pour notre industrie.

Aussi, serait-il sage de prévoir dans la révision actuelle de notre tarif douanier un droit de douane élevé sur les sucres étrangers, droit qui serait une arme de défense éventuelle, mais nécessaire.

La Convention de Bruxelles reconnaissant que sur cer-

tains points l'industrie sucrière française était en infériorité vis-à-vis des autres nations concurrentes, a reconnu que les détaxes de distance ne constituaient nullement une prime pour les sucres qui en bénéficiaient.

La lutte entre le sucre de canne et le sucre de betterave a laissé en effet actuellement des traces dans notre législation, et parmi celles-ci on peut citer le système des détaxes de distance.

Les producteurs coloniaux, en effet, se plaignaient de n'être pas dans une situation égale à celle des fabricants de sucre indigène ; car, disaient-ils, pour arriver en France, nos sucres sont obligés de subir des frais de transport considérables.

Afin d'aider la production coloniale, une prime de 2 fr. 25 pour les colonies de l'Atlantique et de 2 fr. 50 pour les autres colonies, fut allouée à ces sucres, et la loi du 28 janvier 1903 dispose que les détaxes allouées seraient égales au montant effectif des frais de transport sans qu'elles puissent dépasser le chiffre indiqué par la loi du 7 avril 1897.

Cette détaxe de distance ne doit point être confondue avec la détaxe accordée aux sucres indigènes qui vont se faire travailler dans les raffineries des ports ; tandis que l'une a été accordée pour protéger les cultivateurs coloniaux, la seconde a été créée pour protéger les raffineries des ports.

« Si en effet, dit M. Desbief, président de la chambre de commerce de Marseille, dans la séance du 14 mai

1907, on veut bien considérer d'une part que le prix du sucre brut est sensiblement le même sur les marchés mondiaux, et que les raffineries de Marseille, par exemple, obligées de subir les cours du marché de Paris, auraient à ajouter à leur prix d'achat la somme de deux francs de transport par 100 kilogs de sucre brut qui entretrait dans leurs usines, tandis que les raffineries de Paris, Anvers ou Hambourg qui peuvent s'approvisionner sur place seraient exonérées de ces frais ; et, d'autre part, que le coût du fret par Oran ou Bassorah ou autres pays d'exportation n'est pas plus élevé pour les sucres embarqués à Hambourg, à Anvers ou dans les autres ports du nord de la France que pour ceux chargés à Marseille, il sera facile de se rendre compte que la suppression des détaxes de distance mettrait les raffineries de Marseille en état d'infériorité manifeste vis-à-vis des raffineries de Paris en ce qui concerne l'exportation. » Les raffineries des ports éloignés des centres de production auraient donc lutté difficilement contre la concurrence des raffineries de l'intérieur sans l'aide du système de la détaxe de distance, et on pouvait craindre que les grosses raffineries de l'intérieur réunies par une entente n'imposent leurs lois à la fabrique de sucre, après avoir écrasé leurs concurrents des ports et aient ainsi amené une baisse des prix du sucre brut sans que le consommateur bénéficie de cette baisse.

« La détaxe de distance des sucres indigènes est allouée :

« 1^o Aux sucres bruts indigènes provenant des fabriques de la métropole expédiés des ports français de la mer du Nord et de la Manche à destination des ports français de l'Atlantique et de la Méditerranée, pour être mis en œuvre dans les raffineries établies dans ces ports en vue de l'exportation, et à la condition que ces sucres soient expédiés sous le régime du cabotage du port français au port français de destination (art. 3 de la loi du 7 avril 1897) ;

« 2^o Aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole expédiés par voie de fer, dans les raffineries des ports de l'Atlantique ou de la Méditerranée, pour être mis en œuvre dans ces établissements en vue de l'exportation, à la condition que la fabrique expéditrice soit située à 250 kilomètres au moins du port où se trouve la raffinerie destinataire ; la distance est déterminée d'après le parcours réel à effectuer par la voie la plus directe (même article 3) ;

« 3^o Aux sucres bruts provenant des fabriques de la métropole expédiés par voie ferrée ou canaux dans les raffineries de l'intérieur, pour y être mis en œuvre en vue de l'exportation sous la condition que la distance entre la fabrique expéditrice et la raffinerie destinataire soit de plus de 300 kilomètres en ligne droite (même article 3). »

Cette détaxe de distance profitait aux sucres indigènes et favorisait leur exportation par les raffineries des ports.

Celles-ci, en effet, auraient utilisé surtout les sucres étrangers admis temporairement, tandis que le système

des détaxes de distance uni à la mesure qui consiste à regarder le sucre indigène en fabrique ou en entrepôt comme admis temporairement, c'est-à-dire non sujet au paiement de l'impôt, favorisent l'emploi du sucre de betterave national par les sucreries des ports qui sont surtout exportatrices.

Le tableau suivant nous montre les quantités de sucre admis temporairement dans ces trois dernières années :

	1907	1906	1905
Colonies françaises. . .	61.240.256	57.995.713	39.318.618
Etranger.	2.786	8.785	8.707
Sucres indigènes. . . .	46.707.962	72.638.795	79.081.240

Ce tableau nous montre que les raffineurs de sucre s'adressent de moins en moins aux fabricants de sucre de betterave, et ce fait tient en partie aux entraves que l'administration des contributions indirectes met sans cesse à l'action des détaxes de distance.

Le ministre des finances cherche en effet à supprimer ou tout au moins à restreindre le plus possible les charges imposées au Trésor par l'allocation des détaxes de distance.

N'ayant pu obtenir du Parlement la suppression de cette mesure, dans une lettre circulaire du 6 novembre 1897, n° 3.732, le ministre indique que les détaxes de distance dont bénéficient les sucres indigènes, doivent être calculées dans la limite du maximum de 2 francs par 100 kilogs à raison du montant effectif des frais de transport.

La question s'est élevée, ajoute cette lettre, de savoir si dans le cas où ils ont déjà séjourné dans l'entrepôt avant d'entrer en raffinerie, les sucres peuvent bénéficier des dispositions de l'article 3 de la loi du 7 avril 1897. L'affirmative a été admise par ce motif que, dans l'espèce, l'entrepôt doit être considéré comme le prolongement, l'annexe en quelque sorte de la fabrique. Mais pour que cette fiction soit valable, il faut que le produit entreposé reste la propriété du producteur ou du raffineur qui en est devenu l'acquéreur immédiat.

Cette restriction apportée à la liquidation de la détaxe montre les entraves mises par le service des contributions indirectes.

La loi du 7 avril 1897 dit : les sucres doivent être dirigés avec acquit-à-caution de mutation d'entrepôt sur la douane de destination où seront souscrites les obligations d'admission temporaire, obligations qui doivent être apurées par l'application de certificats d'exportation dans les conditions déterminées par la législation actuelle.

La loi identifiait donc l'apurement des obligations des détaxes de distance et l'apurement des obligations d'admission temporaire.

Or, une lettre circulaire du 31 mai 1864, commentant une loi du 7 mai de la même année, avait formellement consacré pour les sucres le système de l'équivalent.

L'apurement des obligations d'admission temporaire se fait, en effet, soit à l'identique, soit à l'équivalent. Dans le système « à l'identique » les produits présentés

à l'exportation doivent provenir de la matière première même qui a fait l'objet de l'obligation, mais en fait on est obligé d'apporter à ce principe de larges tolérances. Les produits sont en effet transformés et l'application stricte de ce principe obligerait l'administration à suivre cette marchandise dans toutes ses transformations.

Dans le système « à l'équivalent » le soumissionnaire s'engage uniquement à justifier de l'exportation d'une quantité de produits fabriqués correspondant à la même quantité de matières brutes soumissionnées. Le soumissionnaire n'est pas tenu d'exporter lui-même, il peut livrer à la consommation intérieure et s'entendre avec un autre industriel exportateur et non soumissionnaire pour lui acheter le certificat de douane constatant son exportation.

Au point de vue de l'économie générale du pays, le résultat est le même quelque soit l'exportateur.

Dans ces conditions, le certificat d'exportation était devenu un titre négociable transmissible par endossement.

Or, l'article 50 de la loi budgétaire de 1909 veut soumettre les raffineries, pour l'apurement des certificats d'exportation, à la règle de « l'identique ».

Dans l'exposé des motifs, le rapporteur fait remarquer « que les raffineries de Marseille, et surtout de Nantes et de Bordeaux, ont bénéficié de la détaxe sur des quantités très supérieures aux quantités importées ».

Les raffineurs des ports achètent, en effet, des certifi-

cats d'exportation sur le marché de Paris, et une partie des sucres ayant bénéficié de la détaxe est livrée à la consommation intérieure.

On peut répondre à cela qu'il est indifférent que ces sucres soient sortis par tel ou tel point du territoire, l'essentiel est que la quantité accusée comme ayant été exportée, l'ait été réellement. D'ailleurs les exportateurs parisiens font entrer dans leur prix la déduction des sommes que représentent ces certificats d'exportation ; et on peut regretter cette tendance de l'administration des finances de vouloir faire disparaître le bénéfice des détaxes de distance, seul avantage qui nous ait été laissé par la Convention internationale de 1902 et qui est la contrepartie des avantages que font sur leurs chemins de fer les États allemand et autrichien.

Cette convention de Bruxelles n'est d'ailleurs nullement parfaite.

Certains États producteurs de sucre, en effet, avaient refusé de signer cette convention, et parmi ceux-ci on peut citer la Russie qui affirmait son droit de ne point toucher à sa législation intérieure.

Il est vrai que ses sucres primés se trouvaient pénalisés à leur entrée en Angleterre, mais dans l'empire anglais lui-même certaines colonies produisaient le sucre et on ne peut résoudre cette question complexe.

L'Angleterre avait déclaré, en effet, qu'aucune prime directe ou indirecte ne serait accordée aux colonies de la Couronne, mais dans l'Empire sont un certain nom-

bre de colonies autonomes au nom desquelles l'Angleterre n'entendait prendre aucun engagement.

« Le gouvernement anglais, dit M. Souchon, n'est pas maître de sa législation intérieure. Il pouvait, ce qu'il a fait, s'engager à leur soumettre la Convention, il ne pouvait pas aller plus loin ou, plus exactement, s'il voulait exercer quelque pression sur ses possessions quasi-indépendantes, il devait promettre de les soumettre elles aussi au régime des droits compensateurs pour le cas où elles se créeraient des primes. C'est ce qu'à plusieurs reprises ont demandé les représentants des Etats continentaux. Ils se sont heurtés à une résolution inébranlable, l'Angleterre n'entend pas menacer ses propres colonies d'une guerre de tarifs sucriers. Plutôt que d'y consentir, c'est avec l'Europe elle-même qu'elle eût préféré la rupture. »

Les colonies anglaises, par leur législation intérieure, ne profitèrent pas de ces avantages et ne primèrent point leurs sucres, mais il leur est toujours possible de prendre cette initiative. Le consommateur anglais protesta contre les décisions du gouvernement qui avaient fait hausser en Grande-Bretagne le prix du sucre.

La Convention devant expirer au mois de septembre 1908, l'Angleterre prit donc l'initiative du renouvellement dès le mois de juin 1907, en faisant toutefois connaître son intention de n'y adhérer de nouveau que si on l'autorisait à recevoir sans prévalisation d'aucune sorte les sucres provenant de l'étranger, alors même que ces sucres avaient bénéficié des primes dans leur pays de

production. La situation se présentait donc avec gravité. La Russie, en effet, n'avait pas signé la Convention et aurait pu concurrencer victorieusement toutes les nations sucrières adhérentes, nations qui alimentaient le marché des sucres de Londres.

Les trois grandes nations productrices de sucre de betterave, l'Allemagne, l'Autriche et la France, firent donc leurs efforts pour amener la Russie à adhérer à la Convention, et ceux-ci furent couronnés de succès. Le renouvellement de la Convention faite pour cinq ans rend l'accès des marchés anglais aux sucres primés russes, avec cette restriction que la Russie s'est obligée à réduire à un million de tonnes, son exportation de sucre pour la période du 1^{er} septembre 1907 au 1^{er} septembre 1913.

D'un autre côté le gouvernement anglais usant de la faculté que lui donnait la modification apportée à la Convention de Bruxelles, levait à partir du 1^{er} septembre 1908 la prohibition qui frappait les sucres provenant du Danemark, de la Russie, de l'Espagne et de la République Argentine.

Donc dans le cas où des producteurs de sucre voudront importer en Angleterre du sucre destiné à être réexporté dans un des Etats signataires de la Convention de Bruxelles, ils devront se munir d'un certificat d'origine permettant aux autorités douanières de délivrer à l'exportation les certificats nécessaires pour leur assurer l'entrée au tarif minimum sur le territoire de ces Etats.

Nous avons pu voir que les fabriques de sucre étaient toujours tenues en lisière par les gouvernements dont le souci constant était de concilier les intérêts du Trésor, les intérêts des planteurs de cannes, des cultivateurs de betteraves, des raffineurs et même de la marine marchande ; le plus souvent les consommateurs payaient les frais de cette protection.

Les gouvernements maintenant ont manifesté leur volonté de laisser à la libre concurrence le soin de perfectionner l'outillage pour diminuer les frais d'exploitation, tout en augmentant les bénéfices et le soin de chercher les débouchés.

Or un des premiers moyens pour créer des débouchés est d'augmenter la consommation intérieure. Dans ce but il semble rationnel de supprimer ou tout au moins de réduire les droits de consommation du sucre. Déjà en France ceux-ci ont été réduits à 25 francs, auxquels il faut ajouter une taxe de raffinage de 2 francs.

Le premier remède, pour parer à la crise que traverse l'industrie du sucre, est l'abaissement de la taxe de consommation. Actuellement, cette taxe est sensiblement égale au prix du sucre, le consommateur doit donc ou doubler sa dépense, ou restreindre de moitié sa consommation de sucre.

S'il est juste d'admettre le principe de l'impôt somptuaire, impôt frappant les produits de luxe, le sucre ne doit point être compris dans cette catégorie et on peut rappeler le discours du ministre des finances du 18 janvier 1872 :

« Notre système a été de ne mettre aucun droit sur l'alimentation de l'homme, de faire en sorte qu'il se procure les choses indispensables à sa nourriture, le pain, la viande, le sel sans aucune augmentation du fait de l'impôt.

« Toutes les fois que nous nous sommes trouvés en présence d'un impôt de capitation frappant autant l'homme pauvre que l'homme riche dans ses besoins essentiels, indispensables, nous l'avons rejeté. »

Or le sucre doit être regardé comme aliment de première nécessité et sa consommation ne doit point être imposée. Le sucre entrera alors dans l'alimentation générale au même titre que le pain et le vin, car il est d'un prix de vente sensiblement égal et jouit d'un pouvoir nutritif supérieur.

INFLUENCE
DES RÉGLEMENTATIONS COMMERCIALES
SUR LA
PRODUCTION ET LA CONSOMMATION DU SUCRE

Le sucre brut le plus souvent n'entre pas directement dans la consommation, il passe par plusieurs intermédiaires avant d'arriver à celle-ci, le commerçant en gros, le raffineur qui le transforme et enfin le commerçant de détail.

Le fabricant de sucre ne peut en effet que travailler la betterave fraîche, et en quelques semaines, il produit tout le sucre destiné à être consommé pendant l'année entière ; il ne peut donc écouler dans la consommation directe tous ses produits en un laps de temps aussi court.

D'un autre côté il est obligé rapidement de faire face à ses différents frais de fabrication, il doit payer les matières premières qu'il a achetées, c'est-à-dire principalement les betteraves et la main-d'œuvre occupée.

Il est donc amené à chercher à se procurer les fonds nécessaires, et il s'adresse ordinairement à des intermédiaires, des négociants ou des raffineurs qui achètent de grosses quantités de sucre à l'avance. Or, une des caractéristiques du marché des sucres de Paris est que quelles

que soient les quantités offertes sur le marché, celles-ci ont jusqu'à présent toujours trouvé preneur, sans donner lieu dans les cas ordinaires à des variations très considérables des cours. Le vendeur en effet trouve toujours une contre-partie soit pour les ventes en disponible, soit pour les ventes à livrer et ce fait tient à la garantie de qualité que présente le sucre admis au marché de Paris.

Non seulement, en effet, se présentent comme acheteurs les négociants en sucre et les raffineurs qui veulent ou acheter le sucre pour le livrer à la consommation, ou spéculer sur les cours, mais encore les capitalistes trouvent dans l'achat et la revente des sucres un moyen de placer leur argent à court terme et de lui faire produire un intérêt rémunérateur. Cette opération s'appelle faire des reports.

L'uniformité et la stabilité de la qualité du sucre n° 3 permettent aux capitalistes cette opération qui leur donne toute sécurité.

Normalement le sucre doit voir s'ajouter chaque mois à sa valeur intrinsèque une somme qui représente l'intérêt de l'argent et les frais de magasinage, c'est ce qui explique la plus-value de la marchandise sur les termes éloignés. Cette opération est d'ailleurs sans risque jusqu'à la fin de la campagne, mais cette garantie de sucre filiable se perd à la fin de la campagne.

Les ventes dans les bourses de sucre obéissent aux préceptes qui règlent les rapports commerciaux en général, c'est-à-dire : la claire détermination des marchandises

et leur individualisation quant à leur espèce et leur quantité.

Le règlement du marché de Paris indique que les livraisons doivent être faites par lots de 100 sacs de 101 kilogs bruts facturés pour 100 kilogs nets et les échantillons du type commercial de sucre blanc dit « sucre blanc n° 3 du marché de Paris », sont déposés à la chambre syndicale du commerce des sucres.

Un moyen de vente assez répandu et spécial au commerce des sucres est celui de la « vente des prix à faire ».

Un fabricant livre toute sa production immédiatement à un négociant, mais se réserve le droit d'arrêter son prix, non d'après le cours actuel des sucres au moment de la vente, mais d'après un cours prochain dont il a le choix.

Le fabricant est payé immédiatement d'après le cours actuel qui est considéré comme provisoire, mais il doit donner ristourne des intérêts des sommes déboursées et doit rendre les frais représentant les frais d'entrepôt entre le moment de la vente et celui de la fixation du prix, frais souvent fixés à 0 fr. 20 par mois au moment de la conclusion du marché. En cas de baisse, il devrait rendre la différence.

Cette opération présente l'avantage pour le fabricant de lui permettre de toucher la valeur totale de sa marchandise le jour de sa livraison, tout en lui laissant la faculté de profiter de la hausse qu'il peut escompter. Il est vrai toutefois que ce mode de vente permet à la

contre-partie propriétaire des sucres de peser sur le marché et d'empêcher ainsi la hausse que le vendeur espère.

« La vente à livrer » ne présente pas ces inconvénients ; elle permet en effet d'arrêter définitivement les prix et les quantités d'une marchandise tout en échelonnant la livraison pour satisfaire aux présomptions des besoins.

Ce mode de transaction permet aux fabricants qui achètent la matière première, c'est-à-dire la betterave d'où ils tirent le sucre, achat fait avant les ensemencements, de se couvrir de leur approvisionnement par des ventes représentant le sucre qu'ils doivent en extraire.

L'industriel qui achète la betterave suivant sa valeur saccharifère à un certain prix de base, peut évaluer avec quelque exactitude le prix de revient de sa marchandise.

Lorsqu'il juge que le cours du sucre et le prix de revient de sa marchandise laissent une marge qui constitue un bénéfice suffisant, il conclut le marché à ce prix.

Dans le cas même où le cours du sucre ne couvre pas le prix de revient de la marchandise, il est parfois de bonne administration de conclure le marché à un prix désavantageux pour se couvrir de pertes plus grandes.

Cette circonstance se présente lorsque les cultivateurs, découragés par les bas prix antérieurs, abandonnent la culture de la betterave, ou lorsque les distilleries d'alcool font une trop grande concurrence à la sucrerie dans l'approvisionnement des betteraves.

Le fabricant de sucre, dans ces cas, est obligé, pour

assurer le travail de son usine, d'acheter cher la matière première sans que le produit fabriqué couvre le prix d'achat auquel sont ajoutés les divers frais de fabrication.

Dans ce cas de vente à perte, cette vente est une assurance contre une perte plus grande, transaction qui se présente, lorsque les cours ont une tendance à la baisse.

Lorsque le sucre vendu à livrer est entre les mains de l'acheteur, celui-ci, s'il est négociant, l'utilise comme couverture d'une vente qu'il doit avoir faite à une autre personne.

Ce dernier acheteur lui-même a pu répéter cette opération, et le même lot de sucre passe ainsi de mains en mains pour couvrir un certain nombre d'achats et de ventes avant d'arriver au dernier acheteur qui est un capitaliste envoyant ce sucre en magasin ou un raffineur envoyant ce sucre à la chaudière pour le faire entrer immédiatement dans la consommation.

Ces reventes successives qui font passer la chose vendue à plusieurs contractants successifs constituent des filières dont l'utilité a assuré la validité juridique. La neuvième chambre de la Cour d'appel, dans un récent arrêt, vient de définir ainsi les filières : « Considérant que la filière constitue un ordre de livraison transmissible par voie d'endossement, en conséquence un mode d'exécution de la vente à livrer, réalisée sur le marché, mode d'exécution obligatoire entre adhérents au marché qui permet l'exécution par une seule livraison de différents contrats de vente. »

Mais cette multiplicité d'opérations successives, afin de pouvoir être suivie, soit pendant son cours, soit à sa terminaison, demandait l'adoption d'un moyen apte à faire disparaître toute équivoque, et on a fixé les règles suivantes.

Le premier vendeur délivre à son acheteur direct un ordre de livraison ; celui-ci est endossé en faveur et à l'ordre de l'acheteur suivant qui le transmet à son tour à celui à qui il l'a vendu. Au moment de l'exécution du marché, cet ordre de livraison fait retour en arrière, et revient à celui qui doit l'exécuter.

L'échange des factures fait ainsi arriver aux mains du livreur celle du dernier vendeur, et le premier vendeur connaît de cette manière le réceptionnaire qui sera son seul et réel débiteur.

C'est le dernier acheteur, quel que soit le nombre des membres de la filière, qui procède à l'enlèvement des marchandises et en doit le prix.

Pratiquement, pour simplifier les opérations, les liquidateurs procèdent eux-mêmes à la liquidation des filières, la facture du premier vendeur est remise à son acheteur direct, celui-ci remet la sienne en échange à son propre acheteur, et de proche en proche, on arrive au dernier qui possède la facture payante en échange de laquelle le réceptionnaire compte le prix et prend livraison de la marchandise.

La position de chaque contractant est ainsi réglée vis-à-vis de son vendeur et de son acheteur, et cette opération consiste uniquement en virements d'écriture.

Le livreur a d'ailleurs, en tout état de cause, une action directe, tant contre son acheteur que contre le réceptionnaire de la marchandise. Il a, en effet, droit à recevoir le prix de la marchandise au moment de sa livraison.

La délivrance crée entre eux un lien de droit qui engendre une obligation. Afin de donner le maximum de garantie aux porteurs de filières, le règlement syndical indique que celles-ci ne peuvent circuler que par l'intermédiaire du liquidateur agréé par la chambre syndicale. Les filières doivent en outre porter l'indication de l'entrepôt où le sucre a été déposé, le numéro d'ordre du lot de sucre et le visa de l'entrepôt avec le timbre de la chambre syndicale et celui du liquidateur.

Pratiquement donc, une seule fois la somme entière est payée entre les deux négociateurs extrêmes, le premier vendeur et le dernier acheteur ; pour les autres négociations intermédiaires, l'opération se réduit au payement des différences, mais cette solidarité entre les acheteurs intermédiaires a nécessité la création d'un règlement entre les négociants, car la faillite ou la mauvaise foi d'un seul peut avoir des répercussions sur tous les autres.

Aussi les règlements du marché de Paris, imposent-ils certaines conditions aux négociants avant de les admettre au marché des sucres, et la Chambre syndicale du commerce des sucres n'admet les commerçants à la Bourse qu'après examen.

Pour faire partie du marché, il faut être domicilié et patenté à Paris, dit le règlement, être inscrit sur la liste

des adhérents au marché des sucres de Paris et avoir droit d'entrée dans les locaux du syndicat.

Dans son article 7, il déclare que nul ne pourra émettre de filières, ni en endosser, ni en arrêter s'il ne remplit pas ces conditions. D'ailleurs ce règlement est si rigoureusement suivi que les intérêts de chacun sont respectés, et on peut affirmer que ce ne sont pas les quelques exemples de défaillance aux engagements pris qui peuvent donner un mauvais renom à un rouage dont l'ensemble rend de grands services aux producteurs comme aux consommateurs.

Le règlement s'occupe également de l'objet des transactions afin d'éviter de ce chef les contestations.

Le sucre qui fait l'objet des conventions au marché de Paris est le sucre blanc, homogène, cristallisé de betterave. Les conventions ne peuvent porter que sur les sucres arbitrables, c'est-à-dire sur les types du marché de Paris, le n° 3 et le n° 2.

De plus l'article 3 du règlement indique que les livraisons se font par lots de 100 sacs de sucre du premier au dernier jour du mois.

Le type de sucre objet des conventions est, comme nous l'avons déjà dit, uniforme et invariable, et afin d'assurer à ce point de vue la sécurité des transactions, le syndicat des sucres a créé une commission d'arbitrage chargée d'apprécier la qualité du sucre livrée à l'acheteur lorsque celui-ci met en doute sa qualité.

Le commerce des sucres est non seulement soumis

aux règlements corporatifs dont nous venons de parler, mais encore est l'objet de réglementations par des lois et des décrets.

Une loi du 13 juin 1866 a en effet institué une commission d'usages commerciaux et a organisé une commission de classement des sucres indigènes.

Cette commission, composée de délégués de chambres de commerce des régions où était établie à cette époque l'industrie de la fabrication et du raffinage du sucre de betteraves, se réunit pour étudier et classer les types de sucres et donner ainsi aux conventions commerciales une base officielle.

La chambre de commerce de Paris est chargée d'établir la confection de boîtes d'étalons destinés à être utilisés comme témoins en cas de contestations. D'ailleurs la chambre de commerce de Paris a délégué son pouvoir de constituer les types au syndicat des sucres de la Bourse du commerce, qui le transmet à la commission du ministère du commerce.

Cette commission joue actuellement un rôle restreint, car le sucre du marché de Paris est un sucre uniforme et homogène, nous ne saurions trop le répéter, dont le type a été arrêté par la chambre syndicale du marché des sucres. La commission de classement des sucres indigènes se borne donc à vérifier si les types mis sous enveloppe et cachetés l'année précédente n'ont pas varié, et elle rend officiels les types acceptés par le commerce et de ce fait est encore de quelque utilité. On peut cepen-

dant se demander si cette loi surannée ne gagnerait pas à être refondue et appropriée aux besoins actuels qui ont varié depuis 1866.

Toutes ces réglementations rendent de très grands services, mais il s'est produit parfois des contestations entre le Syndicat des sucres de la Bourse de Paris et les producteurs. Ceux-ci estimaient que l'examen des échantillons des sucres contestés n'étaient pas toujours l'objet d'une surveillance suffisamment attentive.

Pour obvier à cet inconvénient, on a admis la faculté pour le fabricant de faire passer une deuxième fois dans des conditions déterminées, le sucre ayant été refusé ou déclassé par la commission.

Il arrive, en effet, que bien qu'un sucre soit vendu comme d'une qualité correspondante au n° 3, il est déclassé par la commission d'arbitrage et classé comme étant d'une qualité correspondante au n° 2. Ce sucre, dans ce cas, répond encore à l'exécution de la convention passée, mais il subit une réfaction prévue par le règlement, de 0 fr. 25 par 100 kilos.

Au contraire, lorsque le sucre vendu comme n° 3 est bien reconnu par la commission comme conforme au type, mais que les sondages du lot présentent des échantillons qui, bien qu'étant tous du type n° 3, manquent d'homogénéité, ce sucre n'est pas déclassé, mais est déclaré impropre à la livraison.

Il est regrettable que ne puissent être l'objet de transactions les sucres n° 3, dont les parties du lot manquent

d'homogénéité, et que ne soit pas fixée d'avance la valeur de la dépréciation. Le sucre fabriqué pendant une campagne n'est, en effet, filierable que jusqu'au 1^{er} octobre suivant.

Ces sucres, à l'époque du commencement de la fabrication suivante, pèsent donc sur le marché ; destinés à la raffinerie puisqu'ils ne peuvent être l'objet d'aucune transaction par le moyen des filières, les sucres déclassés subissent une forte réduction de prix, car le raffineur, seul acheteur, en établit le cours sans subir aucune concurrence, dont l'effet serait avantageux pour le fabricant de sucre.

Les raffineurs sont peu nombreux et unis étroitement, de sorte qu'ils font subir à ces sucres une dépréciation arbitraire et souvent exagérée.

Les fabricants de sucre qui possèdent des lots non homogènes peuvent y apporter, il est vrai, un remède. Lorsque les sondages faits dans les entrepôts ou dans les fabriques ont montré le défaut d'un lot, le fabricant, pour échapper à la dépréciation de sa marchandise, peut le désensacher, le mélanger, puis le remettre en sac. Parfois certains agents des contributions, par une interprétation peu libérale des règlements, cherchent à entraver cette opération, mais dans certains entrepôts sont installés des appareils à l'effet de mélanger les lots non homogènes.

Les fabricants de sucre, tout en reconnaissant les grands services que rend l'organisation du marché de

Paris, se plaignent pourtant de n'être pas représentés suffisamment dans la commission qui réglemente le marché et de subir de ce fait la loi des négociants et des raffineurs souvent contraire à leurs intérêts.

Sur d'autres points de détail se présentent d'ailleurs des désaccords entre producteurs et intermédiaires, et nous pouvons en prendre un exemple dans le conflit récent survenu au sujet des toiles d'emballage des sacs.

Tous les membres du Syndicat du commerce des sucres avaient trouvé nécessaire de donner des garanties de solidité aux sacs contenant les sucres pour en assurer la manutention en toute sécurité, mais les fabricants de sucre demandaient qu'avant l'application de cette réglementation, il leur fût permis d'écouler les toiles qu'ils possédaient. Cette demande fut rejetée et le règlement du marché des sucres de Paris prescrivit qu'à partir du premier octobre 1907 : « Les sacs fussent solides, en toile neuve et serrée, munis d'une double couture avec rabat ; leur poids devait être de 850 grammes minimum et de 950 grammes maximum avant emplissage, tous les autres sacs devant être rejetés sous peine de refus de la marchandise.

Nous ne pensons pas utile de nous étendre dans cette étude sur les règlements qui régissent les transactions ayant pour objet les sucres roux titrant 88°, car nous n'avons pas le dessein de faire un traité sur la vente des sucres, mais uniquement de montrer l'influence des usages et des réglementations sur les transactions ayant les sucres pour objet.

Les sucres roux sont assujettis comme les sucres blancs à des conventions ayant des bases invariables, et nous aurons l'occasion, en parlant du commerce international, de montrer les effets de ces règlements sur la vente des sucres roux.

Si tous les pays, en effet, ne sont pas producteurs de sucre, partout les hommes en consomment. Ce produit donne donc lieu à des transactions soit pour l'importation, soit pour l'exportation, et dans chaque pays, les commerçants, les fabricants et les raffineurs ont établi des règlements corporatifs destinés à faciliter les transactions. Le commerce des sucres étant un commerce international, nous avons jugé bon de dire quelques mots des principales réglementations tout en espérant qu'un jour viendra où des règlements corporatifs internationaux unifieront toutes les législations particulières et faciliteront ainsi les transactions leur donnant des bases certaines et uniformes.

Angleterre. — En Angleterre, principal pays d'importation des sucres de betterave européens, ceux-ci se traitent sur les bases établies par le Beetroot Sugar Association en ce qui concerne les sucres bruts.

Ces sucres sont vendus par sacs de 100 kilos, poids net franco bord du port d'embarquement.

Le vendeur régulièrement doit payer la marchandise au comptant à Londres contre remise du connaissement avec un-escompte pour deux mois d'intérêt à 5 0/0 par an.

Mais l'usage anglais proscriit l'emploi de la lettre de

change, et dans ce pays les paiements sont faits exclusivement au moyen de chèques.

Les acheteurs anglais laissent le plus souvent, pour un paiement au comptant, écouler quelques jours avant d'envoyer un chèque pour se libérer de leur dette, et les exportateurs étrangers éprouvent de ce fait une légère perte due aux intérêts de cette somme.

Or, cette perte est beaucoup plus sensible pour les exportateurs allemands ou autrichiens de sucre que pour les exportateurs français. L'argent est, en effet, généralement plus cher à l'étranger qu'en France, de sorte que cette situation constitue un léger avantage pour nous et devrait encourager l'exportation.

Cet exemple indique quelle répercussion peuvent avoir sur les transactions d'une marchandise, les règlements et les usages du commerce.

Il est difficile d'établir la comparaison des cours entre les différents marchés de sucre, ces différences sont en effet souvent compensées par des conditions accessoires. C'est ainsi que, tandis que le sucre en Bourse de Paris est vendu par sac de 100 kilogs de sucre, devant peser 101 kilogs, les règlements anglais déduisent exactement le poids du sac contenant le sucre.

L'exportateur, acheteur de sucre français, bénéficie donc de la différence, minime il est vrai pour une unité, mais importante pour de grandes quantités, comme l'indiquent les tableaux que nous empruntons à un travail de M. J. Hélot, travail présenté à un Congrès sucrier,

alors que l'auteur était secrétaire général du syndicat des fabricants de sucre de France.

Ce travail montre que des sucres, qui paraissaient avoir été vendus en Angleterre à un prix inférieur aux sucres vendus en France, pouvaient se trouver avoir été vendus au même prix, ou à un prix inférieur, grâce à certaines compensations.

Sans doute il faut reconnaître que la recherche de ces prix compensés demande un travail méticuleux, mais les transactions seront simplifiées et n'exigeront pas un travail si attentif lorsque une réglementation internationale aura uniformisé tous les usages.

**Notes prises sur une livraison de sucres roux
faite en Angleterre en 1890.**

<i>En Angleterre.</i>		<i>En France.</i>	
Poids :	Kilos	Poids :	Kilos
Livré 2.500 sacs de sucres roux du poids brut de 101 kilos chacun, soit	252.750	Cette même livraison de 2.500 sacs pesant brut,	252.750
Chaque toile pesant 900 grammes, la taxe totale est	2.250	et net	250.500
Soit en sucre réel net	250.500	nous a été payée pour.	250.500
<i>Règlement.</i>		En Angleterre, nous l'avons été pour 2.500 sacs à 100 k. 387, soit.	
Nous avons été payés pour 4.934 (c. w. t.) quintaux de 50 k. 800 + 77 (lbs) livres de 0 k. 453, soit	250.682	Nous avons donc gagné	980
d'un poids net par sac de	100 k. 272	ou 387 grammes par sac.	
Il nous a été tenu en plus de 6 quintaux et		<i>Nota.</i> — Etant donné que la taxe anglaise est déduite pour 0 k. 907, alors qu'en France elle l'est pour 1 k. 100, puisque chaque sac expédié pèse 101 k. 100 et n'est payé que pour 100 k., le	

64 livres de balayures
aux $\frac{2}{3}$ du prix de
vente. Si nous voulons
déduire de ce poids de
balayures la poussière
qu'elle contenait et qui
la fait évaluer aux $\frac{2}{3}$
du prix de vente, nous
verrons que l'équiva-
lent en bon sucre serait
de 6 quintaux + 64 li-
vres, soit 333 kilos $\times 2$,
soit 288 kilos, ce qui
donne un supplément
par sac de 0 k.115

D'où il ressort que
le sac de sucre nous a
été payé pour 100 k.387

gain par sac serait donc au mi-
nimum de 0 k. 193.

Nous constatons par l'expédi-
tion ci-contre que le gain a été
de 0 k. 387, c'est-à-dire le dou-
ble ; cela peut s'expliquer par
l'humidité prise par le sucre pen-
dant son séjour sur l'eau, en
Angleterre le poids étant const-
taté à l'arrivée, tandis qu'en
France il l'est au départ.

Vente de sucres roux titrant 90°.

Conditions françaises.

Prix de base : 34 fr. 50 les 88° fabrique.

Analyse du lot 148.

Sucre cristallisable. . . .	95,45
» incristallisable. . .	$0,05 \times 2 = 0,10$
Cendres.	$0,93 \times 4 = 3,72$
Eau.	1,55
Inconnu.	2,02
	100,00

FACTURE.

Rendement brut 91°63.

Titrage brut 91° (puisque les fractions sont abandonnées).

Déch et 1,5 0/0, 1,365

Titrage net 89,635 à 34 fr. 50 les 88 3.499 fr. 05

A déduire :

Inconnu. . $2,02 \times 2 \times 0 \text{ fr. } 60 = 242 \text{ fr. } 40$

Escompte $\frac{1}{4}$ 0/0 8 » 15 275 fr. 55

Courtage 25 fr. 25 »

Nets 3.223 fr. 50

ou 32 fr. 235 par sac de 100 kil. 200, net de sucre, payés pour 100 kilos (puisque nous devons donner 0 kil. 100 de trait et 0 kil. 100 pour compléter le kilogramme du sac).

Ventes de sucres roux titrant 90°.

Conditions anglaises.

Prix de base : 34 fr. 60 les 88° franco bord Dunkerque.

Analyse du lot 148.

Sucre cristallisable.	93,45
» incristallisable.	0,05 $\times$ 3 = 0.15
Cendres.	0,93 $\times$ 3 = 4.65
Eau.	1,55
Inconnu.	2,02
	100,00

Rendement net 90°,65

FACTURE

Tirage net 90°65 à 34 fr. 50 les 88°	3.529 fr. 50
Différence de tare 0 kil. 193 minimum par sac	
ou par 100 sacs.	6 » 80

A déduire :

Transport de Noyelles à Dunkerque	
(maximum).	40 fr.
Assurance	4 »
Frais d'embarquement.	24 »
Commission, courtage 1 0/0	35 » 35
Frais d'envoi acompte 90 0/0 à	
0 fr. 05 par 100 francs	1 » 55
Escompte deux mois 5 0/0.	29 » 45
Total.	134 » 35
Net final fabrique	3.401 » 95
	3.536 » 30 3.536 fr. 30

Ou 34 fr. 0195 par sac de 100 kil. 200 net de sucre expédié.

BÉNÉFICE :

Donc à bases égales comme prix et comme poids

au départ il y a un bénéfice total de	1 fr. 7865
Auquel il convient d'ajouter pour suppression de surclassement et de partage 1 lot sur 2 coûtant soit : 1° 34 fr. valeur du sucre	
60 » valeur des droits	
94 »	
ou en moyenne par lot	0 » 47
D'où un bénéfice total de	2 » 2545

Comparaison des prix de vente de sucres roux base 88°.

Offres anglaises.

Quel est le prix de vente de 100 kilogs net de sucre à 88° vendus par exemple 13/1 1/2 franco bord Dunkerque.

Pour connaître ce prix il faut :

1° Réduire l'offre anglaise en francs ;

2° Doubler cette offre faite par quintal de 50 kil. 8, ce qui donne 101,6.

3° Ajouter le change professionnel de b £.

4° Déduire du chiffre ainsi trouvé la valeur de 1 kil. 6 de sucre pour ramener le prix aux 100 kilos nets.

Soit :

13/1 1/2	13 shillings à 1 fr. 25 . .	16 fr. 25
	1 penny	0 » 10
1/2		0 » 05
		16 » 40 pour 50 kil. 8
	ou	32 » 80 pour 101 kil. 6
Ajouter le change de la livre. . .	0 » 26	
		33 » 06 pour 100 kil. 6
D'où à déduire pour 1 kil. 6 de sucre		
à 35 francs	0 » 56	
		32 » 50 pour 100 kilos net

de sucre à 88° rendus franco bord Dunkerque.

Comparaison des prix de vente de sucres roux base 88° Prix français équivalents.

Quel prix en France devrait-on offrir pour des sucres base 88° les 100 kilos pour obtenir l'équivalent de la vente ci-dessus.

1° Pour des sucres dont le titrage de livraison serait de 90°, le bénéfice des conditions anglaises sur les conditions françaises étant pour les sucres de ce titrage comme l'indique l'analyse faite plus haut	2 fr. 25
la vente à Dunkerque étant de	32 fr. 50
équivaldrait à une vente de	34 fr. 75
net de courtage.	

L'auteur de ce travail, après avoir montré les avantages que retireraient les fabricants de sucre à exporter une partie de leur production en Angleterre, s'élevait contre les agissements des négociants et des raffineurs coalisés pour maintenir et augmenter à Paris le stock des sucres roux de manière à les acquérir à un prix avantageux.

« Forçons nos intermédiaires à se plier à notre volonté, dans la crainte de voir notre clientèle leur échapper ; vendons le plus possible à l'exportation pour dégager nos stocks intérieurs, ne subissons pas du commerce les exigences que nous réprouvons de la raffinerie. »

Exportateurs par nécessité, pénétrons-nous du désir du consommateur, prenons ses usages, ses habitudes.

Ce travail présenté en 1893 signalait un désaccord entre les producteurs et les acheteurs de sucres roux.

Ce conflit s'est solutionné de lui-même par la loi même du progrès.

Lorsque le fabricant de sucre éprouva des difficultés à exporter ses sucres roux, ne voulant pas subir les exigences des raffineurs français, il perfectionna de plus en plus sa fabrication et ne fit plus que du sucre blanc du type n° 3.

Ce perfectionnement de fabrication fut amené par les usages du commerce, et on peut constater qu'actuellement les raffineurs qui autrefois ne fondaient que des sucres roux, envoient à la chaudière pour le raffiner, une très grande proportion de sucres blancs n° 3.

Levant. — On peut rapprocher le travail sur l'exportation des sucres en Angleterre que nous venons de citer, de deux autres études du même auteur sur le commerce des sucres en Orient, présentées les 20 juin et 16 novembre 1908 à la chambre de commerce de Cambrai.

Dans ces rapports, l'auteur établissait l'intérêt qu'il y aurait pour l'industrie française du sucre à reparaitre sur le marché ottoman dont nous avons été dépossédé au bénéfice des Russes et des Autrichiens.

A la suite d'un voyage d'études fait en Orient, et grâce à une exacte compréhension de la politique orientale, l'auteur avait conçu que la position privilégiée de la France devait se fortifier encore en Orient qui admire et aime le génie français et reconnaît la qualité supérieure de tous nos produits.

Il montrait que le commerce français des sucres pouvait supplanter ses concurrents dans cette région et y importer plus de 100.000 tonnes de sucre par année.

Une difficulté pour arriver à ce résultat réside dans le fait, que nous avons déjà montré, de la majoration des prix de la Bourse de Paris sur le cours mondial, et pour arriver à forcer l'exportation, M. Helot faisait appel à la création d'un syndicat d'exportation.

Malheureusement cet appel pressant ne pouvait être suivi immédiatement, et les événements se sont précipités avant qu'on ait pu faciliter par un moyen quelconque l'exportation française des sucres en Orient. Cette exportation, au moment le plus intense du boycottage des sucres autrichiens, c'est-à-dire du 15 novembre 1908 au 15 février 1909, n'a été à Constantinople que de 532 tonnes, alors que cette ville consomme mensuellement plus de 2.000 tonnes de ce produit.

Pourtant le boycottage des produits autrichiens fut absolu et, la *Neue Freie Presse* constatait récemment qu'un grand nombre de raffineries ne pourront reprendre leur travail qu'après la liquidation des stocks de sucre entreposés à Trieste, stocks qui avaient été refusés par les consommateurs ottomans.

Le commerce français, d'ailleurs, n'a pas pu en général profiter de ce mouvement en Turquie, lequel nettement francophile aurait pu être l'occasion pour tous nos industriels de reprendre la place qu'ils occupaient jadis sur ces marchés.

L'importation du sucre en Orient pourtant doit constamment augmenter, car la consommation de ce produit subit un accroissement parallèle à celui de la richesse publique d'un pays et du besoin de bien-être qui en est la conséquence.

A l'appui de cette thèse, l'éminent rapporteur citait comme exemple le vilayet de Beyrouth et montrait qu'alors :

	Tonnes
Qu'en 1901 la consommation était de	4.890
celle-ci montait en 1902.	7.095
— 1903.	6.644
— 1904.	7.480
— 1905.	5.567
— 1906.	7.427
— 1907.	8.806

(Rapport consulaire de 1908).

La consommation de sucre en 7 années avait donc doublé. Malheureusement les raffineurs n'avaient pris aucune part dans cette importation ;

Possédant autrefois un monopole de fait, ils ne voulurent pas se plier aux conditions de la clientèle, soit pour l'emballage, soit pour la nature des produits, ou encore faisaient montre d'exigences et de garantie de solvabilité que les concurrents allemands, russes et autrichiens n'ont pas jugé nécessaires.

Les autres nations se plièrent aux goûts et aux réglementations d'usage chez les indigènes et annihilèrent la situation prépondérante que la France avait sur le marché ottoman.

Il faut d'ailleurs ajouter que le principal obstacle à la vente des sucres français est leur prix élevé.

« Ces sucres sont d'une qualité qui fait l'admiration de tout le monde, dit le *Bulletin commercial du Levant*, mais sont d'un prix très supérieur, ainsi que le montre la cote ci-dessous.

Caf. Constantinople, concassé français,	39 fr.	les 100 kilos,
— — concassé allemand, belge	36 » 50	—
— — concassé autrichien	32 » 50	—

Or, la population ottomane est pauvre encore, souvent peu éclairée. Elle préfère donc le bon marché des marchandises à toute autre qualité.

Le président de la chambre de commerce de Constantinople conseillait aux raffineurs français de consentir à quelques sacrifices temporaires. De cette façon, les Ottomans prendrait l'habitude de consommer le sucre français bien supérieur aux produits étrangers, et reconnaîtraient qu'il est économique de se procurer plus cher des marchandises de meilleure qualité.

D'autres questions secondaires se greffent encore sur l'élévation de prix de nos sucres, tels sont les prix du fret qui sont souvent l'objet de bonifications directes ou indirectes chez les nations qui nous concurrencent.

Les Compagnies de navigation française ont, il est vrai, promis d'abaisser les prix du fret pour les sucres destinés à l'Orient, de manière à les égaliser avec ceux des Compagnies de navigation étrangère, et on peut espérer que les efforts des patriotes éclairés qui cherchent à encourager l'exportation, seront couronnés de succès et que la France reconquerra la place qu'elle occupait jadis sur le marché d'Orient.

L'Angleterre et la Turquie sont les principales nations d'Europe importatrices de sucre de betterave, et constituent la principale clientèle des autres nations, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie et la France, qui sont obligées de chercher à exporter une partie de leur production.

L'Allemagne concurrence principalement nos sucres en Angleterre, tandis que dans le Levant nous nous trouvons en face de l'Autriche et de la Russie.

Il est donc intéressant de connaître les réglementations commerciales auxquelles sont assujettis les marchés du sucre de ces pays, et cette étude pourra ainsi nous donner la raison de l'accroissement constant de leur exportation sucrière.

Allemagne. — L'Allemagne exporte actuellement une grande quantité de sucres (960.107 tonnes en 1907-1908), tandis que l'exportation française va sans cesse en diminuant.

La Convention de Bruxelles avait voulu égaliser la situation de toutes les puissances en supprimant les primes directes et indirectes, mais elle n'a pu égaliser les charges qui pèsent différemment sur les pays producteurs.

La main-d'œuvre allemande est en effet moins chère qu'en France, la betterave est meilleur marché et les frais de fabrication sont réduits par suite de la concentration de la fabrique dans de grandes usines.

Leurs unions corporatives cherchent également à créer sans cesse de nouveaux débouchés à l'industrie du sucre, et les transactions commerciales sont soumises à une réglementation stricte, œuvre de l'Association sucrière allemande, l'Association des exportateurs de sucre allemands de Magdebourg et l'Association des négociants de sucre à Hambourg.

Ces règlements indiquent que la base du prix est le

sucres pur de premier jet au titrage de 88 0/0, obligent le vendeur à livrer à son acheteur, dans l'espèce le raffineur allemand, une marchandise de même qualité et de même grain que l'échantillon qui a été utilisé pour la conclusion du marché.

Le prix s'entend, en général, sur le poids de sucre net, déduction faite du poids du sac qui est l'objet de conventions spéciales. Ce prix est payé selon accord des parties, soit à trois mois par traite, soit au comptant à 8 jours de date de la facture sous escompte de 1 0/0 en sus du taux de l'escompte à 3 mois de la Banque Impériale.

Ces règlements entrent dans de nombreux détails concernant les analyses des sucres, le calcul du rendement, les prises d'échantillon, et l'action syndicale possède une telle force morale que toute contestation est réglée sans appel par un des tribunaux d'arbitrage du commerce des sucres désignés au contrat.

Le principal, presque l'unique port d'exportation des sucres allemands, est la ville d'Hambourg. Sa position à l'embouchure de l'Elbe, les nombreux canaux qui communiquent avec ce fleuve, mettent cette ville en communication avec les régions d'Allemagne où les emblavements sont les plus étendus, la province de Saxe, l'Anhalt et la Sibérie.

Une partie des sucres autrichiens provenant de la Bohême prend également la direction d'Hambourg grâce aux tarifs de faveur consentis par les chemins de fer d'Etat aux sucres destinés à l'exportation.

D'immenses entrepôts permettent de déposer les marchandises à l'abri de toute intempérie en attendant son embarquement qui est expédié *caf tel port anglais*.

Cet usage allemand de conserver la responsabilité des marchandises jusqu'à leur débarquement, est une des raisons de l'énorme accroissement de leur commerce.

Les commerçants français, au contraire, dégagent leur responsabilité, lorsque la marchandise est embarquée ; sans doute, cette manière d'agir évite bien des peines et des difficultés, mais est une des raisons de la diminution de nos exportations, car la clientèle préfère s'adresser à des négociants, qui ne mettent à leurs risques la marchandise que lorsqu'elle est arrivée chez eux.

Le syndicat allemand a créé une caisse de liquidation (Waaren Liquidation Case) qui, fondée sur de solides bases financières, assure la sécurité des parties contractantes en intervenant au besoin, comme contre-partie directe, soit comme acheteur, soit comme vendeur vis-à-vis de chacun des contractants et se couvre elle-même en réclamant un *original deposit* de un mark par sac. Lorsque le cours présente des fluctuations importantes, elle demande des marges supplémentaires pour se couvrir contre les risques de perte. Une caisse de liquidation de ce genre fonctionne également en Angleterre, et il est regrettable qu'en France l'organisation du marché de Paris ne se prête pas à l'installation de caisses de liquidation, car cette institution serait d'une grande sécurité pour le commerçant, le fabricant de sucre et par réper-

cussion pour son client le cultivateur. Pour se couvrir de ses achats de matière première, le fabricant doit parfois vendre « à livrer » le sucre qu'il retirera de la betterave et le fonctionnement de la caisse de liquidation lui permettrait d'agir en toute sécurité sans craindre qu'une catastrophe dans le commerce des sucres ait une répercussion sur lui et sur le cultivateur, son créancier.

En 1905, le syndicat des fabricants de sucre de France, à la suite d'un krach considérable, fit une tentative pour imposer cette organisation qui, au Havre pour les cafés et à Tourcoing pour les laines, rend d'immenses services aux négociants et aux industriels, par la régularisation du marché à terme.

A cette date, les fabricants qui s'étaient couverts au moment de leurs achats de betteraves au moyen de la vente à terme de leurs sucres, avaient, à l'époque de la livraison, comme contre-partie des négociants acheteurs ruinés, ou dont le crédit était fort ébranlé, et qui demandaient la liquidation de leur marché; or le cours subissait une baisse énorme, et ainsi les fabricants de sucre supportèrent d'importantes pertes. alors qu'ils avaient voulu agir prudemment.

La caisse de liquidation aurait été créée, suivant le vœu du Syndicat des fabricants de sucre de France, comme filiale de cette association professionnelle.

Le commerce de Paris a jugé cette création de caisse de liquidation contraire à ses intérêts. Il craignait en effet, que l'obligation du versement du dépôt et des marges fût une entrave aux transactions.

On pouvait répondre que ce serait un avantage indirect de la caisse de liquidation qu'un contrôle fût établi sur les opérations, contrôle qui empêcherait les hausseurs ou les baissiers de se lancer dans de folles et entêtées spéculations. La caisse de liquidation est en effet un volant régulateur de la spéculation et l'obligation du versement réduit au minimum l'emballement du jeu.

Les fabricants de sucre comprirent les avantages de cette création et M. Viéville, président du Syndicat des fabricants de sucre de France, écrivait à M. Moutard, président du Syndicat du commerce des sucres une lettre qu'on pouvait résumer ainsi :

« Nous avons vaincu les difficultés de l'organisation d'une caisse, nous tenons l'unanimité des usines, depuis la grande fabrique qui produit 300.000 sacs jusqu'aux petites usines de 8.000 sacs. Nous avons constitué un crédit mutuel, une banque fera l'avance des marges. »

Le syndicat des fabricants de sucre répondait ainsi au syndicat du commerce des sucres qui repoussait la création d'une caisse de liquidation au nom, disait-il, des petits fabricants qui, lors de mouvements importants du cours seraient obligés de verser des marges considérables et ainsi amenés peut-être à la ruine.

Le syndicat du commerce des sucres, pour empêcher la mise en pratique de la Caisse de liquidation évoqua la *Clause de guerre* et fit voler par le syndicat général du commerce des sucres qu'en cas de déclaration de guerre tout marché à terme serait annulé.

La conséquence de ce vote auquel les fabricants étant en minorité ne purent s'opposer fut la suppression de la caisse de liquidation avant même qu'elle ait commencé à fonctionner.

Le fabricant de sucre qui, grâce au versement du dépôt et des marges n'aurait eu encore aucune sécurité sur la conclusion de son marché, en cas de conflit national, ne trouvait s'astreindre à des versements pour une assurance qui dans certains cas devait être résiliée.

Cet exemple montre combien les fabricants de sucre, contraints d'accepter les règlements du marché de Paris, sont parfois assujettis à subir certaines conditions léonines imposées par le syndicat général.

Belgique. — En Belgique, les conditions générales d'achat et de vente des sucres bruts ont été réglementées par le syndicat général des fabricants de sucre et par le syndicat des négociants en sucre de Belgique.

Le marché des sucres bruts indigènes a lieu à Anvers, se fait en francs et centimes par sac de 101 kilos brut.

Le règlement du marché des sucres distingue trois sortes de sucres bruts classés selon leur degré, 88°, 75° et au-dessous de 70°, mais le type normal, le type de contrat est le sucre titrant 88°.

Le règlement s'occupe de l'emballage, infligeant 0 fr. 25 d'amende par sac reconnu sale, et oblige le vendeur en disponible à livrer sa marchandise dans les huit jours sans admettre aucun cas de force majeure.

Une commission d'expertise dite commission des

sucres, réside à Anvers et a pour mission de juger toutes les contestations relatives à l'emballage et à la qualité des sucres, et une commission d'arbitrage résidant à Bruxelles statue sur les contestations relatives à l'interprétation des contrats et des conditions de vente. Ces commissions sont composées de trois membres, et leur décision est définitive ; les parties contractantes s'engagent à s'y soumettre, renonçant ainsi à toute voie judiciaire.

Si Anvers est un grand entrepôt de sucre, cela tient à sa position proche de l'Angleterre, et un grand nombre de sucres français et allemands viennent s'y embarquer à destination du Royaume-Uni.

Mais la Belgique ne constitue pas une concurrente redoutable pour notre exportation et nous ne jugeons pas utile de nous étendre sur les organisations sucrières de cette nation. Toutefois, nous pouvons retenir que sa réglementation sucrière se rapproche beaucoup de celle de France.

L'Autriche-Hongrie, au contraire, est pour notre industrie de la fabrication du sucre, une rivale redoutable, et nous devons parler de la situation des fabricants de sucre et des raffineurs de cet empire.

Autriche-Hongrie. — L'Autriche-Hongrie possède également une réglementation stricte du marché des sucres. Les transactions sont faites sur le sucre brut titrant 88° par 100 kilogrammes, net, franco. La couleur du produit doit être absolument conforme à la couleur type

fixée par la chambre de la Bourse, types conservés dans de bouteilles de verre sous le contrôle de cette chambre. Lorsque la marchandise livrée ne répond pas au type offert, le sucre n'est pas refusé, le marché n'est pas résolu, mais l'acheteur a le droit d'exiger une réduction arbitraire du prix. Dans les contrats une clause spéciale à l'Autriche s'occupe du cas d'incendie et du cas de grève.

Une autre condition spéciale à l'empire austro-hongrois, sous le point de vue du commerce des sucres est la reprise du fonctionnement du cartel sucrier de Bohême, dont les 37 fabriques sont unies pour limiter leur production et leur vente à l'intérieur de manière à rester maître du marché, et à faire la loi aux producteurs de betteraves.

Cartel sucrier aux effets duquel viennent s'ajouter les effets du cartel des raffineurs de l'empire, qui à l'abri du léger droit de douane surélève légèrement le sucre destiné à la consommation intérieure.

Antérieurement au régime de la Convention de Bruxelles, le prix du sucre raffiné consommé à l'intérieur avait été élevé par le cartel des fabricants de sucre et des raffineurs, grâce à la protection de 11 florins, soit 27 fr. 50 les 100 kilos.

Le raffiné était coté à Vienne en 1902 à 84, 92 couronnes, prix dans lequel il fallait compter l'impôt de consommation qui était de 38 couronnes.

Ce cours équivalait par conséquent au prix de 46,92

couronnes en entrepôt, alors que le sucre brut cotait 20,90 couronnes. Il y avait par conséquent à cette époque une différence de 26 couronnes qui représentent les bénéfices artificiels du raffineur et du fabricant de sucre unis dans leur cartel.

Sous le régime de la libre concurrence, l'écart de raffinage en 1906-1907 tombe à 6,17 couronnes.

Les raffineurs autrichiens cherchèrent à relever cet écart, et au début de 1906-1907 l'ancien cartel des raffineurs fut réveillé et en 1908 il avait repris toute son action, limitée il est vrai aux avantages à tirer du droit de douane réduit de 6 francs imposé aux pays contractants par la Convention internationale de Bruxelles.

Sous l'action de ce cartel l'écart de raffinage fut relevé à 9,63 couronnes en 1906-1907 et à 12,34 couronnes en 1907-1908. Le prix du sucre raffiné s'élève donc, comme le montre le tableau suivant indiquant le prix du sucre et l'écart de raffinage avant et après la Convention de 1902. (*Journal des fabricants de sucre*).

	Brut 88	Raffiné	Ecart de raffinage
1900-1901	25,23	84,87	21,64
1901-1902	18,85	84,88	28,02
1902-1903	20,92	84,92	26,00
1903-1904	20,59	68,10	9,51
1904-1905	29,81	76,09	8,28
1905-1906	19,08	63,25	6,17
1906-1907	21,40	69,03	9,63
1907-1908	26,66	74	12,34

On peut d'ailleurs remarquer que seuls les raffineurs

profitent de cette élévation de prix, à laquelle ne participe aucunement la fabrique de sucre, qui n'a pu conclure d'accord avec les raffineurs.

Le haut prix du sucre dans ce pays est dû également à la taxe de consommation de 38 couronnes par 100 kilos qui empêche le développement de la consommation. Celle-ci reste stationnaire dans l'empire, tandis que l'exportation va toujours en augmentant.

En 1900-1901 l'exportation était de . . .	694.813 tonnes et passe
en 1901-1902 à	815.700
1902-1903.	829.465
1903-1904.	594.896
1904-1905	489.503
1905-1906.	860.047
1906-1907.	614.246
1907-1908.	875.796

atteignant cette année un chiffre qu'elle n'avait jamais atteint antérieurement.

Le gouvernement impérial en effet, par des accords avec les raffineurs et les fabricants, encourage de tout son pouvoir cette exportation accordant des tarifs de faveur sur ses chemins de fer et les provoquant sur les navires afin de favoriser cette exportation.

L'Autriche, signataire de la Convention de Bruxelles, possède donc de nouveau deux cartels, l'un, le cartel des fabricants tchèques de sucre, dont le but principal est de limiter le prix d'achat de la matière première, c'est-à-dire de la betterave, et l'autre, le cartel des raffineurs autrichiens, dont l'effet est de relever le prix des raffinés destinés à la consommation intérieure.

Ces faits sont remarquables lorsqu'on observe que l'Allemagne, patrie du syndicalisme, ne voit point continuer le fonctionnement de son ancien cartel. Les raffineurs autrichiens grâce à leur petit nombre, ont pu réveiller leur cartel, ce qui a été jusqu'ici impossible en Allemagne où les mesures législatives et corporatives ont développé exagérément le nombre et l'importance des usines et des raffineries.

La Convention de Bruxelles a eu donc des effets plus durables en Allemagne qu'en Autriche ; cette convention avait comme but de rendre impossible le fonctionnement des cartels, qui conservent leur organisation, leurs réserves financières, mais qui en Allemagne sont actuellement en état de sommeil.

Si dans ce pays l'industrie de la fabrique du sucre résiste à la crise, il n'en est pas de même de la raffinerie qui se trouve dans une situation fort précaire.

Le 3 octobre dernier, un journal de Magdebourg faisait connaître que, par suite de pertes continues et fort lourdes, quelques raffineurs ont, en dépit de la récente décision de l'Assemblée des raffineurs tenue à Berlin et ayant pour objet la constitution d'une Union de vente, décidé pour cette saison non de reprendre couramment la fabrication, mais de la suspendre en partie.

Le cartel allemand de 1900, en effet, à l'abri de la surtaxe de 20 marks par 100 kilogs de raffiné, avait relevé le prix du sucre destiné à la consommation intérieure.

Entré en vigueur le 1^{er} juin 1900 l'association syndicale

releva immédiatement le prix du sucre de 3 marks et celui-ci atteint 28 marks par 100 kilogs ; l'année suivante, alors que le prix du sucre brut avait baissé d'une manière considérable, le sucre raffiné était toujours tenu à des prix élevés, ainsi que le montre le tableau suivant.

Campagnes .	Brut 88 0/0 entrepôt	Raffiné entrepôt	Ecart de raffinage
1897-1898	19,90	26,70	6,80
1899-1900	21,10	28,38	7,39
1900-1901	20,68	37,06	16,38
1901-1902	15,76	37,46	21,70
1902-1903	17,54	38,38	20,84
1903-1904	16,72	24,32	7,60
1904-1905	25,60	31,66	6,06
1905-1906	16,64	22,20	5,56
1906-1907	18,02	24,00	5,98
1907-1908	19,72	25,50	5,78

La Convention de Bruxelles ayant ramené le droit de douane de 20 marks à 4 mk. 80 par 100 kilogs de raffiné, le cartel ne put continuer ses opérations.

Le cartel allemand d'ailleurs profita surtout aux raffineurs, car poussant à la surproduction de la fabrication du sucre, il provoquait une baisse constante des prix du sucre brut.

Or, le cartel maintenait à l'intérieur des prix élevés, et de ce fait empêchait la consommation de s'accroître.

De plus, l'augmentation des quantités de sucre envoyé à l'exportation en faisait baisser le cours mondial, de sorte que, malgré la bonification de cartel, c'est-à-dire de la ristourne qui revenait au fabricant de sucre brut,

celui-ci n'obtenait pas de la vente de ses produits une compensation suffisante à la baisse de prix sur le marché universel dont Londres était le grand régulateur.

« Le cartel allemand était constitué par la formation de deux syndicats distincts, celui des raffineurs et celui des fabricants de sucre, puis par une convention entre ces deux syndicats. Dans ce contrat ainsi conclu entre la fabrique et la raffinerie, les obligations se réduisent à quelque chose de fort simple ; ils doivent seulement réserver leurs produits aux raffineurs membres du syndicat de la raffinerie.

« Mais deux remarques sont nécessaires, d'abord cette obligation doit s'étendre seulement au sucre destiné à la consommation intérieure et chaque fabrique reste libre en ce qui concerne ses exportations.

« Ainsi les fabricants ne sont pas obligés de vendre directement à une raffinerie du syndicat, ils ont le droit de traiter avec un tiers quelconque pour qu'ils insèrent dans leur contrat la clause de cartel... Pour ce qui est de la raffinerie, les usines faisant partie de son syndicat ont d'abord une obligation en quelque sorte corollaire à celles des fabriques de sucre envers elles, c'est-à-dire qu'elles sont tenues d'acheter exclusivement au fabricant du cartel (1). »

Le fabricant de sucre était encore astreint à une autre

(1) *Les cartels de l'agriculture en Allemagne*, par M. A. Souchon, professeur à la Faculté de droit.

condition, car pour parer au développement constant et artificiel de la production, les adhérents au cartel sucrier étaient soumis à un contingentement qui empêchait les fabriques de trop augmenter.

Au moment de la discussion de la Convention de Bruxelles en 1902, l'Autriche et l'Allemagne se déclaraient prêtes à renoncer à toutes les primes sucrières, mais n'avaient nullement traité la question des cartels.

Ces organisations commerciales auraient eu comme résultat de supprimer d'abord toute exportation de sucres français, puis d'organiser sur les ruines de la sucrerie française l'importation en France des sucres étrangers.

Nos plénipotentiaires durent donc réclamer des mesures douanières propres à empêcher l'élévation factice du sucre à l'intérieur par la coalition des producteurs, élévation dont le bénéfice était destiné à aider l'exportation.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagèrent à limiter au chiffre maximum de 6 francs par 100 kilogs pour les sucres raffinés et pour les sucres assimilables aux raffinés la surtaxe, l'écart entre le taux des droits ou taxes dont sont passibles les sucres étrangers et celui des droits ou taxes auxquels sont soumis les sucres nationaux (art. 3), et par l'article 4 « les contractants s'engagèrent à frapper d'un droit spécial à l'importation sur leur territoire les sucres originaires des pays qui accordaient des primes à la production ou à l'exportation.

Nous avons vu que cette clause amena la suspension d'activité des cartels. D'ailleurs, en Allemagne, on peut dire qu'elle n'a fait que hâter cette suspension.

Le cartel était, en effet, non seulement l'objet de vives attaques du consommateur qui s'élevait contre le haut prix du sucre, mais encore il rencontrait des adversaires parmi les fabricants de sucre, qui y avaient adhéré. Ceux-ci en effet protestaient vivement contre la part trop réduite des avantages qui leur avait été accordée, tandis que les raffineurs s'étaient réservé la plus grosse part des profits, dans ce contrat léonin.

Le Dr Hager, au Verein des fabricants de sucre réunis à Berlin le 3 juin 1902, déclarait que si la Convention de Bruxelles avait été acceptée sans résistance, par les producteurs de sucre, cela tenait au mécontentement d'un grand nombre des membres vis-à-vis du cartel. « Il suffit que la Convention ait entraîné sa dissolution pour qu'elle ait des partisans parmi nous. Il n'y a pas en effet à dissimuler une mauvaise humeur sans doute artificielle, mais cependant indéniable, contre notre organisation. »

Pour nous rendre compte des concurrences que la France éprouve sur les marchés extérieurs de sucres, il est encore utile de jeter un coup d'œil sur la situation de la Russie qui, en 1902, refusa d'adhérer à la Convention de Bruxelles.

Cette puissance donne par sa législation intérieure un encouragement considérable à l'exportation. L'entente internationale de Bruxelles arrêta toute importation russe

dans les pays contractants et en particulier en Angleterre.

Lorsque l'Angleterre voulut, à la fin de l'entente, annuler son engagement de taxer spécialement les sucres primés dans leur pays d'origine, les autres puissances signataires firent ressortir le danger qu'elles couraient. Ces nations liées par la nouvelle convention s'engageaient à n'accorder aucune faveur directe ou indirecte à l'exportation des sucres et se seraient donc trouvées sur le marché anglais en un état d'infériorité manifeste.

Russie. — La Russie, en effet, continuait à primer ses sucres et n'avait pas voulu signer la Convention de 1902. Il était donc de toute nécessité d'obtenir l'adhésion de cette puissance à la nouvelle Convention de 1907.

Les fabricants russes, sous l'empire de la Convention de 1902, n'avaient pu exporter leurs produits sur le marché anglais, leurs stocks étaient donc considérables.

Néanmoins la Russie a adhéré à la Convention du 19 décembre 1907, et mit toutefois à son adhésion la condition qu'elle ne renoncerait pas aux encouragements que l'industrie sucrière russe obtient pour exporter.

Comme l'adhésion de cette nation était absolument nécessaire, on consentit cette condition en limitant toutefois à un million de tonnes la quantité de sucre primé qui pourrait être exportée.

Cette quantité était répartie en cinq exercices et comprenait l'exportation en Angleterre, en Extrême-Orient, etc. Ne sont pas compris dans ces pays, la Finlande qui

fait partie de l'empire russe et certains pays limitrophes comme la Perse.

La Russie s'était refusé à modifier son administration intérieure dérivant de l'association libre des fabricants de sucre connue sous le nom de Normirovka.

Cette association permettait au fabricant de surélever le prix du sucre grâce aux droits de douane qui défendaient la production nationale.

Le gouvernement russe, pour empêcher les abus provoqués par l'administration de la Normirovka, qui consistaient en un impôt trop élevé prélevé sur le consommateur, voulut protéger celui-ci tout en ne supprimant pas complètement la protection dont jouissaient les fabricants de sucre.

Il se substitua donc à l'ancienne administration corporative et s'assura ainsi la direction et le contrôle de cette association.

La première Normirovka datait de 1887.

A cette date la surproduction du sucre russe et les bas prix où était tombé ce produit menaçaient l'existence de la sucrerie.

Cette surproduction d'ailleurs n'était pas un fait exceptionnel, mais comme dans les autres pays elle était devenue endémique. L'Allemagne, l'Autriche et la France, par des régimes d'abonnement, permettaient aux fabricants de faire indirectement des bénéfices, plus tard renforcés par des primes à l'exportation compensant les

pertes éprouvées par l'exportation de leur surproduction.

Les fabricants russes ne jouissaient pas de ces avantages ; ils cherchèrent à s'assurer des bénéfices en réglant eux-mêmes la quantité nécessaire à jeter sur le marché intérieur et en exportant le reste de leur production.

La Normirovka permettait ainsi de majorer le prix de vente à l'intérieur en fixant le prix du sucre à un taux élevé, compensant les pertes que les fabricants éprouvaient en obéissant à l'obligation d'exporter le reste de leur production.

Cette combinaison fut l'œuvre d'un homme de haute valeur, le comte Bobrinsky, surnommé par ses compatriotes le Dombasle russe.

La Normirovka fut signée le 28 avril 1887 par 186 fabriques adhérentes.

Les contractants avaient pour but de débarrasser le marché intérieur des excédents et chaque fabrique s'engageait à exporter toute la quantité de sucre produite en plus de sa norme, norme établie en en déterminant pour chaque fabrique la production moyenne pendant cinq années, c'est-à-dire de 1881 à 1885 et en diminuant cette moyenne de 5 0/0.

Douze délégués choisis à l'unanimité par les adhérents devaient veiller à l'exécution de la convention et prendre les dispositions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'exportation. Cette convention, avec quelques modifications de détail, fut renouvelée en 1888, et

une troisième convention fut signée en 1890 ; une circulaire du 13 mars 1892 indiquait qu'il n'y avait que 19 dissidents sur 226 fabriques en activité.

Un comptoir spécial installé à Kieff pour l'expédition des affaires courantes comprenait une section de statistique qui donnait aux industriels, au point de vue intérieur, les renseignements fournis actuellement par les différents bureaux de statistique internationale, organisation dont nous parlerons plus loin.

Une section de comptabilité était en outre chargée d'examiner la situation de chaque usine et de contrôler les quantités de sucre exportées par chaque fabrique. Ce bureau délivrait des certificats d'exportation qui faisaient l'objet d'un trafic entre les différents producteurs de sucre.

Ceux-ci avaient le droit de se substituer les uns aux autres, l'exportation devait atteindre une certaine quantité, quelles que fussent les fabriques qui exportaient.

La Normirovka avait le propre de ne pas exciter le fabricant à accroître toujours sa production, car il n'exportait qu'à son corps défendant. Ce système ne présente pas l'inconvénient des primes à l'exportation dont l'effet est de pousser à la surproduction, et la Normirovka présentait de si grands avantages que lorsqu'arrivait la date fixée pour sa dissolution le gouvernement russe fit siennes cette organisation, obligeant tous les fabricants russes à s'y soumettre.

Le gouvernement russe fixe chaque année la limite de

majoration des cours à l'intérieur et force les fabricants à conserver dans leurs magasins, certaines quantités de sucre en réserve pour parer à l'éventualité d'une récolte déficitaire et en pallier les effets.

La Russie a donc conservé son organisation, et maintenant qu'elle a adhéré sous certaines conditions privilégiées à l'acte international de Bruxelles, cette organisation cause un grave préjudice aux autres puissances signataires.

Aussi on envisage déjà que ces préjudices causés amèneront la disparition de cette législation internationale, et dès lors on peut penser que les cartels reprendront toute leur importance.

D'ailleurs déjà l'Autriche a réveillé son cartel tchèque de fabricants de sucre et son cartel national de raffineurs, et cet exemple cherche à être suivi par l'Allemagne.

Cette puissance, en effet, cherche constamment à faire renaître une association qui aurait pour but d'aider l'exportation.

La situation générale de la sucrerie est difficile, mais c'est surtout en France que cette gêne existe, et cette différence de situation est inhérente à l'origine de la sucrerie française.

L'industrie du sucre de betterave en France date du Blocus continental ; à cette époque la sucrerie était une dépendance de l'exploitation agricole, chaque ferme avait sa sucrerie, pour travailler ses propres betteraves.

Peu à peu, la sucrerie devint industrielle, les établissements s'agrandirent, cherchèrent à s'assurer un approvisionnement de betteraves suffisant ; les sucreries moins bien armées pour la lutte disparurent ; mais actuellement encore, dans certaines régions, beaucoup de sucreries restent trop voisines les unes des autres, et pour assurer leur approvisionnement de matières premières sont obligées d'étendre très loin leur rayon d'action.

Cette lutte, d'ailleurs, se continue, chaque usine cherchant à accroître sa production pour réduire ses frais généraux, il en résulte une concurrence entre acheteurs de betteraves qui a pour effet de faire hausser le prix de celles-ci.

En Allemagne, au contraire, l'industrie du sucre de betterave naquit beaucoup plus tard qu'en France. A l'époque de son établissement, l'esprit de solidarité et d'association s'était largement développé et l'industrie du sucre y fit appel pour créer de vastes sucreries propres à travailler un poids considérable de betteraves.

Les usines furent fondées par des sociétés dont les membres étaient des agriculteurs produisant la betterave, sortes de coopératives agricoles dont les membres actionnaires de la sucrerie étaient obligés par ce fait même d'alimenter la fabrique, et de lui fournir exclusivement leur production de betteraves.

Les grandes sucreries de Hongrie et de Russie sont le plus souvent la propriété non de coopératives comme en

Allemagne ou de sociétés financières comme en France, mais de grands seigneurs terriens, et de ce fait, ces établissements peuvent produire le sucre à un très bas prix.

Dans ces pays, pays de grande propriété, les moyens de transport sont peu multipliés, il importe donc de réduire autant que possible le poids mort de la marchandise, et la culture de la betterave transformée en sucre dans les usines annexées à ces immenses domaines rend de grands services aux grands propriétaires ; ceux-ci ne sont pas amenés à laisser inculte une partie de leurs propriétés comme cela se présente encore dans certaines régions russes qui ne peuvent exporter les céréales produites, à cause du prix élevé et de la difficulté des transports.

La Hongrie et la Russie ont encore conservé des mœurs féodales, et le propriétaire, seigneur de la terre, exige de ses fermiers une production de betteraves qu'il achète meilleur marché que dans le reste de l'Europe et surtout qu'en France.

Une des principales causes de la difficulté d'exportation tient au fait que les cours du marché de Paris sont le plus ordinairement tenus artificiellement plus hauts que les cours des autres places.

Ce fait caractéristique est expliqué par la spéculation internationale concentrée sur le marché de Paris. Le sucre français n° 3, type du marché de Paris dont les transactions sont faites sur cette place, est utilisé en effet dans la spéculation mondiale ; l'uniformité de ce type

permet aux spéculateurs de n'avoir aucune inquiétude sur la qualité de la marchandise qu'il recevra ou en disponible ou à livrer à des mois plus ou moins éloignés.

La marchandise représentée par du papier sur Paris fait donc l'objet de spéculations internationales qui retiennent le sucre en France, et de ce fait découle une majoration de prix qui empêche l'exportation.

Un fabricant de sucre allemand, par exemple, qui espère une hausse future de prix, vend ses sucres roux pour éviter une altération possible de son sucre entreposé, et ne pas supporter les frais élevés d'un prêt sur gage, puis achète et conserve en entrepôt de Paris un sucre blanc n° 3, inaltérable, et négocie en France un warrant dans des conditions beaucoup moins onéreuses qu'en Allemagne.

Il a donc pu ainsi aider à décharger son marché intérieur, et a immobilisé en France la même quantité de sucre. Cette immobilisation est une des causes qui tiennent le cours de Paris très souvent supérieur aux cours des places étrangères.

Les négociants de la place de Paris sont obligés d'attendre les rares époques où les cours sont à parité avec le cours mondial pour pouvoir vendre du sucre à l'étranger. Aussi les stocks en France sont toujours trop importants en rapport de la production et de la consommation.

Beaucoup de sucres atteignent la campagne suivante sans avoir pu être écoulés à l'étranger. A cette époque

le règlement du marché de Paris déclassé ces sucres qui viennent gêner la fabrication nouvelle en pesant sur le marché. Ces sucres déclassés ne peuvent être achetés que par les raffineurs ou les industriels, qui cherchent à obtenir la marchandise au meilleur prix possible.

L'opération du fabricant allemand ayant retenu sur le marché français une certaine quantité de sucre, celui-ci fait délaissier le nouveau sucre de telle sorte que, à cette époque, souvent le marché de Paris revient à parité du marché mondial. Cette baisse de prix du marché de Paris facilite ainsi le renouvellement des opérations comme celles dont nous venons de parler, et celles-ci entraînent les mêmes conséquences pour l'année suivante.

En fait les fabricants étrangers cherchent toujours à débarrasser le plus possible leur marché en exportant une partie de leurs sucres, les fabricants français, au contraire, cherchent à profiter de la plus-value du sucre sur le marché de Paris. Aussi les fabricants étrangers ont une tendance à développer leur production, car ils en exportent une partie importante ; le fabricant français, au contraire, souffrant sans cesse de l'encombrement du marché, est placé dans une situation difficile. Finalement les grandes fabriques peuvent diminuer sensiblement les prix de revient des produits, ce qui permet de faire de constants progrès dans l'abaissement des prix du sucre.

Cette exportation de nos sucres est encore entravée par le faible taux de l'escompte.

Les industriels produisent la consommation entière

d'une année en 75 ou 80 jours et ne peuvent vendre en ce faible laps de temps toute leur production. Les fabricants, pour faire face à leurs engagements auprès de leurs fournisseurs de matière première, et pour payer leurs frais de fabrication, sont obligés de se procurer de fortes sommes d'argent représentant la presque totalité de la valeur de leurs produits fabriqués.

Ils déposent leurs sucres dans leurs magasins ou dans des entrepôts et négocient des emprunts sur warrants. Ils recherchent donc les taux d'emprunt les plus bas possible, car le paiement des intérêts vient réduire le bénéfice de la vente du produit et menace parfois d'absorber une grande partie des avantages de la hausse, hausse prévue par le fabricant et qui est la cause de cette opération de warrantement.

En France l'intérêt varie entre 2 0/0 et 4 0/0 et est de beaucoup inférieur à celui pratiqué dans les pays étrangers. Le fabricant allemand ou autrichien, à cause de l'intérêt élevé qui lui est demandé dans son pays, n'a aucun avantage à conserver ses sucres, et après avoir pourvu la consommation intérieure, il s'adresse à l'exportation pour débarrasser le marché. Seule celle-ci en effet peut en absorber rapidement de grandes quantités sans amener une baisse des cours.

Parmi les causes qui rendent difficile la situation de la sucrerie française, il faut encore citer l'individualisme qui semblait avoir été longtemps le propre de nos industriels et de nos commerçants, individualisme uni d'ail-

leurs à l'étatisme. Les fabricants se refusent l'aide mutuelle nécessaire et font appel au gouvernement pour chercher des remèdes à la situation qu'ils déplorent.

Or actuellement la mutualité a conquis tous les esprits, et des patriotes éclairés songent à établir en France un syndicat de fabricants et de raffineurs de sucre, destiné à faciliter l'exportation de la surproduction et rendre ainsi d'utiles services à l'industriel fabricant comme au cultivateur producteur de la betterave.

Dans une séance au syndicat des fabricants de sucre de France le 6 décembre 1901, on faisait déjà remarquer que bien que le sucre eût baissé d'une façon considérable, le prix de vente chez les épiciers était le même, de sorte que le consommateur ne profitait pas de cette baisse dont bénéficiaient seuls les spéculateurs et les raffineurs. On proposait comme remède de réunir les sucreries en un syndicat de vente, et dans la séance du 14 mars 1902 était présenté un rapport sur la nécessité d'entente entre les fabricants de sucre pour sauvegarder l'industrie du sucre en France.

Nous sommes mieux placés qu'aucun autre peuple, disait ce rapport, pour porter nos produits dans les centres de consommation.

Pour cela une commission devait fixer le contingent total de production et chaque fabricant aurait eu sa part variant avec les coefficients basés sur la production moyenne de cinq années et ce contingent lui-même serait

divisé en deux parties, le sucre destiné à la consommation et le sucre destiné à l'exportation.

Cette entente entre les fabricants de sucre ne constitue pas le délit de coalition prévu par l'article 419 du Code pénal, cet épouvantail désuet, qu'aucun tribunal d'ailleurs ne saurait appliquer, car cette association n'aurait comme but que l'organisation rationnelle de la production et son écoulement.

M. Emile Ollivier dans un rapport à la Chambre des députés, distinguait clairement en 1864 l'association de producteurs et la coalition commerciale : « On s'associe, disait-il, pour poursuivre à l'aide d'une action continue pendant un certain temps la réalisation d'une affaire ou d'une idée ; on se coalise pour obtenir par une action commune d'une durée restreinte un changement dans les conditions de travail. »

« L'association suppose nécessairement une organisation ; la coalition n'exige qu'une entente momentanée ; l'association crée un intérêt collectif distinct des intérêts des associés ; la coalition donne simplement plus de force à l'intérêt individuel de chaque coalisé. »

Tant que l'industrie est prospère, le besoin de s'entendre entre industriels ne se fait pas sentir ; chacun travaille pour tâcher de produire mieux et à meilleur marché que ses concurrents. Sous l'impulsion de cette concurrence, les prix tendent naturellement à s'abaisser en même temps que les industriels améliorent leurs procédés et

consentent des réductions de prix pour assurer l'écoulement de leurs marchandises.

Mais arrive un moment d'encombrement, les produits ne trouvent plus preneurs, ils sont vendus avec perte, par le fabricant, obligé de continuer à travailler sans bénéfice, pour ne pas sombrer immédiatement.

Dès lors l'union, l'entente devient nécessaire, soit pour chercher par une exportation à dégager le marché intérieur, soit par un contingentement à réduire la production de chaque fabrique.

C'est ainsi qu'en Autriche-Hongrie les minoteries de Hongrie ont conclu en 1889 un accord pour stipuler que pendant un an les grandes minoteries suspendraient leur travail pendant deux jours par semaine et les petits établissements pendant un jour.

Les syndicats pour la vente en commun ne s'occupent pas de l'organisation intérieure des usines, mais de l'organisation extérieure.

Leur base est la formation d'une société nouvelle à laquelle tous les fabricants s'engagent à vendre leurs produits à un prix minimum et qui traite seule avec les clients.

Ces sortes de syndicats ont sauvé de la ruine bien des industries en France, la métallurgie et la quincaillerie leur doivent l'existence, certains même, comme le syndicat des poutrelles en fer et les yndicat des verreries à bouteille, sont devenus des syndicats internationaux.

Ces syndicats sont, en somme, des syndicats de répartition, comme celui des fabricants allemands de rails de chemins de fer dont M. de Maybach disait : « Si, comme directeur général des chemins de fer, je dois regretter ces ententes. comme ministre des travaux publics je dois les encourager ; car c'est grâce à elles que l'industrie est prospère et peut lutter sur les marchés étrangers et y porter des prix assez bas pour triompher de toutes les concurrences. »

La sucrerie française n'a malheureusement pas réussi dans sa tentative de 1902 et les membres intéressés n'ont pu arriver à s'entendre.

Ils devraient pourtant imiter les nombreux exemples qui de toutes parts leur sont donnés et organiser un syndicat d'exportation des sucres.

Notre exportation diminue sans cesse, tandis que celle des autres pays est ou stationnaire ou en accroissement et « la cause de ce succès c'est l'existence d'une organisation de l'exportation vraiment systématique, j'allais dire scientifique », dit M. J. Périer dans un intéressant rapport qu'il vient de publier sur le commerce de l'Angleterre. Dans ce rapport, l'attaché commercial à l'ambassade de France en Angleterre nous cite des associations de producteurs qui ont réussi, grâce à leur entente, à relever le prix de leurs produits et à conquérir une place prépondérante sur des marchés étrangers. Grâce au système de la coopération, les frais concernant l'exportation sont minimes pour chacun des membres de la

coopérative, frais qui font reculer la plupart des individus.

« De nos jours, une campagne commerciale doit être organisée comme une campagne militaire. Avant de lancer des marchandises, comme avant de lancer une armée, il faut préalablement avoir bien reconnu le terrain des opérations futures. A la manière des officiers d'un service géographique, les consuls de France avec leurs rapports dressent comme les cartes d'après lesquelles ceux qui ont la responsabilité de la campagne peuvent se faire une première idée du pays à envahir. Mais quelle que soit la perfection des cartes d'état-major, bien fou serait un général qui, sur leur simple examen, engagerait à fond ses troupes. Il commence donc par envoyer en éclaireurs tout un corps d'officiers chargés de vérifier sur le terrain même l'exactitude des cartes et d'examiner soigneusement les derniers mouvements de l'ennemi, disons, dans le cas qui nous occupe, des rivaux commerciaux. Ce n'est qu'après ces mesures que les grandes décisions peuvent être prises. »

M. Périer résume les conditions d'une coopérative puissante : « 1° Être unis ; 2° Savoir mettre de côté, comme on a su le faire notamment en Irlande et dans les Charentes, savoir mettre de côté toutes les questions qui habituellement en France nous divisent ; 3° Se plier volontairement à une stricte discipline syndicale. Bref, prendre pour devise : Un pour Tous, Tous pour Un. »

M. Méline, à l'appui de cette thèse, faisait ces intéressantes remarques : « Rien ne serait plus facile, disait-il,

avec un peu d'esprit d'initiative et de hardiesse que de créer un outillage d'exportation approprié à la situation de chaque industrie. Un groupe de pharmaciens de Paris s'est associé, il y a dix ans, pour organiser l'exportation des spécialités pharmaceutiques. Chacun d'eux fait un versement mensuel de 50 à 100 francs pour la rémunération de chaque agent envoyé par le groupe à l'étranger. Aujourd'hui ils possèdent 25 agents installés à demeure dans l'Amérique du Sud, au Canada, en Australie, en Egypte et l'exportation du groupe dépasse vingt millions.

« Voilà un exemple qui prouve ce qu'on pourrait obtenir avec l'association, si on savait s'en servir. Nos industriels ont malheureusement l'esprit trop individualiste : c'est un défaut que l'expérience leur apprendra à corriger de plus en plus.

« Le jour où chaque industrie serait ainsi organisée et aurait à sa disposition une soupape d'exportation puissante et toujours ouverte, les crises industrielles résultant de l'excès de production s'atténueraient d'elles-mêmes et finiraient par disparaître.

« Le marché se régulariserait en quelque sorte automatiquement.

« L'avenir est là et un jour viendra où on comprendra que les crises industrielles ne sont nullement une nécessité inéluctable et qu'elles pourraient être prévenues par une entente. »

Imprégné des encouragements donnés par des écono-

mistes éminents, incité par les exemples qui lui sont montrés, le syndicat des fabricants de sucre de France a repris l'étude de la création d'une organisation professionnelle destinée à assurer l'exportation de la surproduction française.

On arrêterait ainsi le grand préjudice que cause la diminution de cette production par suite d'une exportation insuffisante.

La production française qui est de plus de 750.000 tonnes devrait atteindre 900.000 tonnes pour rémunérer les capitaux engagés dans les fabriques de sucre et arrêter la fermeture des nombreuses fabriques qui chaque année disparaissent dans la crise.

Or, si nous devons encourager l'accroissement de la consommation, nous ne pouvons pas raisonnablement espérer qu'elle augmente du jour au lendemain d'un tiers. *Natura non facit saltus*, et il faudra encore longtemps avant que soient consommées en France les 900.000 tonnes qu'il faut pouvoir produire.

Or, l'exportation est le seul moyen d'écouler le supplément qui n'est pas absorbé par la consommation intérieure.

Pour des raisons que nous avons expliquées dans le cours de cette étude et sur lesquelles nous jugeons inutile de revenir, le cours du sucre français est très souvent plus élevé que le cours des autres sucres étrangers sur le marché mondial.

Les fabricants pour exporter doivent consentir à un

sacrifice, c'est-à-dire vendre moins cher à l'étranger qu'en France.

Or, il est inutile de demander à des individus de faire des sacrifices qui ne seraient utiles qu'aux concurrents nationaux, il faut donc que ce sacrifice soit consenti par l'universalité des fabricants unis avec les raffineurs de sucre.

La base de l'organisation recherchée actuellement par le syndicat des fabricants de sucre de France repose sur deux conditions qui paraissent essentielles.

Il faut d'abord s'assurer des moyens de forcer l'exportation et ensuite limiter la production aux besoins cumulés de la consommation intérieure et de l'exportation probable.

Nous avons cherché à montrer qu'il ne s'agissait que de créer des réglementations corporatives pour arriver à ce but.

Une preuve supplémentaire est donnée par des lettres de commerçants allemands de Hambourg qui actuellement demandent à des fabricants de sucre français de mettre à leur disposition du sucre destiné au commerce du Levant.

Or, on peut penser qu'il est inutile de faire appel au commerce allemand pour chercher un écoulement des produits français.

L'unique difficulté réside dans les moyens de s'assurer les ressources indispensables à la caisse commune qui essentiellement serait amenée à consentir à des sacri-

fices pour permettre de subir un prix plus bas à l'exportation que celui du marché intérieur.

Différents procédés peuvent être employés dans ce but par les syndicats d'exportation. Si on fixait la part proportionnelle qui doit être exportée à la fabrication de chacun, le syndicat de vente pourrait opérer lui-même pour réaliser au mieux et donner ainsi à chacun la part dans la vente totale, mais cela exige que les industriels aient une grande confiance réciproque, s'en rapportant à l'effort fait dans l'intérêt de tous, et dans la pratique cette confiance est difficile à obtenir.

Un autre moyen consisterait en ceci. Le syndicat établirait la part que chacun des membres adhérents devrait exporter, puis à la justification de cette exportation, la caisse commune paierait à chaque exportateur une prime déterminée compensant les pertes consenties par cette vente à l'extérieur.

Nous avons vu qu'Emile Ollivier en 1864 considérait déjà ces associations comme ayant un but et des moyens licites, associations qui dans diverses industries ont abouti à sauvegarder leur existence.

En résumé on peut penser que l'esprit de solidarité est suffisamment développé dans l'industrie sucrière pour qu'il soit possible au moyen de cette union de chercher les moyens d'aider la fabrique à traverser la crise qui sévit.

L'industrie du sucre doit cesser de compter sur l'Etat Providence, et les réglementations corporatives peuvent

avoir un effet beaucoup plus important que les lois volées par les législateurs.

Ces règlements corporatifs sont étudiés par des hommes d'une grande compétence et le syndicat des fabricants de sucre de France dont nous avons montré l'action dans le cours de ce chapitre s'est divisé en un certain nombre de commissions, chargées d'examiner chacune un certain groupe de questions.

C'est ainsi que fonctionnent les commissions technique, commerciale, législative, la commission des emplois du sucre et la commission de statistique.

Le syndicat des fabricants de sucre de France, s'inspirant des essais de statistique sucrière privée faits en Allemagne par Otto Licht et Goerz, prit l'initiative de convoquer toutes les associations sucrières pour organiser une entente de statistique internationale.

On jugeait en effet dangereux de laisser aux particuliers le soin d'établir cette statistique, car celle-ci présentait le défaut d'être faite sans contrôle et de pouvoir pour des intérêts personnels chercher à égarer l'opinion.

Une conférence de délégués internationaux se réunit à Gratz en 1892 et il sortit de cet accord l'organisation actuelle de statistique internationale qui rend d'incontestables services à la sucrerie européenne en donnant des renseignements certains, sans qu'un intérêt intervienne pour donner à ces renseignements une tendance quelconque et ainsi les fausser sur les marchés internationaux.

A date fixe, les différentes associations nationales en-

voient un même questionnaire à tous les fabricants de sucre, concentrent les réponses et les communiquent télégraphiquement au bureau international, formé à tour de rôle par un des bureaux nationaux des associations contractantes.

Celui-ci est chargé de réunir les résultats généraux et de les communiquer à chaque bureau.

Cette association internationale fait annuellement quatre enquêtes.

La première le 15 juin, sur l'étendue des emblavements de l'année en cours et de l'année précédente.

La deuxième le 15 octobre, sur la richesse de la betterave et le rendement à l'hectare.

La troisième le 1^{er} décembre, sur la production du sucre fabriqué dans chaque usine.

La quatrième le 1^{er} février, sur les stocks existant en fabrique.

Ces informations sont très utiles au commerce des sucres, comme aux fabricants et aux cultivateurs producteurs de betteraves. Ceux-ci peuvent faire varier l'étendue des emblavements, la production de sucre, les chances de hausse ou de baisse suivant la loi de l'offre et de la demande.

En France, et tout dernièrement en Allemagne, on a complété ce système d'investigation par l'installation de bureaux météorologiques répartis sur le territoire où est cultivée la betterave à sucre. Chaque semaine les observations sont réunies et publiées par le bureau central. De

cette manière les industriels peuvent connaître l'état probable de la betterave à sucre et la quantité de la récolte future.

C'est dans le même ordre d'idées que la commission technique a institué le laboratoire d'analyses qui permet de faire des recherches très fructueuses et qui donne le moyen d'assurer les inventions nouvelles dans la fabrication du sucre, sans laisser cette charge aux initiatives privées.

L'institution de champs d'expérience rend à la culture de la betterave les services que rend le laboratoire d'analyses à l'industrie. Il permet de sélectionner les betteraves, de les adapter aux terrains qui leur sont le plus propices, en un mot de faire de l'agriculture scientifique.

Pour étendre les expériences, le syndicat des fabricants de sucre de France a institué des voyages d'études, qui faits dans la même région sucrière en Europe, aux mêmes époques, permettent aux industriels français de se rendre compte des progrès réalisés dans l'industrie de la fabrication du sucre à l'étranger.

Une autre création importante a été celle d'une caisse syndicale d'assurances mutuelles des industries sucrières de France qui peut servir de modèle à toutes les associations corporatives pour satisfaire aux exigences de la loi concernant les accidents du travail.

Cette société est administrée gratuitement par un bureau, et la sagesse de l'administration a amené la constitution de réserves importantes qui donne toute garantie

aux assurés et permet la perception de primes beaucoup plus faibles que celles des sociétés financières d'assurances.

On voit quel rôle utile a joué l'association professionnelle des industriels sucriers, et ce rôle pourra être encore plus important lorsque les fabricants auront compris que l'esprit de solidarité et de mutualité est une base actuelle de tout groupe d'hommes ayant les mêmes intérêts et les mêmes aspirations.

Cet esprit de solidarité amènerait encore la création d'institutions chargées de chercher l'écoulement des produits, et des réglementations volontaires empêchant les mouvements exagérés de bourse, auraient ainsi une répercussion favorable non seulement sur l'industrie, mais encore sur le cultivateur de betteraves et le consommateur de sucre.

Des lois et des règlements d'administration publique régissent une institution qui mérite encore d'être signalée, car elle rend de grands services à la fabrication et au commerce du sucre, nous voulons parler des entrepôts réels de sucre.

Les services rendus par ces établissements amènent les industriels à demander l'ouverture de ces entrepôts partout où le besoin s'en fait sentir. Dans les débuts, l'administration des finances semblait s'appliquer à restreindre le nombre des entrepôts de sucre, mais la décentralisation de la raffinerie, l'établissement de raffineries à l'intérieur ont amené cette administration à

donner largement l'autorisation de créer de nouveaux entrepôts, parfois au service d'une seule raffinerie comme celle de Thumeries (Nord) ou de Nossandrex (Eure). La liste de ces entrepôts montre que vers l'année 1890 le nombre des entrepôts a considérablement augmenté (Lille, 1845 ; Douai, 1851 ; Valenciennes, 1851 ; le Havre, 1856 ; Bordeaux, 1857 ; Honfleur, 1857 ; Saint-Quentin, 1857 ; Amiens, 1859 ; Rouen, 1859 ; Nantes, 1864 ; Marseille, 1864 ; Louches, 1872 ; Tergnier, 1879 ; Le Tréport, 1890 ; Calais, 1890 ; Boulogne, 1893 ; Lyon, 1893 ; Dunkerque, 1895 ; Cambrai, 1896 ; Péronne, 1896 ; Eppeville, 1899 ; Arras, 1899 ; Soissons, 1907 ; Thumeries, 1908 ; Nassandres, 1909).

Cette liste peut d'ailleurs indéfiniment s'étendre. Le législateur a laissé aux villes le privilège de créer des entrepôts réels de sucre ; le conseil municipal de la commune sur le territoire de laquelle devra être installé le nouvel établissement peut se dessaisir de son privilège en faveur de la chambre de commerce de son ressort. Celle-ci peut abandonner son droit de préférence à un particulier à qui la concession est accordée ainsi directement par les ministères compétents.

Ces entrepôts sont créés par décret rendu après avis du ministre des finances sur la proposition du ministre du commerce, et les tarifs de magasinage doivent être approuvés par le ministère.

Ces réglementations ont pour but d'empêcher de se

créer des concurrences qui compromettraient les entrepôts existants.

Les entrepôts sont soumis à des réglementations très sévères qui limitent leurs opérations ; mais le législateur, en réponse à ces entraves, leur a octroyé un monopole pour emmagasiner les sucres.

Les entrepôts de province ont pris une importance considérable depuis quelques années et nous pensons qu'il serait avantageux que les sucres déposés puissent être l'objet d'émissions de filières à la Bourse du commerce de Paris.

En effet, il importe, par tous les moyens, que les sucres soient emmagasinés le plus près possible du lieu où ils ont été fabriqués pour éviter des frais de transport qui peuvent grever inutilement les sucres. Les fabricants pourraient ainsi entreposer leurs marchandises dans les établissements les plus proches de leurs fabriques ; le sucre filérable serait livré le jour de l'arrêt de la filière et serait payé au cours de Paris, déduction faite des frais de transport entre Paris et cet entrepôt.

Cette motion, très appuyée par les entrepôts de province et par beaucoup de fabricants de sucre, a été abandonnée à la suite de l'opposition des négociants de la Bourse du commerce et de quelques fabricants qui niaient tout avantage à la réglementation proposée ; les entrepôts rendent service aux industriels, car ils leur permettent d'emmagasiner toute leur production, sucres blancs et roux, mélasse titrant au moins 44° (loi du 16 juillet

1897, art. 6) et d'attendre le moment qui leur semble favorable pour vendre leurs marchandises, tout en leur facilitant les moyens d'escompter des warrants.

Afin d'alléger la position du fabricant de sucre, les droits de consommation sur les sucres déposés dans les entrepôts ne sont pas exigibles, l'entrepôt étant considéré comme le prolongement des magasins de la fabrique. L'industriel peut donc vendre ses produits sans être obligé de payer par avance les droits qui actuellement atteignent une somme égale au prix de la marchandise elle-même.

D'ailleurs les intérêts du Trésor sont sauvegardés et les entrepôts doivent entretenir à leurs frais un service d'agents des contributions indirectes, chargés de surveiller les entrées et les sorties des sucres, de procéder à toutes les vérifications et visites qui leur semblent nécessaires et de délivrer des acquits et des permis de circulation.

Lorsque le fabricant de sucre a déposé ses marchandises, grâce au récépissé-warrant qu'il reçoit, il peut soit vendre ses produits en endossant le titre qui leur a été fourni au nom de son acheteur, soit contracter un emprunt gagé sur cette marchandise.

Pour effectuer cette deuxième opération, il détache le warrant annexé au récépissé et son endossement au nom de l'emprunteur indique à l'administration de l'entrepôt le nom du créancier gagiste en même temps que le gage consenti, gage dont cette administration est responsable,

et un certificat d'expertise garantit à l'escompteur du warrant la valeur du sucre.

Le fabricant reste ainsi propriétaire de ses produits et peut les vendre quand le moment lui semble favorable. Pour cela il négocie le récépissé qui était joint au warrant ; avant d'entrer en possession de la marchandise, l'acheteur est tenu de rembourser le montant du prêt accusé par le warrant. Les propriétaires du sucre jouissent d'ailleurs également des mêmes avantages que les fabricants et peuvent déposer leurs marchandises pour les faire entrer dans la consommation au fur et à mesure des besoins.

La statistique fait connaître les quantités entreposées et ainsi donne une plus grande stabilité aux cours du sucre.

Le rôle de ces entrepôts de sucre est intimement lié à l'importance de la production.

Avant la Convention de Bruxelles, la production du sucre en France était sans cesse en augmentation, et les fabricants avaient formé des stocks considérables destinés à être exportés.

Ces stocks étaient donc entreposés dans les établissements dont le rôle était alors d'une importance au maximum de son intensité.

Actuellement la production a baissé considérablement, la France fabrique peu pour l'exportation, le rôle des entrepôts a donc sensiblement diminué. En dehors des entrepôts, de nombreux fabricants de sucre cherchent

toujours à diminuer leur prix de revient, et dans ce but ils construisent dans leurs fabriques des magasins destinés à recevoir une partie importante de leur production, mesure autorisée par le décret du 1^{er} septembre 1852. Dans le cas d'insuffisance des magasins principaux, il est permis de créer des magasins annexes (lettre du 22 octobre 1883) et aux termes d'une décision ministérielle du 7 mai 1870, les fabricants sont autorisés à transférer leurs produits déposés dans les magasins à des bailleurs de fonds.

Les sucres déposés dans les magasins évitent ainsi les frais de dépôt, les frais d'une double manutention absolument inutile et les frais de transport parfois importants. Le personnel d'agents des contributions indirectes que la sucrerie entretient toute l'année pour les quelques mois de fabrication assume la surveillance de ces sucres qui sont libérés de ces frais d'entrepôt grâce à la création des magasins.

Les sucres ainsi entreposés dans les magasins ne sont pas le sujet des contestations que les nouveaux règlements administratifs soulèvent, à l'occasion des détours de distance, dont nous avons parlé dans un autre chapitre.

Nous avons vu dans ce chapitre l'influence des réglementations sur le commerce des sucres, commerce intimement lié à la production d'une part et à la consommation d'autre part.

Ces réglementations nationales tendent aujourd'hui à s'internationaliser, et un règlement unique pour le marché mondial supprimerait bien des difficultés et des contestations et est désirable pour tous producteurs et consommateurs.

INFLUENCE DE LA SUCRERIE INDIGÈNE SUR LA PROSPÉRITÉ DES RÉGIONS AGRICOLES

L'agriculture peut être considérée comme une des principales sources de la richesse d'un pays, et pendant longtemps même une école d'économistes considérait que l'agriculture était le seul moyen d'enrichir une région.

Les physiocrates en effet déniaient à l'industrie le pouvoir de produire une augmentation de richesses, mais ces théories découlaient d'une définition erronée de la production et l'agriculture peut être considérée maintenant comme une industrie. Produire n'est autre chose que transformer et l'agriculteur lui-même est un industriel qui met en œuvre l'activité spontanée en vertu de laquelle les plantes évoluent au même titre que le maître de forges emploie les énergies chimiques et physiques du charbon pour extraire le métal du minerai.

La grande différence entre l'industrie proprement dite et l'agriculture réside dans la faculté que la première possède de faire naître l'énergie dans les limites où elle est nécessaire, tandis que l'agriculteur ne peut agir sur les conditions climatiques dont il use sans pouvoir les

produire, et par conséquent les faire naître suivant ses besoins.

Mais il est utile d'ajouter que si l'homme ne peut créer les forces climatiques, il peut les utiliser, corriger en partie leurs effets, et substituer aux conditions naturelles du développement des êtres, des conditions tout artificielles.

Les plantes sont des appareils de synthèse chimique ; elles puisent dans l'atmosphère et dans le sol des matières qu'elles décomposent, combinent, transforment en de nouvelles substances.

L'ameublissement des terres, leur amendement, le sélectionnement des graines, l'emploi des engrais chimiques peuvent donc faire varier les modes de l'énergie fonction vitale des végétaux.

Pendant de longs siècles, l'intervention du cultivateur était réduite à très peu de chose. La jachère jouait un rôle très important dans l'assolement des céréales. La terre était laissée improductive pendant une année entière et si quelques cultivateurs, intelligents et laborieux entretenaient leur terre, la labouraient, la sarclaient pour l'aérer et y détruire les mauvaises herbes, la plupart abandonnaient leurs champs qui, en une année, se couvraient de plantes parasites.

Sur cette terre reposée, l'agriculteur faisait un labour peu profond, transportait un maigre fumier provenant de ses étables, et jetait à la volée des semences souvent peu sélectionnées.

La jachère était la première phase de l'assolement triennal, phase où la terre, sous l'action de ferments dont on ignorait la nature, engendrait des principes fertilisants, puisés dans l'atmosphère et dans le sol et reconstituait ceux enlevés dans la précédente récolte.

La seconde phase était constituée par la culture du blé ; dans la troisième venait une autre plante comme l'avoine.

Cette méthode rendait donc improductif le tiers du domaine livré à la culture. L'ignorance agricole des habitants des campagnes et l'ignorance économique des gouvernements étaient ligüées pour maintenir l'agriculture dans un état d'infériorité.

« Avant la Révolution (1), l'agriculture française se trouvait dans une situation misérable. La terre était asservie comme le cultivateur ; des intendants confinés dans la plus complète ignorance interdisaient toute modification de l'assolement comme une atteinte à la subsistance publique ; selon ses caprices ou ses craintes inintelligentes, l'autorité permettait ou prohibait le commerce des grains, elle s'arrogeait le droit de vider les greniers, de fixer le prix du blé, de réglementer les ensemencements.

« Aux limites des provinces se dressaient de véritables barrières comme entre pays ennemis ; il y avait pléthore sur un point et disette sur l'autre sans que l'équilibre

(1) Alfred Picard, *Le bilan d'un siècle*.

fût rétabli. Pressurés jusqu'au sang, les cultivateurs ne pouvaient s'intéresser à leurs travaux. »

La culture était d'un rendement très faible, et si les habitants des campagnes pouvaient subsister, tous les auteurs, Arthur Joung entre autres, nous disent dans quelles conditions misérables se trouvaient encore les laboureurs à la fin du XVIII^e siècle, car malgré les efforts de Turgot, les campagnes étaient affamées par les règlements intérieurs.

Dans le cours du siècle dernier, la condition des agriculteurs fut modifiée, modification résultant du progrès des sciences en général, mais surtout de réformes économiques qui permirent d'industrialiser la culture. Et les statistiques agricoles nous montrent que le nombre des hectares emblavés augmente sans cesse. En 1789 36 0/0 du territoire agricole était en jachères ou couvert de landes incultes, et la production du froment est augmentée non seulement par la surface des terres cultivées, mais également par le rendement à l'hectare. Tandis qu'en 1789 le rendement à l'hectare était de 7, 75, en 1889 ce rendement était doublé.

	Hectares emblavés	Hectolitres récoltés	Rendement à l'hectare
1789	4.000.000	31.000.000	7.75
1841	5.353.841	68.000.000	12.78
1851	5.846.919	81.000.000	13.86
1861	6.500.448	88.000.000	13.68
1871	6.887.749	98.000.000	14.27
1881	6.904.503	100.000.000	14.52
1889	5.958.200	109.000.000	15.73

Après les guerres de la Révolution et de l'Empire, l'Europe jouit d'une paix relative, la disparition des entraves à la liberté du commerce et de l'agriculture, la vente des biens nationaux, l'affranchissement des biens de main-morte, la disparition des droits féodaux, les dispositions du Code civil, qui amenaient la répartition du sol entre grand nombre de propriétaires et la concurrence des paysans qui voulaient ou acquérir, ou agrandir leurs domaines, en même temps que la création de moyens de transport, amenèrent une augmentation de la valeur des terres.

Plus tard l'émigration européenne vers les deux Amériques avait mis en valeur d'immenses terrains qu'il ne coûtait que la peine d'emblaver pour en devenir propriétaires, terrains qui, en repos depuis longtemps, fournissaient facilement de belles récoltes. Dans ces pays neufs où la végétation spontanée avait depuis des siècles accumulé dans la couche arable du sol les matériaux indispensables à l'alimentation des plantes, un simple défrichement de la surface suffisait pour mettre la terre en état de fournir des récoltes, avec des frais réduits.

Des nations autrefois barbares et sans moyen de communication commerçaient avec les nations du Vieux-Monde, les moyens de transport étaient devenus rapides, le prix du fret était abaissé.

Aussi les moissons des Etats-Unis ou de la Russie pouvaient concurrencer les récoltes de l'Europe, où les terres avaient pris une valeur considérable, dont les loyers

par cela même étaient élevés, où le prix de la main-d'œuvre avait augmenté, où de lourds impôts, conséquences des guerres et des mauvaises administrations des régimes antérieurs, frappaient la terre, les animaux, les bâtiments et les hommes ; et où, pour toutes ces raisons, le prix des céréales, était plus élevé.

« Si le vieux monde, écrit M. Paul Cauwès, a fourni sans compter aux pays neufs les éléments de leur mise en valeur, des émigrants par millions et des capitaux par milliards ; s'ils en ont tiré, outre le profit de placements avantageux et l'accroissement de leur influence extérieure, de nouvelles sources de matières premières nécessaires à l'alimentation de leur activité industrielle grandissante, un jour est venu où, grâce aux voies ferrées sillonnant ces pays neufs jusque dans leur hinterland, grâce surtout aux progrès de la navigation et de la concurrence maritimes, à la baisse inouïe du fret qui en a été la conséquence, l'accès des marchés de la vieille Europe s'est trouvé ouvert aux denrées agricoles des pays les plus lointains, concurrençant dans des conditions d'inégalité extrême la production indigène. »

Il était donc nécessaire, pour pouvoir lutter contre cette concurrence, d'augmenter la productivité des terres, d'abandonner la culture extensive, méthode exigeant une plus grande étendue de terre et dont les procédés culturaux, s'ils exigent moins de dépenses de main-d'œuvre, produisent des récoltes moins abondantes. Les premières mesures faites dans cette voie amenèrent la disparition de la jachère.

Les principales améliorations que l'on pouvait apporter dans les assolements lors de la suppression de la jachère, peuvent se ranger en deux classes bien distinctes : la première consiste dans l'introduction de prairies artificielles et la seconde dans l'adoption de certaines cultures désignées sous le nom de cultures sarclées. Ces dernières exigent, dans le cours de leur végétation, des travaux de binage et de sarclage grâce auxquels le sol nettoyé est encore très bien préparé pour la récolte suivante.

Ces cultures remplaçaient donc avantageusement la jachère, car elles étaient productives et ne laissaient pas les terres s'empoisonner de mauvaises herbes.

La combinaison des récoltes sarclées avec la culture des céréales constitue la culture alternée.

Désormais toutes les terres fourniront une récolte chaque année et dans le cycle de l'assolement triennal entreront les prairies artificielles ou des cultures sarclées.

Les terres se reposent ainsi de la culture du blé et de l'avoine ; à une plante dont les racines traçantes épuisent les couches superficielles du sol succède une plante aux racines pénétrant plus profondément ; une céréale avide d'azote est suivie d'une légumineuse fourragère qui jouit de la propriété d'enrichir la terre en azote. L'agriculteur utilise les découvertes de la science qui enseigne que les plantes n'absorbent pas dans le sol de la même manière les mêmes éléments nutritifs, et que certaines puisent

dans l'atmosphère des éléments qu'elles combinent et fixent dans la terre en la rendant plus fertile. Non seulement cette culture rationnelle a des résultats heureux au point de vue de la productivité des terres, mais encore les produits récoltés nourrissent un cheptel vif, qui, plus abondant, permet aux cultivateurs de récolter plus de sous-produits et d'enrichir leurs terres d'une grande quantité de fumier.

Les deux premières récoltes des plantes fourragères sont en effet coupées et engrangées comme nourriture d'hiver, tandis que la troisième coupe est pâturée par les animaux sur le champ même.

Ce procédé était déjà un perfectionnement ; les terres étaient constamment travaillées ; mais un des graves obstacles que présente ce procédé réside dans la difficulté de trouver un emploi lucratif des récoltes sarclées.

La récolte doit dédommager le cultivateur des frais qu'elle a entraînés, et rien ne pouvait mieux favoriser l'adoption de la culture des plantes sarclées que la découverte de la betterave dont la culture convient à presque tous les sols et à presque tous les climats de France.

Désignée sous le nom de *Béta* par Pline, cette plante fut, suivant Olivier de Serres, importée d'Italie en France vers la fin du *xv^e* siècle ; ses principes saccharifères avaient été entrevus par cet écrivain qui, en 1590, dans son *Théâtre de l'Agriculture*, parlait « du jus qu'elle rend en cuisant, qui est semblable au sirop de sucre ».

Cette plante sauvage à petites feuilles et à maigre ra-

cine était certes très différente de la betterave cultivée et sélectionnée que nous voyons dans les champs actuels.

Dans les établissements de Noyelles sur l'Escaut, M. J. Hélot, secrétaire général honoraire du syndicat des fabricants de sucre de France, a cultivé et transformé une betterave sauvage recueillie à Veulette, dans les galets de la petite plage normande, et par la culture raisonnée, est arrivé à donner à son produit l'aspect et les qualités qui caractérisent les betteraves à sucre actuelles.

La betterave enrichit le cultivateur qui vend ses produits à un haut prix et ses résidus donnés aux bestiaux permettent l'engraissement rapide des animaux, nouvelle source de profits pour le fermier. Le cultivateur a donc un bénéfice évident à remplacer les prairies artificielles par la culture de la betterave. Grâce à cette plante, dit Mathieu de Dombasle, les terres sont sarclées régulièrement et la Flandre lui doit sa richesse agricole. M. de Vinde, dès 1823, signalait l'établissement de fabriques de sucre comme le moyen le plus efficace d'introduire de bons assolements dans l'agriculture française en propageant la culture des plantes sarclées.

« Grâce à cette culture, la jachère avait disparu partout.

« Le département du Nord qui, en 1815, ne cultivait que 94.000 hectares de blé, en avait 115.000 en 1836. La culture du colza se déplaçait. Les résidus de la betterave fournissaient une nourriture abondante et appréciée (1). »

(1) Dureau, *L'Industrie du sucre depuis 1860*.

La culture de la betterave modifiait les méthodes désuètes des cultivateurs, habituaît ceux-ci à intervenir entre le moment où la semence avait été enfouie et le moment de la récolte. Cette culture exige, en effet, une grande perfection dans les procédés et demande des soins attentifs et continus.

« C'est dans les départements du Nord et de l'Artois, remarque Mathieu de Dombasle, que la pratique des sarclages et des binages donnés aux récoltes des champs s'est étendue sur la plus grande échelle, et c'est également dans ces départements que la fabrication du sucre de betterave s'est fixée. La culture de la betterave a pris un rapide développement dans les localités où la population agricole possédait d'avance l'habitude des procédés et des soins qui en assurent la réussite. »

Si la nature du sol a été une des causes de la réussite des cultures de betteraves, l'esprit industriel des populations rurales du nord assura le rapide développement de la sucrerie dans cette région.

Le rayon d'action des fabriques de sucre est en effet limité, la matière première est lourde, encombrante, sujette à se détériorer. Les sucreries doivent donc rapidement se la procurer. La proximité de production est une des conditions primordiales d'une bonne fabrication et d'un travail rémunérateur.

Sans une expérience de longue date et sans l'étude d'une technique culturale, il est difficile d'obtenir des succès dans la culture de la betterave. Les dépenses sont

augmentées par l'inexpérience de certains agriculteurs ; la valeur et la quantité des produits sont diminuées par les fautes commises : le choix de la semence, la préparation du terrain exercent, chacun pris isolément, une influence capitale sur la qualité et sur la quantité des produits, et lorsqu'il s'agit d'arracher les racines et de les emmagasiner en vue d'assurer leur conservation, une seule faute peut compromettre le résultat de la récolte.

Ces fautes nuisent non seulement au producteur, mais peuvent avoir des conséquences indirectement graves pour lui par la ruine de l'industriel. En effet, celui-ci immobilise des capitaux dans une sucrerie qui ne peut rémunérer son capital si les frais généraux ne sont pas répartis sur un approvisionnement normal et si la qualité de la plante ne répond pas à ce qu'il était en droit d'attendre.

Le fabricant éprouve alors des pertes qui peuvent être considérables, car lorsqu'il a disposé des ateliers pour une fabrication donnée, l'intérêt et les frais du capital sont les mêmes si l'on ne traite que la moitié ou le quart de la quantité de betteraves prévue, les déchets provenant de la malfaçon sont une perte pour le fabricant, les racines elles-mêmes coûtent plus cher que le fabricant ne l'avait escompté. A ces frais que doit supporter l'industriel, il faut ajouter qu'il doit constamment faire l'achat de nouveaux appareils et renoncer à se servir de nombreux ingénieurs cherchant sans cesse à activer et à perfectionner les opérations d'instruments coûteux souvent encore très peu usagés.

L'industrie du sucre subit la concurrence mondiale. Les pays producteurs de sucre, soit de canne, soit de betterave, se rencontrent sur le marché des pays consommateurs, et celui qui s'est laissé devancer par son concurrent, ayant installé des procédés plus économiques que le sien, est condamné à disparaître.

Cette union étroite de l'agriculture et de la sucrerie a amené celle-ci à fonder des usines dans des pays agricoles dont la technique est déjà avancée et ces usines entretenant chez les cultivateurs le désir d'obtenir des produits plus rémunérateurs, sont ainsi une source d'efforts constants pour amener des progrès dans l'art culturel.

Ce perfectionnement de l'art agricole suit ainsi partout la culture de la betterave ; chaque sucrerie forme un point central autour duquel viennent se grouper des améliorations agricoles de tous genres dont la première est une préparation excellente du sol.

La culture de la betterave, en effet, ameublir la terre, la divise de manière à la laisser pénétrer par l'air et par l'eau, elle est un agent de destruction des plantes parasites qui dans les terres peu soignées arrivent à manger une grande partie de la récolte.

Le cultivateur travaille avec soin une terre qui, au lieu de le payer d'un maigre revenu, lui fournit de riches récoltes. Ce travail soigné, le labour profond, l'usage des engrais chimiques et l'assolement approprié au terrain qui sont les conditions nécessaires à la culture de la bet-

terave constituent une excellente préparation pour toutes les autres cultures.

Il faut d'ailleurs remarquer que les labours profonds ne doivent pas toujours être faits d'emblée et qu'il est nécessaire pour y arriver d'observer une progression. L'approfondissement de la couche arable doit être fait avec une extrême prudence, et il est souvent nécessaire d'exécuter une série de labours successivement plus profonds, parce que les couches inférieures doivent perdre leur acidité naturelle avant de pouvoir devenir fertiles.

Le sol doit être profond, homogène, sinon la betterave développe de nombreuses racines latérales, son arrachage est plus onéreux, et la terre retenue dans les radicales donne lieu à des tares considérables, après avoir exigé des transports supplémentaires.

Dans la culture de la betterave, le cultivateur doit constamment travailler sur sa terre ensemencée. Il doit d'abord la rouler pour en empêcher le dessèchement ; lorsqu'une pluie survient avant la levée des plantes, le champ doit être hersé, pour briser la couche formée sous le pilonnement de la pluie, croûte qui empêche l'aération de la terre.

Puis le cultivateur bine le terrain jusqu'à trois reprises différentes, détruit aussi les mauvaises herbes, aère la plante et l'entretient aussi dans un bon état d'humidité, un sarclage vaut une pluie, dit un adage agricole.

Au premier binage succède le démariage : celui-ci consiste à ne laisser subsister que les sujets qui présen-

tent le meilleur développement, cette opération est importante, elle empêche les plantes de se gêner et de s'étouffer mutuellement.

Le cultivateur doit, en outre, éviter d'employer des semences pouvant donner naissance à des plantes qui montent en graines. En effet, la betterave aujourd'hui bisannuelle, est originairement annuelle, et la montée en graines a pour effet d'amoindrir la récolte et de diminuer la valeur de la racine. Il a encore à défendre ses plantations contre les insectes et les maladies cryptogamiques. Il est donc accoutumé à une surveillance continuelle qui se répercute nécessairement sur les autres récoltes pour le plus grand bien de son exploitation. On pourrait presque dire que, même sans profit direct sur la betterave, il serait utile de la cultiver pour les bonnes récoltes de blé qui viennent après. Car les engrais azotés, phosphatés et potassiques sans lesquels la culture betteravière est impossible, sont encore utilisés dans les récoltes qui suivent.

De plus, le sucre qui donne la valeur de la betterave, ne puise pas dans la terre ses éléments, il se forme aux dépens de l'atmosphère, et seul ce sucre est retiré par l'industrie, toutes les autres substances constitutives de la betterave étant rendues à la terre, soit par les feuilles que l'on enfouit sur place, soit par les pulpes consommées par le bétail, et dont une partie des éléments se retrouve dans le fumier répandu sur les champs, soit encore par les résidus des fabriques qu'on utilise comme amendements.

En France l'assolement généralement admis se compose de : 1° betteraves, 2° blé, 3° partie avoine et partie plantes fourragères.

En Allemagne les assolements sont moins réguliers, comme en témoignent quelques exemples :

A. — 1° Betteraves, 2° céréales d'hiver, 3° maïs vert employé comme fourrage, 4° betteraves, 5° céréales d'hiver, 6° céréales de printemps.

B. — 1° Betteraves, 2° céréales d'hiver, 3° céréales de printemps, 4° betteraves, 5° orge et trèfle, 6° trèfle.

C. — 1° Betteraves, 2° céréales d'hiver, 3° trèfle, 4° trèfle, 5° betteraves, 6° céréales d'hiver, 7° pommes de terre, 8° céréales de printemps.

Dans ce pays les engrais sont calculés d'après la plante à produire.

1° Trèfle qui a la particularité d'enrichir la terre en azote.

2° Céréales d'hiver avec 150 kilogs de phosphate.

3° Betteraves avec 35.000 kilogs de fumier de ferme, 150 kilogs de phosphate et 150 kilogs de nitrate.

4° Froment de printemps avec 3.000 kilogs de chaux.

5° Pommes de terres.

6° Betteraves avec 35.000 kilogs de fumier, 150 kilogs de phosphate et 150 kilogs de nitrate.

On peut remarquer qu'on ne charge la terre de fumier qu'une fois tous les trois ans car l'expérience indique que si les engrais chimiques sont absorbés pour la plus grande partie dans l'année, même où ils ont été épandus,

le fumier est encore utilisé pendant les années qui suivent.

Au Congrès international de 1900, on faisait ressortir que dans l'arrondissement de Valenciennes la production du blé avait, depuis l'introduction de la betterave, passé de 35.000 à 40.000 hectolitres ; d'après un certain nombre de rapports, le rendement du blé a augmenté du tiers et du quart dans les exploitations où l'on cultive la betterave et a passé de 25 hectolitres à 50 hectolitres par hectare.

La même constatation peut se faire dans les autres pays. Sans s'arrêter à l'Allemagne, qui doit une grande partie de sa richesse agricole à la culture de la betterave, on peut se rendre compte qu'en Autriche, dans les plaines de la Moravie et de la Bohême, où l'on cultive la betterave à sucre, on obtient un plus fort rendement en céréales.

En Russie, la culture de la betterave à sucre augmente chaque année, et du blé vient maintenant sur les terres où on ne récoltait auparavant que du seigle.

« Ce n'est pas en France seulement, disait Thiers en 1864, que l'on cultive la betterave, c'est en Belgique. Et si vous passez le Rhin, si vous allez de Magdebourg à Berlin, vous verrez qu'il y a là des champs entiers couverts de betteraves, en Russie même, où l'on commence à s'occuper beaucoup d'agriculture, on cultive la betterave avec abondance. »

« Les bienfaits de la culture de la betterave sont de

plus en plus appréciés (Dureau, *L'Industrie du sucre en 1900*). Partout où la culture de cette plante a pénétré, les conditions générales de la production se sont améliorées et les rendements en blé ont augmenté. »

En France, la betterave à sucre a gagné considérablement de terrain depuis un demi-siècle.

La superficie des emblavements en betteraves était, en 1840, de 57.663 hectares produisant 25.740.691 quintaux

1852	111.360	—	30.248.846	—
1862	136.599	—	44.267.585	—
1882	240.465	—	88.503.921	—
1892	271.258	—	70.518.544	—
1900	329.617	—	87.861.520	—
1905	317.372	—	95.537.520	—

En 1906, le prix d'achat total de la betterave était 220 millions environ.

L'augmentation de la teneur en sucre a été très importante. Au lieu de 10 à 11 0/0 de sucre que renfermait autrefois la betterave, on constate aujourd'hui que les racines titrent de 15 à 18 0/0 et même au-delà.

Le rendement industriel de 5 à 6 0/0 est monté à 12 0/0 en 1899 et continue à progresser.

La culture participe à la prospérité de la sucrerie, et lors de la mévente des blés, grâce à la betterave, les régions du Nord ont moins souffert de la crise que les autres régions.

L'attention des cultivateurs a été forcément portée sur la culture de la betterave. Ils ont cherché à améliorer

leurs méthodes et peu à peu grâce à l'expérience et aussi à l'influence de la législation, ils ont rénové depuis 1884 cette culture.

L'intérêt purement industriel est d'obtenir une matière première riche et de bonne qualité, mais les fabriques n'avaient pas toutes comme annexes des établissements agricoles chargés de leur fournir la quantité de betteraves dont elles avaient besoin pour leur fabrication, et très rares étaient les industries dont l'alimentation en betteraves était assurée exclusivement par leurs exploitations agricoles.

Avant 1884, les fabricants faisaient des marchés avec les cultivateurs pour leur acheter leur récolte de betteraves, soit pour une fabrication, soit pour plusieurs campagnes. Ils étaient donc obligés d'accepter ce que ceux-ci voulaient leur livrer. Or, les cultivateurs préféraient sacrifier la qualité et la richesse saccharine pour livrer de grosses quantités de betteraves ; ils y trouvaient intérêt, les fabricants de sucre payant leurs betteraves au poids.

Les frais étaient donc considérables pour les industriels tant au point de vue des transports, qu'au point de vue du prix de revient dans les fabriques, « et loin de progresser, l'industrie du sucre en France périssait », dit M. P. Dehérain ». Le nombre des fabriques en travail était tombé de 539 en 1876 à 440 en 1884, et tandis qu'en 1874, on avait produit 450.000 tonnes de sucre en 1884, la statistique sucrière ne mentionnait une production que de 316.000 tonnes.

On pouvait redouter alors une déchéance singulièrement prompte et irrémédiable de la sucrerie en France, et il parut nécessaire à tous les économistes de parer à cette crise.

M. Méline, à la Chambre des députés, déclarait en 1884, « que la betterave représente 245 millions de francs, alors que les autres industries, comme celle de la houille, ne représente que 241 millions et celle du fer 222. L'industrie du sucre, ajoutait-il, occupe 65.000 ouvriers d'usine, et 11.000 ouvriers de culture. Les 100.000 bœufs qu'elle utilise produisent 3 millions de kilogs de viande et la fumure pour 100.000 hectares ».

Le gouvernement, pour améliorer la situation critique que traversait la sucrerie, emprunta la mesure qui avait assuré la prospérité de l'industrie sucrière allemande et proposa de prendre comme assiette de l'impôt, non plus le sucre fabriqué, mais la betterave.

La culture était découragée ; tous les efforts entrepris pour doter la France d'une bonne betterave à sucre étaient demeurés stériles, et M. Ernest Cambier, partisan de l'impôt sur la betterave, déclarait : « Nous ne pouvons plus faire du sucre avec les betteraves que les cultivateurs nous livrent. Il faut une réforme, une riche matière première. Quand le cultivateur la produit, on ne la lui paye pas son prix réel, parce qu'avec le régime actuel, on ne peut pas en extraire avantageusement tout le sucre. Avec l'impôt sur la betterave, il serait payé d'après sa richesse, cette réforme seule peut nous permettre de donner satisfaction

à la culture en lui payant la riche betterave ce qu'elle vaut. »

Malgré cela, l'impôt sur la betterave avait des adversaires déclarés, et un de leurs arguments était l'inégalité de richesse des terres. Les terres pauvres, disaient-ils, incapables de produire des betteraves riches, à un prix rémunérateur, seront amenées à abandonner leurs cultures et par là même à ruiner les personnes qui s'y livrent. Les cultivateurs du Nord, principaux intéressés, manquaient de confiance en eux-mêmes.

La lutte fut longue entre les adversaires et les partisans du système allemand d'assiette de l'impôt, mais après de nombreuses discussions, les derniers obtinrent gain de cause. On prit alors pour base non le produit fabriqué, mais le poids de sucre contenu dans les betteraves, mises en œuvre.

Vers 1865, L. Vilmorin était arrivé à déterminer la richesse du sucre dans la betterave par une méthode fondée sur la quantité de substances étrangères solubles, dont la présence peut influencer sur la densité du jus. Cette quantité diminue à mesure que celle du sucre augmente.

Ce savant était arrivé à produire une betterave qui contenait jusqu'à 24 0/0 de sucre, et la législation obligea les fabricants à rejeter toute routine et à exiger des producteurs des betteraves riches d'où ils devaient retirer tout le sucre. La betterave avait en effet payé l'impôt par abonnement, et le bénéfice du fabricant augmentait, toutes les fois qu'il obtenait une extraction plus complète, récupérant ainsi plus de sucre que la teneur prévue.

L'impôt frappant la betterave, le fabricant demandait aux cultivateurs de lui procurer des racines très riches en sucre. D'ailleurs l'agriculteur avait également intérêt à fournir des produits riches, car ceux-ci étaient payés en proportion de la saccharose qu'ils contenaient.

Les appareils étaient perfectionnés, soit dans les fabriques, soit dans les exploitations agricoles, il était devenu nécessaire que la récolte de betteraves donnât le plus de sucre possible sous le moindre poids, et qu'elle fût ensuite manutentionnée avec grand soin comme une plante précieuse dont il fallait extraire la plus forte quantité possible de ce sucre.

Sans doute les cultivateurs avaient à leur disposition une moindre quantité de pulpes, et c'était une des raisons qui les amenait à préférer les forts rendements en poids à la forte teneur en sucre. Les agriculteurs, pour suppléer à cette moindre quantité de pulpes, entreprirent la culture de la betterave fourragère.

Mais malgré cela, il était de bonne économie agricole de donner encore la prédominance à la betterave à sucre, sur la betterave fourragère, et le tableau suivant permet de faire la comparaison entre les produits de culture de ces deux betteraves. Exploitation E. Coze, à Trocy).

Betterave à sucre :

Semence .	10 fr.
Engrais . .	600 »
Binage . .	75 »
Arrachage .	50 »
soit .	735 »

Vente à 20 fr., 50.000 k., 1.100 fr.

Pulpe rendue	100 »
	1.100 » — 735 fr. = 215 fr.

Betterave fourragère :

Semence . . . 10 fr.

Engrais . . . 600 »

Binage . . . 75 »

Arrachage . . . 50 »

soit . . . 735 »

Vente sans pulpe. . . 950 fr.

Reste 950 fr. — 735 fr. = 365 fr.

Dont un bénéfice de 150 francs en faveur de la betterave à sucre.

La loi de 1884 donna un grand essor à la culture betteravière et à la sucrerie en France.

La production du sucre qui, en 1885, était tombée à 270.000 tonnes arrive, en 1900 à 900.000 tonnes.

A cette date le rendement en poids par hectare était moindre qu'avant la loi, mais la richesse saccharine de la betterave était très augmentée. Grâce à l'application du procédé de sélection, on parvint à obtenir des variétés de betteraves à grande richesse telles que la betterave blanche de Magdebourg, de Breslau, et surtout la betterave dite de Klein Vanzleben, la plus cultivée en France et en Allemagne.

Divers fabricants de sucre de France, frappés des dangers que pouvait avoir l'importation des semences venant exclusivement d'Allemagne voulaient réagir contre ce

mal et se mirent à cultiver la graine de betterave riche. Parmi ceux-ci, un des industriels les mieux avertis en matière de sucrerie, M. Hélot, dans son domaine de Noyelles-sur-l'Escaut, poursuit sans cesse ses études pour fournir à ses collègues et aux cultivateurs, des betteraves d'un bon rendement en poids à l'hectare et en même temps d'une forte richesse saccharine.

Le cultivateur ne doit point oublier qu'il est nécessaire d'adapter les betteraves au sol qu'il enseme, et que, suivant Danseaux, « l'essai, la vie expérimentale, tel est le guide qui doit éclairer dans la recherche de la variété à préférer, variété que l'on doit s'attacher encore à améliorer par une sélection rationnelle ».

La culture de la betterave a donc, comme nous le disions plus haut, l'avantage de permettre de nourrir une grande quantité de bestiaux. Les exploitations betteravières comportent de grands effectifs d'animaux destinés aux opérations culturales et aux transports ; elles contribuent ainsi à la prospérité dont elles enrichissent les éleveurs du centre de la France. Lorsque la pulpe est abondante, on se sert de celle-ci pour l'engraissement des bœufs fatigués par le travail et qui sont vendus alors pour la boucherie.

De sorte que l'industrie betteravière n'utilisant que les animaux en pleine force de travail et renouvelant ceux-ci fréquemment, les régions d'élevage en profitent d'autant plus.

En 1855, la Société d'agriculture de Valenciennes notait

dans l'arrondissement l'existence de 700 bœufs avant l'introduction de la sucrerie et signalait la présence de 11.500 bœufs après son introduction (1).

La sucrerie joue un rôle social dans les campagnes ; la culture de la betterave en effet donne un salaire rémunérateur aux ouvriers agricoles qui cessent ainsi d'affluer vers les villes assurés qu'ils sont d'avoir du travail toute l'année : après les travaux du printemps et de l'été, la façon des terres, les semailles et la récolte, au moment où la mauvaise saison amènerait du chômage, ces ouvriers sont employés à l'arrachage des betteraves et à leur transport vers les sucreries. Ajoutons à cela qu'un certain nombre d'entre eux sont occupés aux diverses manutentions dans les fabriques de sucre elles-mêmes. « Interrogeons, dit M. Hitier, la comptabilité des fermes qui font de la betterave. Nous relevons avec des variations insignifiantes deux chiffres relatifs à cette plante : 50 francs par hectare pour les façons de binage et 50 francs pour l'arrachage ; c'est un salaire de 100 francs par hectare. Sur un produit brut de 800 francs que représente comme moyenne de frais l'hectare de betteraves, 100 francs c'est à-dire un huitième du produit vont aux tâcherons. »

Le grand nombre d'opérations qu'exige la culture a encore comme résultat l'obligation pour les fermes d'avoir un personnel plus nombreux et ce personnel en vertu de la demande supérieure à l'offre est mieux payé que dans

(1) Communication de M. Bénard au Congrès international d'agriculture en 1904.

les autres régions agricoles. Le travail est aussi moins fatigant car les opérations autrefois toutes manuelles sont facilitées et même remplacées par la machine agricole. L'homme n'est plus alors que l'intelligence dirigeant la force qui moissonne, lie, javelle les récoltes, qui sarcle, défonce les terres. C'est principalement la culture de la betterave qui a favorisé l'introduction des machines dans l'agriculture. Ces exploitations nécessitent en effet des capitaux importants qui ont permis aux exploitants, pour économiser la main-d'œuvre chère, de faire l'acquisition des machines onéreuses sans doute mais dont l'emploi constitue cependant une économie dans les frais généraux. La culture de la betterave aide ainsi d'une façon détournée la reconstitution des grandes propriétés.

Lorsque la mécanique agricole était encore dans l'enfance, la petite propriété était d'un plus fort rendement que la grande, chaque petit propriétaire cultivant son champ de manière à assurer une belle récolte. Après les progrès de la technique agricole vint l'invention des machines qui permettent de travailler économiquement et rapidement de grandes étendues de terres, ces machines ne pouvaient être employées d'une manière pratique que sur des champs d'une grande surface.

Ces instruments en effet sont lourds, fatiguent les attelages et occasionnent une grande perte de temps par la fréquence des arrêts que nécessitent leurs évolutions. Les cultivateurs sont donc amenés à chercher à agrandir leurs domaines. Lorsqu'ils ne peuvent agrandir leurs

champs par une acquisition onéreuse, ils l'agrandissent par voie d'échange entre eux, cherchant à obtenir un domaine d'un seul tenant.

Mais une autre raison pour la constitution de propriétés à grand capital est la diversité et en même temps le prix élevé des appareils agricoles. Les associations ne peuvent remplir le but de la coopération pour l'achat entre petits propriétaires que pour un petit nombre d'instruments ; mais les machines employées à travailler des champs doivent être utilisées dans un même temps. Les opérations se font en même temps dans toute la région, et à un seul moment, de sorte que les charrues, les brabants, les croskills, les herses, les semoirs de grains et d'engrais, les extracteurs comme les moissonneuses-lieuses sont employés dans les campagnes dans les mêmes saisons et ne peuvent être affectées au service que d'un seul domaine. Mais grâce à ces machines les opérations se font avec beaucoup plus de rapidité et de régularité de sorte que les cultivateurs sont moins à la merci des intempéries et moins sujets à craindre les accidents atmosphériques. Or l'expérience nous montre que c'est la culture de la betterave destinée à la sucrerie qui a en France introduit dans les campagnes l'usage de ces instruments perfectionnés. Il a suffi de l'exemple donné par quelques entreprises dirigées par des hommes techniques possédant de grands moyens financiers et qui ont été contraints de chercher partout l'utilisation de la force mécanique.

Le progrès par sa force même amène peu à peu les agriculteurs moins éclairés à se procurer ces instruments de culture dont ils constatent tous les jours les heureux résultats.

« La culture de la betterave incite à la culture intensive par les profits rémunérateurs qu'elle offre aux capitaux, par les salaires qu'elle distribue, elle contribue donc pour une bonne part au développement de la richesse publique. »

« Il ne faut pas croire que seules les régions où est cultivée cette plante soit intéressée à sa prospérité. »

« La division du travail permet de spécialiser à chaque sol la production qui lui est propre. Si les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de l'Aisne, de la Somme, de l'Oise, etc., ont des terres qui se prêtent particulièrement à la culture intensive du blé par la betterave, ils utilisent avantageusement pour tout le monde les produits des pays d'élevage, qui fournissent par an plus de cent mille bœufs de trait (1). »

La statistique de l'arrondissement de Cambrai nous montre les recettes importantes que procurent les sucreries dans les campagnes et sont une preuve de la prospérité qui accompagne l'établissement des fabriques de sucre de betteraves.

(1) Rapport de M. Jules Hélot, agriculteur, vice-président de la Chambre de commerce de Cambrai, exposition de 1900, classe 39.

**Chiffre d'affaires des sucreries de l'arrondissement
de Cambrai.**

Campagne 1907-1908.

	Francs
Total de la production en sacs de sucre de 101 kilogs : 736.000, représentant, au cours de 32 francs	23.552.000
Total des betteraves travaillées, 613.333 tonnes de 1.000 kilogs, représentant, au cours de 24 francs les 1.000 kilogs.	14.719.000
Mélasses 24.000.000 kilogs, représentant, au cours de 6 francs les 100 kilogs.	1.440 000
Pulpe 50 0/0, 307.000 tonnes, représentant, au cours de 6 francs les 1.000 kilogs	1.842.000

La culture de la betterave ne doit point être considérée comme une question régionale, mais doit être regardée comme une source de richesse nationale, et on peut rappeler les discours que fit, il y a quelques années, le docteur Lucius, ministre de l'agriculture en Allemagne : « Maintenant je crois que je puis poser cette question : Si nous n'avions pas notre industrie du sucre de betterave que deviendrait l'agriculture ? »

CONCLUSIONS

Nous avons cherché à démontrer l'influence que les réglementations législatives ou corporatives peuvent avoir sur la consommation du sucre et quelle est leur répercussion sur la fabrication de sucre indigène et sur la culture de la betterave.

Pendant longtemps les gouvernements ont cherché à protéger simultanément l'industrie du sucre de canne et celle de sucre de betterave de manière à permettre à ces deux industries de coexister. Les législateurs prenaient suivant les circonstances parti pour l'une ou pour l'autre dégrevant leurs produits, les avantageant, et ce déterminisme économique a été la cause de l'instabilité des législations concernant les sucres.

L'industrie du sucre de betterave, dernière venue, avait vu se liguer contre elle tous les intérêts qu'elle lésait, mais jouit de la faveur gouvernementale jusqu'à ce qu'elle fût devenue assez puissante pour résister par ses propres moyens. Lentement les représentants des intérêts du sucre colonial arrivèrent à diminuer, puis à égaliser les charges qui pesaient sur les sucres coloniaux avec celles du sucre indigène, puis renversant l'inégalité première, ils obtinrent des avantages pour remédier à

l'éloignement du lieu de production avec les raffineries métropolitaines.

Le sucre de betterave, après avoir dépossédé le sucre de canne du monopole qu'il possédait jadis, semblait vouloir le faire disparaître des marchés mondiaux.

Le sucre colonial reconquiert maintenant la place qu'il occupait jadis, la fabrication du sucre de canne a fait des progrès considérables. Les colonies sont, en effet, en honneur chez tous les peuples; les capitaux s'y portent volontiers, des peuples de régions tropicales se sont éveillées au souffle de la liberté, et après leur indépendance politique ils aspirent maintenant à l'indépendance économique.

Le bon marché de la main-d'œuvre, le peu de valeur des terres, la mise en pratique des systèmes d'irrigations, la création de moyens de transports qui permettent d'amener les produits de l'intérieur vers les ports où de nombreux navires se disputent le fret, facilitent à ces peuples la concurrence avec les pays européens, et on peut citer les sucres de Java ou des Antilles qui arrivent sur des places où récemment encore le sucre de betterave était exclusivement consommé.

* « Tandis qu'en 1896-1897, la production du sucre de canne n'était que de 2.841.900 tonnes sur une production totale de 7.643.000 tonnes, elle était 10 ans plus tard de 7.341.000 tonnes sur une production totale de 14.512.600; sa part a donc passé de 37 0/0 à un peu plus de 50 0/0. Pour 1907-1908, la part du sucre de canne est de

6.904.300 tonnes sur un total de 13.711.600, soit 50,3 0/0.

« Sur le marché anglais en 1907, le sucre de canne représente 18,8 0/0 de l'importation totale.

« Comme nous l'écrivions, en 1903, il se pourrait que, dans la lutte déjà séculaire des deux sucres, le sucre de canne soit définitivement vainqueur (1). »

L'Europe devra-t-elle protéger sa production de sucre indigène, à l'abri d'une vaste barrière douanière qui permettrait de conserver la rémunératrice culture de la betterave ?

Sans doute la vie à bon marché est un axiôme économique, mais il est nécessaire que dans chaque nation, soient développées toutes les branches de l'industrie, de manière à lui permettre de trouver dans son sein les objets nécessaires à son existence. Elle n'est pas ainsi obligée d'avoir recours au monopole qu'elle a pu laisser constituer par une nation voisine, et cette théorie a donné naissance aux droits compensateurs.

Le Blocus maritime du 16 mai 1806 fit monter à un prix exorbitant toutes les denrées coloniales, et à notre époque le danger de laisser périr une branche quelconque de l'alimentation d'un pays nous est montré par l'Angleterre. Les habitants de ces îles seraient réduits à la famine, si le Royaume-Uni perdait la suprématie maritime qu'elle conserve grâce à un lourd budget.

Chaque nation a de plus un grand intérêt à ne pas lais-

(1) Truchy, *Les conventions sucrières de 1907*.

ser décroître sa force économique, elle ne le peut faire qu'en la protégeant, par des réglementations.

Sans doute celles-ci pèsent parfois sur les consommateurs, mais ceux-ci sont également producteurs, et en leur donnant la faculté de produire, on leur permet de se procurer les moyens nécessaires à l'acquisition des aliments nécessaires à la vie. Le terme de producteurs s'applique d'ailleurs à la presque généralité de la nation, à la main-d'œuvre ouvrière, comme aux intermédiaires dont chacun joue un rôle dans la production.

Il est en effet indifférent que la concurrence fasse baisser le prix des objets, si elle a fait disparaître les industries dans un pays et anéanti la richesse qui en découlait. Peu importe que le quintal de blé venant d'Argentine soit livré à moitié prix aux cultivateurs français, si ceux-ci ruinés par la libre concurrence sont incapables d'acquiescer leur nourriture pour ce prix modique.

Cette question de la concurrence du sucre de canne et de betteraves sera de nouveau posée dans un délai plus ou moins lointain, et la France, puissance coloniale, pourra être amenée à faire de nouvelles réglementations pour permettre la coexistence de ces deux industries.

L'impôt sur les sucres pourra de nouveau être appelé à jouer le rôle de compensateur pour contrebalancer les avantages d'une des industries rivales, mais les gouvernements ne devront pas oublier qu'il est nuisible de frapper d'un impôt trop considérable un produit, car l'augmentation de l'impôt a un effet immédiat sur la con-

somation qu'il réduit et donne naissance à des succédanés qui peuvent amener la disparition de l'industrie.

Il peut sembler désirable que les fabricants de sucre ne s'adressent pas à l'Etat pour obtenir la protection de leurs produits au moyen de mesures fiscales.

Des unions corporatives ont déjà donné des preuves que seules, au moyen de règlements syndicaux, elles peuvent encourager l'exportation, relever le prix, et supprimer la surproduction.

L'esprit de solidarité fait des progrès rapides dans les sociétés actuelles, et cette solidarité tend à devenir internationale, ainsi seront créées des unions de producteurs européens qui empêcheront les conflits commerciaux au bénéfice de la production comme de la consommation.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. SOUCHON.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	v
INTRODUCTION.	1
Rôle du sucre dans l'alimentation	11
Influence de la législation sur la production et la consommation du sucre.	49
Influence des réglementations commerciales sur la production et la consommation du sucre	111
Influence de la sucrerie indigène sur la prospérité des régions agricoles	178
CONCLUSIONS.	270

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
